

1110169

PROGRAMME DÉCENNAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION

PNUD - UNESCO

ÉVALUATION DU COÛT DE LA RÉFORME  
DE L'ENSEIGNEMENT MALIEN  
DANS LES ANNÉES 1996-2008

Mars 1997  
UNESCO, Paris  
PRODEC, Bamako

# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS .....	(iii)
INTRODUCTION .....	1
<b>Première partie : UN NOUVEAU CONTEXTE</b> .....	2
I. RAPPEL DES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA SITUATION À L'ANNÉE DE BASE .....	3
II. LE CADRAGE MACROÉCONOMIQUE .....	7
III. UN NOUVEAU SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE .....	9
<b>Deuxième partie : ANALYSE DES RÉSULTATS</b> .....	15
I. GÉNÉRALITÉS .....	16
II. L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (six premiers niveaux d'études) .....	17
II.1 Les élèves .....	17
II.2 Les classes .....	24
III. L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (derniers niveaux d'études) .....	28
III.1 Les élèves .....	28
III.2 Les classes .....	31
III.3 Le diplôme de fin d'études fondamentales (DEF) .....	33
IV. LES ENSEIGNANTS (enseignement fondamental) .....	35
IV.1 Les besoins en enseignants .....	35
IV.2 La formation des enseignants .....	38
V. L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE .....	44
V.1 Les élèves .....	44
V.2 Les enseignants .....	53
V.3 Les diplômés .....	55
VI. L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR .....	57
VII. LES ASPECTS QUALITATIFS .....	59
VII.1 Au niveau de l'enseignement fondamental .....	59
VII.2 Au niveau de l'enseignement secondaire .....	61
VII.3 Au niveau de l'enseignement supérieur .....	61
VIII. LE FINANCEMENT PRIVÉ DU SYSTÈME ÉDUCATIF .....	62
VIII.1 Au niveau de l'enseignement fondamental .....	62
VIII.2 Au niveau de l'enseignement secondaire .....	63
VIII.3 Au niveau de l'enseignement supérieur .....	65

IX. LA SCOLARISATION DES FILLES .....	65
IX.1 Au niveau de l'enseignement fondamental .....	66
IX.2 Au niveau de l'enseignement secondaire .....	68
IX.3 Au niveau de l'enseignement supérieur .....	68
X. LES ASPECTS FINANCIERS .....	69
<b>Troisième partie : DEUX SCÉNARIOS ALTERNATIFS .....</b>	<b>90</b>
I. SCÉNARIO 1 .....	91
II. SCÉNARIO 2 .....	92
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....	100
ANNEXES .....	104
Annexe 1 : Le modèle et son utilisation .....	105
Annexe 2 : Les dépenses d'éducation à la charge de l'Etat .....	111

## LISTE DES SIGLES

BT	Brevet de technicien
CAP	Centre d'animation pédagogique
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle
CED	Centre d'éducation par le développement
CFI	Centre de formation des instituteurs
CLD	Comité local de développement
CPS	Cellule de planification et de statistiques
DEA	Diplôme d'études approfondies
DEF	Diplôme d'études fondamentales
DNB	Direction nationale du budget
DNSI	Direction nationale de la statistique et de l'informatique
DRB	Direction régionale du budget
DUES	Diplôme universitaire d'études scientifiques
DUTS	Diplôme universitaire de technicien supérieur
EF1	Premier cycle de l'enseignement fondamental
EF2	Deuxième cycle de l'enseignement fondamental
EHEP	Ecole des hautes études pratiques
ENA	Ecole nationale d'administration
ENI	Ecole nationale d'ingénieurs
ENMP	Ecole nationale de médecine et de pharmacie
ENSup	Ecole normale supérieure
IEF	Inspection de l'enseignement fondamental
IPR	Institut polytechnique rural
IUG	Institut universitaire de gestion
IUS	Institut universitaire de santé
IUT	Institut universitaire de technologie
MEB	Ministère de l'éducation de base
MESSRS	Ministère des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le développement
PRODEC	Programme décennal de développement de l'éducation

## AVANT-PROPOS

La présente étude a été réalisée dans le cadre du Projet MLI/91/030 conçu conjointement par le Gouvernement du Mali, le PNUD et l'UNESCO avec comme objectif principal de fournir un appui aux responsables et cadres nationaux pour définir une stratégie et un programme de développement du secteur de l'éducation et de la formation dans une perspective à moyen et long termes. La réalisation s'est faite, au sein de l'UNESCO, sous la responsabilité de la Division pour la reconstruction et le développement des systèmes éducatifs.

Comme suite au IV<sup>e</sup> Projet Education, les responsables maliens de l'éducation ont décidé de mettre sur pied un Programme décennal de développement de l'éducation (PRODEC) dont l'élaboration est coordonnée par une équipe restreinte de cadres maliens. Le PNUD-UNESCO, ayant fourni une aide conséquente aux ministères de l'Education de Base et des Enseignements secondaire, supérieur et de la Recherche scientifique dans le cadre du Projet MLI/91/030, a été contacté par les responsables du PRODEC pour réaliser un certain nombre d'études préparatoires à une Table-ronde des bailleurs dont une étude sur les aspects quantitatifs de cet exercice de planification : simulations des flux d'élèves, ressources et coûts liés.

Un premier modèle de simulation a été élaboré en 1996 à partir de travaux antérieurs portant sur le premier cycle de l'enseignement fondamental et sur l'enseignement supérieur. Il a été préparé par Serge Cœnin et Ramakatra Rakotomalala, consultants UNESCO qui ont bénéficié de l'aide de plusieurs consultants nationaux : MM. Sadio Camara (MESSRS), Yorodjan Diakité (CPS), Mahy Hanne (DAF/MEB), N'Fali Kanouté (DAF/MEB), Oumar Maïga (DNES/MESSRS) et Ousmane Ouologuem (MESSRS). Ce modèle a été utilisé comme outil de chiffrage financier des mesures proposées dans le cadre de l'organisation actuelle de l'enseignement fondamental.

A la suite d'observations d'expériences étrangères et de réflexions, les responsables de la conception du PRODEC ont décidé, fin 1996, de proposer une modification importante de l'organisation des études fondamentales et secondaires (générales et techniques) : remplacement des deux cycles de l'enseignement fondamental par un cycle unique avec une réduction d'un an de la durée totale de ces études ; ajout d'une quatrième année d'études pour l'enseignement secondaire général et technique. A la demande des responsables du PRODEC, une nouvelle version du modèle de simulation a été élaborée pour intégrer ces modifications. Ce sont les résultats de cette version qui sont exposés et commentés ici à partir d'un scénario de référence élaboré lors des tests du modèle.

Ce scénario n'est en aucun cas définitif : il correspond à l'état des réflexions au moment où il a été défini. Cependant, la plupart des hypothèses qui le composent figuraient déjà dans les scénarios chiffrés de 1996 et elles ne devraient pas varier. En revanche, les hypothèses plus sensibles en termes d'impact financier, pédagogique ou autre sont encore susceptibles de varier. Deux scénarios alternatifs permettent de mieux entrevoir les limites à l'intérieur desquelles il est possible d'agir.

Paris, mars 1997

## INTRODUCTION

Faisant suite à une première série de travaux de planification au sein desquels un modèle de simulation des dépenses d'éducation a été élaboré<sup>1</sup>, ce rapport présente une adaptation du modèle aux caractéristiques du nouveau système éducatif que l'équipe en charge de la préparation du PRODEC se propose de mettre en place.

Si la structure du modèle a été modifiée en conséquence, sa logique n'a pas changé : il repose toujours sur les flux d'élèves qu'il calcule et en déduit une série de besoins physiques et financiers. Par ailleurs, tirant profit des remarques faites à propos de la première version du modèle, quelques adaptations mineures supplémentaires ont été faites.

Un nouveau scénario de référence a été conçu avec les membres de l'équipe du PRODEC. Il intègre de nouvelles propositions nées des consultations de nouveaux partenaires de l'école mais il ne s'agit pas d'un scénario définitif : il représente l'état des réflexions après environ une année de préparation du PRODEC. Ce scénario conduit à un dépassement sensible des crédits disponibles estimés.

Afin de favoriser le débat sur les paramètres à modifier pour tenir dans les limites financières définies dans le cadrage macroéconomique, deux scénarios alternatifs complémentaires ont été élaborés afin de montrer que l'équilibre financier du programme peut être obtenu à long terme de façons très variables : par une forte baisse des aides aux familles ou par une réduction sensible du nombre d'élèves admis dans l'enseignement secondaire.

Ici encore, l'équipe chargée de la préparation du PRODEC a été largement associée à l'élaboration du scénario de référence. Elle est donc en mesure de réaliser elle-même les simulations qui devraient lui permettre de définir un scénario équilibré sur de nombreux plans : effectifs d'élèves, qualité de la formation dispensée, équité dans les mesures restrictives inévitables et rigueur dans le contrôle des crédits dépensés.

Trois thèmes sont abordés dans les pages qui suivent :

- 1) La description du nouveau contexte organisationnel que devra respecter le modèle. A partir de là, sont explicitées les modifications introduites par rapport à la situation décrite dans le rapport de décembre 1996.
- 2) L'analyse des résultats de la simulation réalisée dans le cadre du scénario de référence. Outre la présentation de ceux-ci par grand niveau d'enseignement, diverses questions transversales ont été abordées : enseignants dans l'enseignement fondamental, aspects qualitatifs, financement de l'enseignement privé, scolarisation des filles et aspects financiers.
- 3) Enfin, deux scénarios alternatifs sont proposés afin de nourrir l'inévitable débat sur les coupures financières à opérer pour rester en deçà des limites financières fixées au départ.

---

<sup>1</sup> PNUD-UNESCO / PRODEC : Un modèle de simulation pour le développement du système éducatif malien dans les années 1996-2008, Décembre 1996, 100 p. + Annexes.

Première partie :

UN NOUVEAU CONTEXTE

## I. RAPPEL DES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA SITUATION À L'ANNÉE DE BASE

L'année 1995-96 a été choisie comme année de départ des simulations, aussi de nombreuses données relatives à cette année-là ont-elles été collectées et vérifiées spécialement afin que les simulations reposent sur des bases indiscutables. Ces données ont fait l'objet d'une présentation détaillée dans le rapport de décembre 1996. On ne fera que rappeler ci-dessous les éléments les plus importants de cette présentation.

### I. Le 1er cycle de l'enseignement fondamental

1. L'admission en 1ère année de l'enseignement fondamental a réellement progressé jusqu'en 1992-93 mais elle s'est stabilisée depuis cette date autour de 38% d'une classe d'âge.
2. Ces admissions se font pour les trois-quarts dans des établissements publics. Le dernier quart se partage à égalité entre medersas et autres écoles privées (laïques et catholiques).
3. L'écart observé entre les filles et les garçons au niveau de l'admission tend à se réduire depuis 1992-93. Actuellement, le taux d'admission en 1ère année des filles atteint 75% de celui des garçons. C'est dire que 7 filles sur 10 en âge d'être scolarisées ne le sont pas.
4. Le taux brut de scolarisation a sensiblement progressé depuis 1991-92 pour atteindre 44% en 1995-96, y compris les élèves scolarisés dans les medersas.
5. L'écart entre filles et garçons est plus important au niveau des taux de scolarisation qu'à celui des taux d'admission : le taux moyen des filles représente 67% de celui des garçons contre 75%. Les filles abandonnent donc davantage que les garçons.
6. Ce taux de scolarisation peut en partie faire illusion dans la mesure où les redoublements sont élevés : ils étaient en moyenne voisins de 30% jusqu'en 1993-94 et ont diminué brutalement depuis (20% en 1994-95). On doit être attentif aux mesures mises en place pour accompagner une diminution aussi rapide du redoublement, faute de quoi le niveau des promus risque de baisser.

### II. Le 2è cycle de l'enseignement fondamental

7. Dans le 2è cycle, le taux brut de scolarisation s'accroît légèrement depuis le début des années 90 et l'écart entre garçons et filles est plus important que dans le 1er cycle : le taux observé pour les filles est pratiquement égal à la moitié de celui des garçons (9,3% contre 18% en 1995-96). Le redoublement, encore plus élevé qu'au 1er cycle, a connu la même chute (de 36% à 21%) entre 1993-94 et 1994-95.
8. Toutes les données mentionnées jusqu'ici sont des moyennes nationales. Au niveau de l'enseignement fondamental, il faut garder à l'esprit qu'il existe des écarts très importants entre les régions, d'une part et entre zones urbaines et rurales, d'autre part.



### III. L'enseignement secondaire

9. L'enseignement secondaire se caractérise par de grosses insuffisances en matière de collecte et d'exploitation des données, en particulier celles concernant les élèves.
10. Pratiquement, tous les élèves titulaires du DEF poursuivent des études secondaires. Ces élèves sont de plus en plus orientés vers l'enseignement général aux dépens de l'enseignement professionnel : actuellement, près de 8 nouveaux inscrits sur 10 au-delà du DEF le sont en effet dans un établissement général. Ces inscriptions sont prises de manière croissante dans des filières littéraires et de sciences humaines.
11. Les recrutements d'enseignants ne suivent pas l'évolution des effectifs orientés. Il en résulte une augmentation rapide de la taille moyenne des classes dans l'enseignement général (+33% en cinq ans) et dans une moindre mesure dans l'enseignement technique.
12. Les flux annuels de diplômés ne se sont pas accrus sensiblement au cours des dernières années mais, si une limite n'est pas mise à la poursuite quasi-automatique d'études au-delà de l'enseignement fondamental, le nombre de diplômés va croître dans des proportions considérables au cours des prochaines années.
13. Les pensions alimentaires (bourses) versées aux élèves représentent en moyenne 20% du coût total de l'enseignement secondaire contre 25% pour le personnel enseignant. N'est-ce pas trop ?

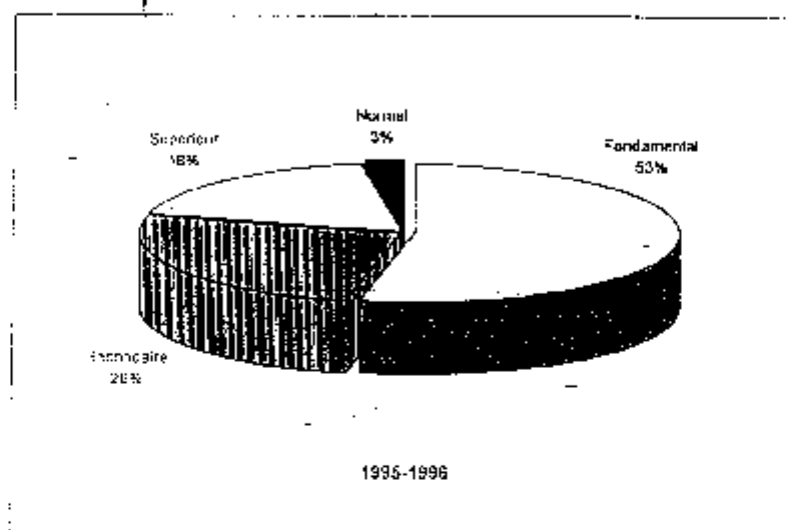
### IV. L'enseignement supérieur

14. L'enseignement supérieur accueille actuellement dix mille étudiants dont 9 sur 10 sont des étudiants réguliers, les autres étant principalement des étrangers. D'un autre côté, environ un millier d'étudiants maliens sont recensés à l'étranger, ce nombre étant en diminution depuis quelques années en raison avec l'éclatement de l'ex-URSS qui accueillait de nombreux étudiants maliens.
15. Jusqu'ici, tout bachelier malien régulier peut être orienté vers l'enseignement supérieur malien ou étranger.
16. Jusqu'en 1993-94, tout étudiant malien régulier orienté dans l'enseignement supérieur percevait une bourse. Depuis 1994-95, l'attribution de la bourse n'est plus automatique pour les nouveaux orientés et des demi-bourses ont été instituées en liaison avec la sévérité accrue en matière de renouvellement des bourses en cas d'échec. Ces mesures s'étendent progressivement et entraînent des économies substantielles mais, malgré ces dernières, l'équilibre financier des bourses n'est pas assuré.
17. Malgré ces mesures, en 1995-96, les transferts en faveur des étudiants représentaient encore 58% du coût total mesuré au niveau des six établissements d'enseignement supérieur. Si l'on prend en compte les dépenses d'administration centrale imputables à l'enseignement supérieur, les transferts représentent encore 50% des dépenses totales.

## V. Récapitulation financière

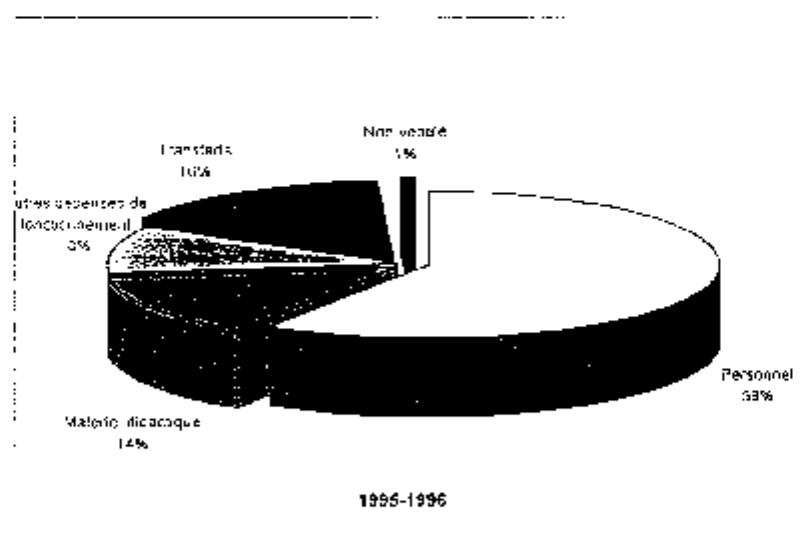
18. Au total, en 1995-96, sur le plan financier, les principaux niveaux d'enseignement représentaient les parts suivantes des dépenses courantes d'éducation :

- Fondamental	53%
- Secondaire	26%
- Supérieur	18%
- Normal	3%



19. Les coûts en personnel représentent 59% des dépenses courantes d'éducation et les transferts 16%. Toutefois, l'enseignement supérieur consomme 61% des crédits versés au titre des transferts.

La décomposition par type de dépense montre la répartition suivante :



20. Les coûts par élève à la charge de l'Etat sont très variables selon les niveaux d'enseignement. Par rapport au coût unitaire moyen constaté dans le premier cycle de l'enseignement fondamental, la progression est la suivante :

Fondamental 1er cycle	1
Fondamental 2è cycle	2,6
Secondaire (toutes filières)	10
Supérieur (toutes filières)	30

## II. LE CADRAGE MACROÉCONOMIQUE

Ce cadrage permet de déterminer l'évolution des crédits disponibles pour financer les dépenses d'éducation prévues dans les simulations. Comme les recettes conditionnent les dépenses, un soin particulier doit être apporté à cette estimation. De plus, il s'agit d'une contrainte financière générale valable quels que soient les scénarios étudiés.

Nous reprendrons ici les hypothèses formulées par l'équipe chargée de l'élaboration du PRODEC à partir des dernières informations disponibles sur l'évolution de l'économie malienne dans les années futures ainsi que les choix faits quant à la part des dépenses d'éducation dans le PIB et le budget d'Etat. Ces hypothèses, qui se rapportent aux dépenses courantes, sont les suivantes :

- Taux de croissance annuel moyen en volume du PIB : ..... 4%
  - Taux de croissance annuel moyen du rapport dépenses d'éducation Etat/PIB : ..... 1%
  - Taux de croissance annuel moyen en volume du budget d'Etat (\*) : ..... 2%
  - Part maximale des dépenses d'éducation de l'Etat dans le budget d'Etat : ..... 27%
- (\*) Hors dette, budgets annexes et filet social.

Par ailleurs, les données prises en compte pour l'année 1996 sont les suivantes :

- |                                  |                         |
|----------------------------------|-------------------------|
| - Budget d'Etat (*)              | 125 859 millions FCFA   |
| - PIB                            | 1 359 500 millions FCFA |
| - Dépenses d'éducation de l'Etat | 30 133 millions FCFA    |
- (\*) Hors dette, budgets annexes et filet social.

Le Tableau 1 ci-après récapitule l'évolution prévue des données macroéconomiques.

Une dernière hypothèse, faite par l'équipe du PRODEC, est de la plus haute importance : elle consiste à tolérer un déficit maximal de 20% par rapport au financement public des dépenses d'éducation induites par les choix faits dans les scénarios. Ceci revient à estimer que les autres agents finançant le système éducatif augmenteront progressivement leur effort actuel : écoles financées par des communautés villageoises, financement direct par les familles, etc.. Cette dernière hypothèse desserre fortement la contrainte financière définie plus haut.

Il faut enfin garder à l'esprit que les dépenses d'éducation prévues dans ce cadrage représentent la limite supérieure du volume de crédits disponibles : crédits budgétaires + marge de 20% représentant le financement des autres agents. Il faut donc veiller à ce que les dépenses figurant dans les simulations soient inférieures chaque année à cette limite et non pas seulement en fin de période.

Tableau 1 : Cadrage macroéconomique

Années	Budget d'Etat (millions FCFA) (*)	Limite maximale Dép éduc. Etat/ budget Etat (%)	Dép d'éducation prévues pour l'Etat (millions FCFA)	Dép d'éducation totales projetées (millions F)	Déficit (millions de FCFA)	Déficit en pourcentage des dépenses de l'Etat	PIB (millions FCFA) (**)	Dép éduc. Etat / PIB (%)
1996	129 859	23,2	30 133	30 133			1 359 500	2,22
1997	132 456	24,5	32 476	22 476	0	0,0%	1 413 880	2,24
1998	135 105	25,9	35 046	35 046	0	0,0%	1 470 435	2,26
1999	137 807	27,0	37 208	37 451	243	0,7%	1 529 253	2,28
2000	140 564	27,0	37 952	39 451	1 499	4,0%	1 590 423	2,31
2001	143 375	27,0	38 711	39 405	694	1,8%	1 654 040	2,33
2002	146 242	27,0	39 485	43 974	4 489	11,4%	1 720 201	2,30
2003	149 167	27,0	40 275	44 601	4 326	10,7%	1 789 009	2,25
2004	152 151	27,0	41 081	49 654	8 573	20,9%	1 860 570	2,21
2005	155 194	27,0	41 902	49 998	8 095	19,3%	1 934 992	2,17
2006	158 297	27,0	42 740	54 300	11 560	27,0%	2 012 392	2,12
2007	161 463	27,0	43 595	54 121	10 526	24,1%	2 092 888	2,08
2008	164 693	27,0	44 467	60 333	15 866	35,7%	2 176 603	2,04

(\*) Taux annuel moyen de croissance en volume = 2%

(\*\*) Taux annuel moyen de croissance en volume = 4%

### III. UN NOUVEAU SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE

Par rapport à la situation décrite dans le rapport de décembre 1996, plusieurs modifications sont intervenues sauf dans l'enseignement supérieur. On les présentera par grand niveau d'enseignement.

#### I. Enseignement fondamental (1er cycle)

1. Le taux brut de scolarisation-cible passe de 70% à 75%. En conséquence, les taux d'admission en 1ère année ont été modifiés tant au niveau des régions que dans la différence par sexe. En effet, ainsi qu'on l'a noté dans l'analyse des hypothèses du scénario de référence, le taux brut de scolarisation est la résultante de mesures visant (i) à admettre davantage d'élèves en 1ère année (taux d'admission) et (ii) à diminuer les taux de redoublement et de départ. Conformément au souci de gérer le système éducatif de manière décentralisée, les taux ont été calculés par région. De plus, on a distingué les établissements par statut et les élèves par sexe. Très schématiquement, on retiendra les évolutions suivantes :

- Le taux global d'admission en 1ère année (hors medersas) passe de 38,4% en 1995-96 à 68,5% en 2002-03, soit une augmentation de près de 80% en 7 ans.
- L'écart entre filles et garçons constaté actuellement au niveau de ce taux d'admission se réduit fortement en 7 ans.
- Les inscriptions dans l'enseignement privé s'accroissent nettement plus vite que dans l'enseignement public dans toutes les régions même si, dans les régions du Nord, la part du secteur privé reste faible.
- Les taux supérieurs à 100% constatés dans le district de Bamako s'expliquent surtout par les migrations d'élèves en provenance des autres régions.

Tableau 2 : Evolution des taux d'admission en 1ère année  
d'enseignement fondamental - hors medersas (en %)

Régions	1995-96		2007-08	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Kayes	38,9	24,3	67	55
Koulikoro	49,6	33,6	75	75
Sikasso	44,8	32,8	70	70
Ségou	41,2	29,6	63	62
Mopti	24,7	16,3	55	55
Tombouctou	25,3	20,0	55	56
Gao	35,7	22,8	54	52
Kidal	23,9	15,2	51	51
District Bamako	110,4	105,6	122	121

2. Les taux de rendement interne s'accroissent plus rapidement que prévu au motif que les programmes et les méthodes pédagogiques changeront : au lieu d'être étalée sur douze ans, cette amélioration qui concerne tous les niveaux d'études sera effective à compter de 2000-01. Ainsi, dans l'enseignement public, les taux de redoublement, égaux à 18% en moyenne en 1995-96, diminuent rapidement pour atteindre uniformément 5% à tous les niveaux d'études et dans toutes les régions à compter de 2000-01. Les taux de départ (sur abandon ou exclusion), moins élevés que les taux de redoublement, diminuent moins vite pour atteindre, en 2000-01, 2% dans les deux premiers niveaux d'études et 5% dans les quatre niveaux d'études suivants. En conséquence, les taux de promotion s'accroissent sensiblement puisqu'ils varient en moyenne de 77% en 1995-96 à 91% en 2000-01. A partir de cette dernière date, plus de neuf élèves sur dix passeront dans la classe supérieure à chaque niveau d'études.

3. La mise en oeuvre de nouveaux programmes n'interviendra dans le premier niveau d'études qu'à compter de 1999-2000. Il reste donc un peu plus de deux ans pour disposer de nouveaux manuels intégrés dans toutes les classes du premier niveau d'études.

## II. Enseignement fondamental (2<sup>e</sup> cycle)

1. Au plan organique, durant la période couverte par le PRODEC, l'actuel deuxième cycle de l'enseignement fondamental va connaître plusieurs modifications importantes :

- Suppression du certificat de fin d'études du premier cycle en 1999 (dernier examen : juin 1999) afin de tendre rapidement vers un bloc unique de neuf ans en prévision du bloc unique de huit ans pour l'enseignement fondamental.
- En 2005-06, le nouveau cursus s'appliquera à la 7<sup>e</sup> année d'études.
- 2006-07 sera la dernière année de fonctionnement de la neuvième année d'études.

2. Au plan pédagogique, les taux de redoublement vont diminuer pour atteindre, en 2000-01, une valeur uniforme quels que soient la région et le statut de l'établissement : 5% en 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> années d'études et 20% en 9<sup>e</sup> année. A compter de 2006-07, ce taux de 20% s'appliquera à la 8<sup>e</sup> année. De même, les taux de départ vont diminuer pour atteindre 5% quels que soient la région, le niveau d'études et le statut de l'établissement (public ou privé). Quant au taux de promotion, à partir de 2001-02, 95% des garçons et des filles devraient être promus de 6<sup>e</sup> en 7<sup>e</sup> année au lieu de 86% aujourd'hui pour les garçons et 55% pour les filles.

3. Le taux de réussite au DEF devrait s'accroître très sensiblement pour atteindre 70% en 2007-08. L'argument avancé pour justifier cette évolution est qu'à cette date les nouveaux programmes s'appliqueront partout et qu'un tel taux de succès est cohérent avec (i) des enseignants recyclés en totalité pour ceux en place, (ii) des sortants des CFI formés aux nouveaux programmes et aux nouvelles méthodes pédagogiques et (iii) des manuels distribués systématiquement aux élèves.

## III. Enseignement normal

1. La formation aura lieu dans 9 CFI répartis sur tout le territoire à raison d'un par région à partir de 2000-01 et dans 55 CAP (un dans chaque chef-lieu de cercle) qui devront être tous opérationnels en 2001-02.

## 2. Le calendrier prévu est le suivant :

- 1997-1998 Mise en place des curricula pour la formation des enseignants (actuels et futurs).
- 1998-1999 . Révision des curricula dans les CFI et formation complémentaire en direction des élèves-maîtres en année terminale dans les CFI.  
Début du recyclage d'enseignants actuellement en poste.
- 1999-2000 Entrée en 1ère année de formation de la première cohorte d'élèves-maîtres qui suivra les nouveaux programmes.

## 3. Concrètement, les moyens à mettre en place ont été estimés à partir des éléments suivants :

- Effectifs concernés : les besoins annuels d'enseignants permanents dans le secteur public sont déterminés au niveau national par le modèle. Ils devront être majorés des effectifs à former pour le secteur privé et des abandons prévus pendant la formation dans les CFI. Ensuite, ces besoins devront être régionalisés lors de la confection des plans d'action. Par exemple, les besoins en recrutement dans les CFI en 1997-98 sont déterminés par les besoins en enseignants (public et privé, généralistes et spécialistes) en 2001-02 augmentés des abandons prévus dans les CFI.
- Taux de redoublement dans les CFI : 2% la 1ère année d'études, 3% les suivantes.
- Taux de départ dans les CFI : 2% la 1ère et la 4è années d'études, 3% les autres.
- Heures hebdomadaires de formation :
  - \* Formation théorique (générale et spécialisée) : 30 h
  - \* Formation pratique : 6h en moyenne (regroupements à certains moments de l'année).
- Taille moyenne des classes : 40.
- Obligation de service hebdomadaire des enseignants dans les CFI : 15 h
- Eléments financiers :

* Matériel didactique par élève-maître et par an	60 000 FCFA
* Autres dép. de fonctionnement par-élève-maître et par an	50 000 FCFA
* Bourse annuelle par élève-maître	302 500 FCFA
* Coût moyen annuel d'un enseignant dans un CFI	1 200 000 FCFA
* Coût annuel total du personnel non enseignant d'un CFI-type	5 445 384 FCFA

## IV. Enseignement secondaire

1. Durant les dix premières années du PRODEC, la structure de l'enseignement secondaire devrait rester identique à celle constatée aujourd'hui. Comme la réforme de structure envisagée dans l'enseignement fondamental ne s'appliquera que très progressivement, elle n'atteindra l'enseignement secondaire qu'en 2007-08. A partir de cette date, l'enseignement secondaire général et technique comportera 4 années d'études par l'adjonction, à l'issue du DEF, d'un niveau d'études supplémentaire appelé "Tronc commun". La durée de l'enseignement professionnel restera inchangée.

2. Les hypothèses formulées quant au taux de passage dans l'enseignement secondaire prennent appui sur les reçus au DEF. Auparavant, il convient de gérer les flux d'élèves à la sortie de l'année terminale de l'enseignement fondamental. Très schématiquement, on a trois possibilités, chacune devant être caractérisée par un taux :

- Etre reçu au DEF
- Echouer au DEF et arrêter ses études
- Echouer au DEF et redoubler



Pour les **reçus au DEF**, trois possibilités existent :

- Poursuite d'études secondaires
- Entrée dans l'enseignement normal
- Arrêt des études ou poursuite d'une formation dans d'autres structures

Deux grandes voies existent pour les élèves poursuivant des études secondaires :

- Enseignement général et technique conduisant au baccalauréat
- Enseignement professionnel conduisant au CAP et au BT

Enfin, s'agissant des établissements, une répartition des effectifs orientés est faite entre établissements publics et privés.

3. En résumé, le nombre et la répartition des élèves dans l'enseignement secondaire vont donc dépendre de plusieurs dizaines d'hypothèses. Le tableau 3 ci-après les regroupe et fournit les chiffres correspondant à ce scénario de référence.

Tableau 3 : Liste des hypothèses relatives à l'enseignement secondaire

Point d'application des hypothèses	Hypothèses et niveaux d'études, disciplines où elles s'appliquent	Valeurs retenues dans le scénario de référence
Année terminale de l'enseignement fondamental	Taux de réussite au DEF	70 %
	Taux de redoublement en année terminale	20 %
	Taux d'arrêt en année terminale	10 %
Orientation à l'issue du DEF	Poursuite d'études secondaires	67 %
	Entrée dans l'enseignement normal	Besoins en enseignants permanents
	Arrêt ou autres secteurs de formation (santé, agriculture, culture et communication, etc.)	33 %
Orientation dans l'enseignement secondaire après recrutement des élèves-maîtres et par statut d'établissement	Ens. génér. et techn. public : Tronc commun (orientation)	13 %
	Ens. génér. et techn. : privé (estimation)	8 %
	Ens. professionnel : public (orientation)	21 %
	Ens. professionnel : privé (estimation)	25 %
Ens. génér. et techn. public : Orientation des sortants du tronc commun	Tronc commun littéraire	24 %
	Tronc commun scientifique	75 %
	Départs	1 %

Eus. génér. et techn. public : Orientation à l'issue du tronc commun littéraire	LL	50 %
	SH	45 %
	Départs	5 %
Eus. génér. et techn. public : Orientation à l'issue du tronc commun scientifique	SB	20 %
	SE	20 %
	TGC	20 %
	TI	20 %
	TE	15 %
	Départs	5 %
Enseignement général privé : Répartition des élèves de terminale entre les grandes disciplines	Lettres	50 %
	Sciences	50 %
Enseignement professionnel Orientation à l'issue du DEF par type de formation et après choix du statut de l'établissement	Industrie	70 %
	Tertiaire	30 %
Enseignement professionnel : Orientation à l'issue du DEF par diplôme préparé et après la phase ci-dessus	CAP	80 %
	BT	20 %
Eus. génér. et techn. public : Taux de réussite à l'examen du baccalauréat par série	LL et SH	60 %
	SB et SE	80 %
	TE	80 %
	TGC et TI	80 %
Enseignement professionnel : Taux de réussite aux examens du CAP et du BT	CAP Tertiaire Secondaire	60 % 90 %
	BT Tertiaire Secondaire	75 % 85 %

Ce tableau appelle plusieurs commentaires :

1) Quant à l'orientation après le DEF :

Le recrutement des élèves-maîtres dans l'enseignement normal est opéré parmi les titulaires du DEF. Ce n'est qu'après ce recrutement que les pourcentages de poursuite d'études ou d'arrêt sont appliqués.

Ces deux derniers pourcentages correspondent à une séparation entre les élèves qui resteront dans l'éducation nationale et ceux qui s'arrêteront ou poursuivront des études dans des structures relevant d'autres ministères et institutions.

Parmi les élèves poursuivant des études secondaires, certains seront orientés vers l'enseignement public (général, technique et professionnel), les autres se répartissant dans les établissements privés. Or, comme il n'y a pas d'orientation obligatoire de ces derniers élèves, on ne sait ni combien poursuivront des études ni comment ils se répartiront entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel. Les pourcentages indiqués sont donc des estimations susceptibles de varier sensiblement.

## 2) Quant au taux de réussite aux examens terminaux

Pour le baccalauréat, les taux proposés sont nettement supérieurs à ceux constatés à l'année de base car les élèves auront été davantage sélectionnés à l'entrée du tronc commun qu'à l'entrée en 10<sup>e</sup> année à l'année de base (1995-96).

En ce qui concerne l'enseignement professionnel, les taux-cibles sont également supérieurs à ceux de l'année de base car le taux d'encadrement en fin de période est jugé meilleur qu'au départ.

Deuxième partie :

## ANALYSE DES RÉSULTATS

## I. GÉNÉRALITÉS

Les résultats présentés et analysés ci-dessous se rapportent au scénario de référence élaboré à partir d'une première série d'hypothèses qui ont été commentées plus haut. On cherchera d'abord à présenter les questions importantes soulevées à propos de chaque point abordé étant donné que d'autres scénarios pourront entraîner des modifications importantes dans les tableaux de résultats.

Ce scénario de référence correspond à la mise en place progressive d'un nouveau cursus dans l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire, mise en place qui commencera concrètement pour les élèves de l'enseignement fondamental en octobre 1999, date à laquelle ils suivront pour la première fois les nouveaux programmes en première année d'études. Par la suite, chaque année, le niveau d'études suivant adoptera le nouveau cursus et cela jusqu'au huitième et dernier niveau. Les premiers diplômés de l'enseignement fondamental nouvelle formule sortiront donc en juin 2007.

Ce n'est donc qu'en octobre 2007, soit la dernière année du PRODEC, que fonctionnera pour la première fois le tronc commun à l'entrée de l'enseignement secondaire général et technique qui passera alors de trois à quatre ans.

Il faut rappeler que ce travail intervient dans le cadre d'un processus de planification en cours de déroulement. Elle repose donc sur des hypothèses qui, pour certaines, varieront encore. Cette analyse des résultats doit donc être considérée comme une étape dans l'élaboration du PRODEC. L'outil qu'est le modèle de simulation a été construit, testé et adapté aux changements structurels proposés ; il commence de livrer les conséquences de choix qui résultent de longues discussions contradictoires, conséquences qui sont explicitées et commentées.

D'autres consultations importantes sont prévues par l'équipe chargée du PRODEC. Elles devraient sans doute déboucher sur de nouvelles modifications d'hypothèses mais, au moins, on dispose actuellement d'une base de référence dont plusieurs facettes sont explicitées et chiffrées ci-dessous.

Dans les pages qui suivent, les points suivants seront abordés :

- L'enseignement fondamental (six premiers niveaux d'études)
- L'enseignement fondamental (derniers niveaux d'études)
- Les enseignants dans l'enseignement fondamental
- L'enseignement secondaire
- L'enseignement supérieur
- Les aspects qualitatifs
- Le financement de l'enseignement privé
- La scolarisation des filles
- Les aspects financiers (tableaux détaillés et tableau de bord)

## II. L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (six premiers niveaux d'études)

L'objectif principal affiché actuellement dans le cadre du PRODEC est d'atteindre un taux brut de scolarisation (y compris les medersas) égal à 75% en 2007-08 alors que ce taux était estimé à 44% en 1995-96. Etant donné que la population scolarisable s'accroît à un taux annuel voisin de 3% et que les taux de redoublement doivent diminuer significativement en quelques années, il va falloir accueillir rapidement un grand nombre d'élèves en première année d'études. Cet afflux va se répercuter automatiquement au niveau des besoins en salles de classe et en enseignants, ce qui entraînera des investissements importants et une véritable mutation de l'enseignement normal.

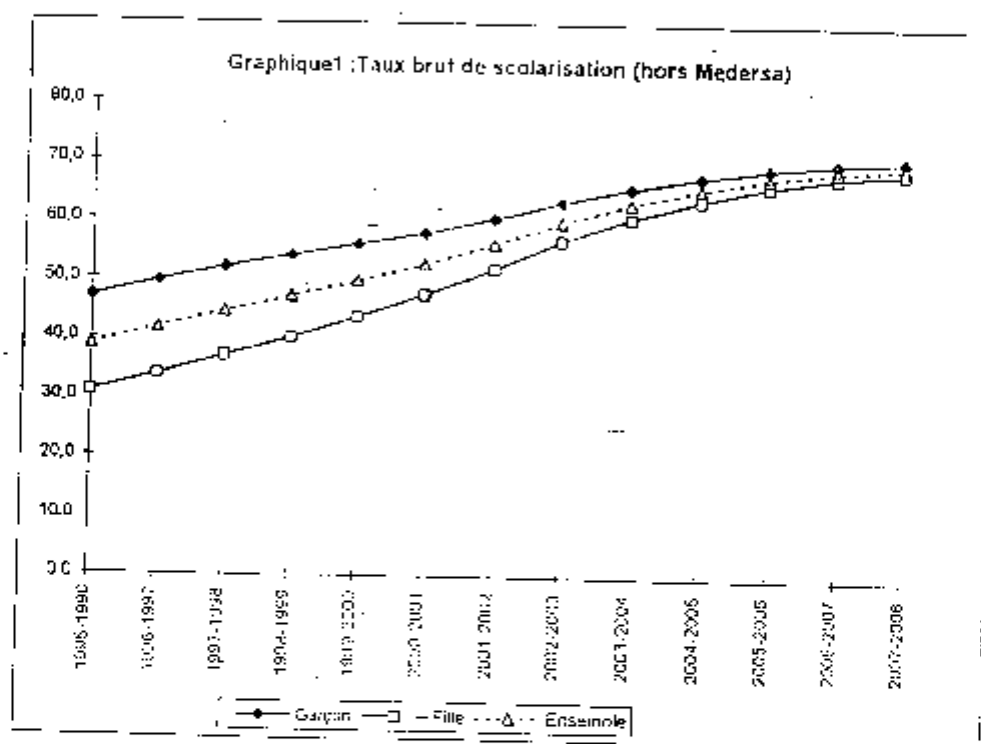
### II.1 Les élèves

Sur le plan quantitatif, en douze ans, les effectifs scolarisés dans l'enseignement public doublent (de 550 000 à 1 100 000) et sont multipliés par six dans l'enseignement privé (de 57 000 à 350 000). Ainsi, chaque année, il faudra accueillir en moyenne 46 000 élèves supplémentaires dans l'enseignement public et près de 25 000 dans l'enseignement privé. A ces effectifs additionnels s'ajoutent ceux nettement plus modestes des medersas (un peu plus de 2 000 par an en moyenne), les effectifs dans ces établissements passant de 77 000 à 107 000.

Au total, ce sont en moyenne 73 000 élèves supplémentaires qu'il faudra accueillir chaque année pour atteindre l'objectif d'un taux brut de scolarisation égal à 75% en 2007-08.

Tableau 4 : Evolution des taux bruts de scolarisation  
dans les six premières années de l'enseignement fondamental (%)  
(hors medersas)

Régions	1995-96	2007-08	Taux d'accroissement annuel (%)
Kayes	55,3	69,2	5,8
Koulikoro	44,6	77,8	4,7
Sikasso	39,1	71,0	5,1
Ségou	38,1	69,2	5,1
Mopti	25,5	63,0	8,6
Tombouctou	24,5	64,3	8,4
Gao	21,4	67,5	6,6
Kidal	19,8	59,5	9,6
District Bamako	134,8	133,5	- 0,1
Moyenne nationale	43,6	75,0	4,6



## ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL IIer cycle;

Tableau 5 : Effectif d'élèves du premier cycle par secteur et par région

Year	Kaya			Sikasso			Simpel			Mogodi			Tlokoeng			Gaut			Vanderbij		
	Pub	Pr	Pri	Pub	Pr	Pri	Pub	Pr	Pri	Pub	Pr	Pri	Pub	Pr	Pri	Pub	Pr	Pri	Pub	Pr	Pri
1995-1996	70 314	1 384	102 621	3 626	96 052	5 640	78 943	17 272	48 481	2 232	17 276	D	17 578	357	1 267	0	1 669	31 512			
1996-1997	76 341	2 131	110 424	5 762	117 564	8 732	85 831	15 421	53 071	3 340	19 378	45	19 325	513	1 562	2	119 186	33 027			
1997-1998	86 674	2 393	120 024	8 778	118 884	12 833	92 238	18 274	58 273	5 082	21 552	137	21 714	758	1 983	8	118 038	43 744			
1998-1999	94 551	5 232	127 492	12 402	124 441	13 005	90 038	25 873	65 731	7 404	25 019	277	24 434	1 098	3 193	13	112 450	48 718			
1999-2000	102 161	7 822	134 836	16 374	130 589	24 179	104 138	29 295	78 277	10 202	23 036	465	27 590	1 520	2 351	31	109 238	53 295			
2000-2001	108 928	10 632	142 505	20 707	131 203	34 398	110 211	35 880	87 388	17 748	33 307	639	31 256	2 031	2 351	32	102 932	57 795			
2001-2002	117 062	14 145	151 870	28 098	142 171	39 350	118 503	43 491	99 350	17 823	38 650	902	35 129	2 637	3 328	45	102 235	61 935			
2002-2003	120 809	17 373	162 635	32 628	160 908	47 005	127 132	51 126	113 169	22 169	43 592	1 285	38 372	3 289	3 712	56	102 172	65 614			
2003-2004	138 226	21 201	172 684	37 218	168 153	54 027	135 028	57 651	126 404	25 883	47 792	1 551	42 079	3 851	4 052	70	103 209	68 826			
2004-2005	145 050	24 004	181 906	41 715	185 181	61 096	142 176	63 204	137 275	29 042	51 425	1 579	44 792	4 327	4 351	81	105 127	71 743			
2005-2006	153 078	26 328	190 282	45 507	172 893	65 382	148 616	67 865	148 137	31 651	54 602	1 968	47 080	4 719	4 921	89	107 702	74 411			
2006-2007	160 041	28 165	197 799	48 179	175 029	73 597	154 353	71 743	153 611	33 784	57 379	2 115	49 108	5 039	4 862	96	110 478	78 879			
2007-2008	165 265	29 517	204 241	50 658	195 087	79 798	159 293	74 747	163 663	35 378	58 608	2 222	50 786	6 277	5 054	101	113 261	78 113			

Tableau 6 : Effectif d'élèves du premier cycle par secteur

[illegible]



ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (1er cycle)

Tableau 7 : Nouveaux inscrits en 1<sup>er</sup> A par secteur et par région

Année	Kayes			Koulikoro			Sikasso			Gao			Tombouctou			Kidal			Bamako		
	Pub	Pr	Pri	Pub	Pr	Pri	Pub	Pr	Pri	Pub	Pr	Pri	Pub	Pr	Pri	Pub	Pr	Pri	Pub	Pr	Pri
1996-1997	12 489	366	10 726	934	7 823	2 018	15 309	3 228	9 466	651	3 479	0	4 162	79	274	0	14 801	8 729	15 269	9 254	8 729
1997-1998	14 305	518	20 552	1 761	19 334	3 263	18 471	4 344	11 529	1 198	8 257	41	4 677	176	343	2	15 751	9 292	15 751	9 292	9 292
1998-1999	16 271	1 487	22 431	2 732	21 004	4 558	17 008	5 510	13 895	1 878	5 070	92	5 214	278	475	6	16 242	10 368	16 242	10 368	10 368
1999-2000	18 175	2 102	24 430	3 768	22 381	5 930	19 288	6 731	15 839	2 589	5 815	141	5 775	385	498	6	16 758	10 853	16 758	10 853	10 853
2000-2001	20 743	2 733	26 501	4 872	24 428	7 357	20 804	9 026	18 293	3 332	5 827	193	6 160	496	568	11	17 284	11 581	17 284	11 581	11 581
2001-2002	22 356	3 404	28 860	5 826	26 221	8 809	22 504	9 399	20 750	4 112	7 734	207	7 634	734	734	14	17 826	12 883	17 826	12 883	12 883
2002-2003	24 640	4 084	30 967	7 088	29 139	10 408	24 170	10 732	23 315	4 925	6 701	303	6 255	862	823	16	18 383	13 162	18 383	13 162	13 162
2003-2004	26 379	4 819	32 116	8 304	30 033	12 007	26 907	12 188	25 992	5 778	9 943	372	8 464	902	843	17	19 278	13 477	19 278	13 477	13 477
2004-2005	27 638	4 935	34 013	9 603	32 015	12 320	26 823	12 478	26 615	5 815	6 058	381	6 687	903	863	17	19 739	14 122	19 739	14 122	14 122
2005-2006	28 239	5 053	34 829	10 201	31 595	12 822	27 160	12 776	27 264	6 202	10 476	390	8 075	947	884	18	20 213	14 471	20 213	14 471	14 471
2006-2007	29 664	5 174	35 666	10 918	32 212	13 225	28 473	13 004	28 678	6 351	10 616	409	9 099	970	927	19	20 699	14 711	20 699	14 711	14 711
2007-2008	30 370	5 426	37 337	11 301	33 080	13 730	29 264	13 730	29 264	6 503	10 932	409	9 306	970	927	19	20 699	14 711	20 699	14 711	14 711

Tableau 8 : Nouveaux inscrits en 1<sup>er</sup> A

Année	Total Mali			Taux brut		
	Pub	Pr	Pri	Enseigne	Pop 15 ans	C'elles
1996-1997	91 394	15 805	12 159	232 369	20,4%	
1997-1998	106 796	20 862	12 758	289 376	42,7%	
1998-1999	117 683	26 367	14 640	306 581	47,0%	
1999-2000	128 032	31 893	16 031	313 818	51,3%	
2000-2001	140 658	37 897	17 865	321 452	55,6%	
2001-2002	153 177	44 024	19 736	329 167	59,9%	
2002-2003	165 006	50 495	21 830	337 057	64,2%	
2003-2004	175 363	57 216	23 679	345 151	60,5%	
2004-2005	183 868	58 589	24 257	353 440	68,5%	
2005-2006	188 076	59 894	24 024	361 323	68,5%	
2006-2007	192 590	61 435	24 024	370 504	68,5%	
2007-2008	197 232	62 908	24 024	378 612	68,5%	

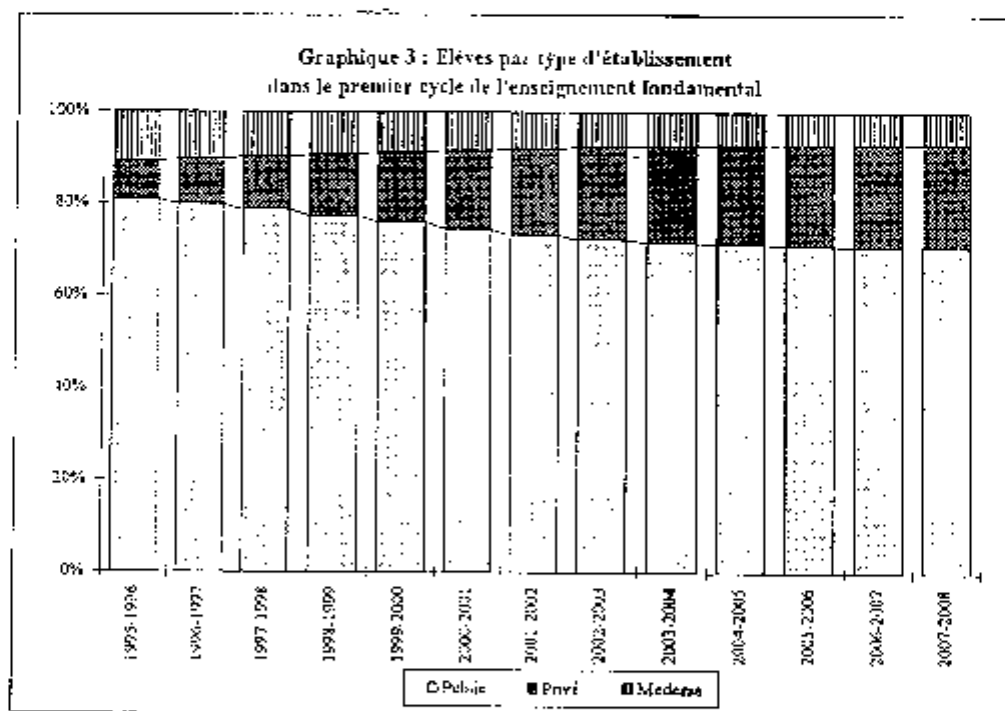
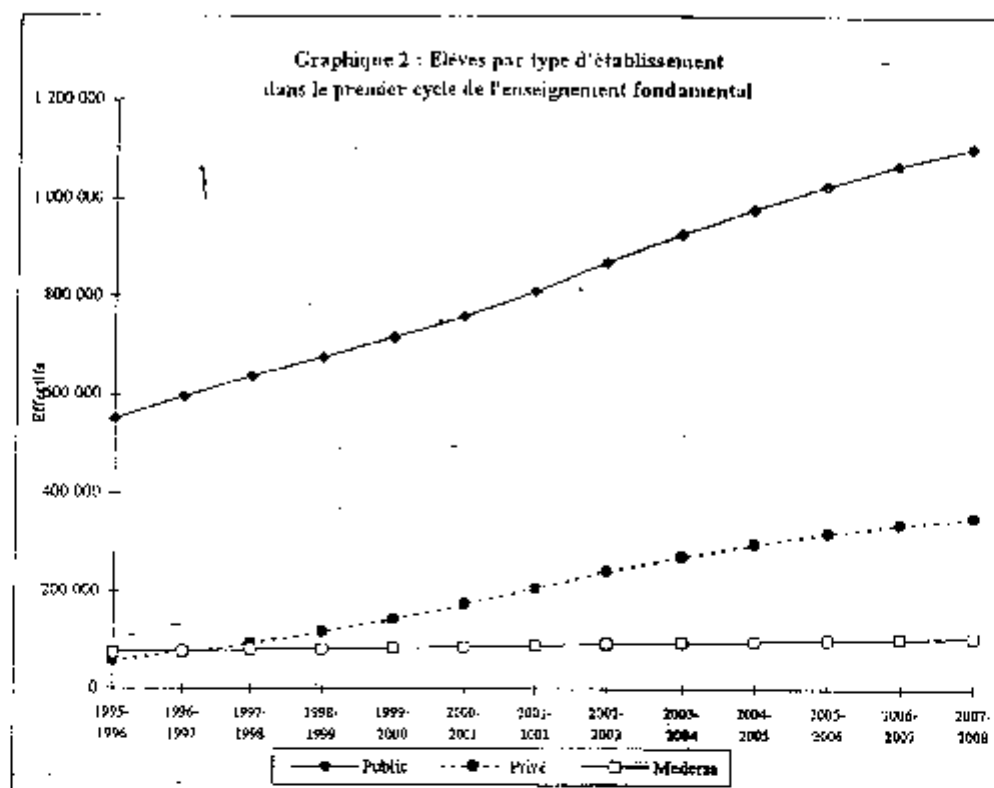
Tableau 9 : Taux brut de scolarisation en pourcentage hors Méduse

[illegible]

Tableau 10 : Taux brut de scolarisation en pourcentage (y compris Maderssa)

[illegible]





## II. 2 Les classes

Les besoins annuels en salles de classe sont fondés sur l'évolution des effectifs et de la taille moyenne des classes. Dans l'enseignement public, cette taille moyenne diminue de 53 à 50 au cours de la période. Dans l'enseignement privé, au contraire, la taille moyenne s'accroît de 46 à 50 au cours de la période.

Par ailleurs, dans l'enseignement public, l'évolution du système repose sur l'hypothèse d'un **quasi-maintien de la part actuelle** des classes multigrades et à double vacation ; les seuls accroissements spectaculaires du taux se rencontrent dans les classes à double vacation en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>è</sup> années dans les trois régions du Nord et dans une moindre mesure dans le district de Bamako. Cependant, il faut bien noter que si les parts des classes multigrades et à double vacation ne changent pas, ces parts s'appliquent à un nombre de classes qui fait plus que doubler. En fait, en fin de période, le nombre des classes multigrades et à double vacation aura donc plus que doublé.

Au total, en une dizaine d'années, il faudra **construire environ 11 800 salles de classe** dont 6 800 dans l'enseignement public (58% du total) et 5 000 dans l'enseignement privé (42% du total). Le Tableau 14 et le Graphique 6 détaillent les besoins par année.

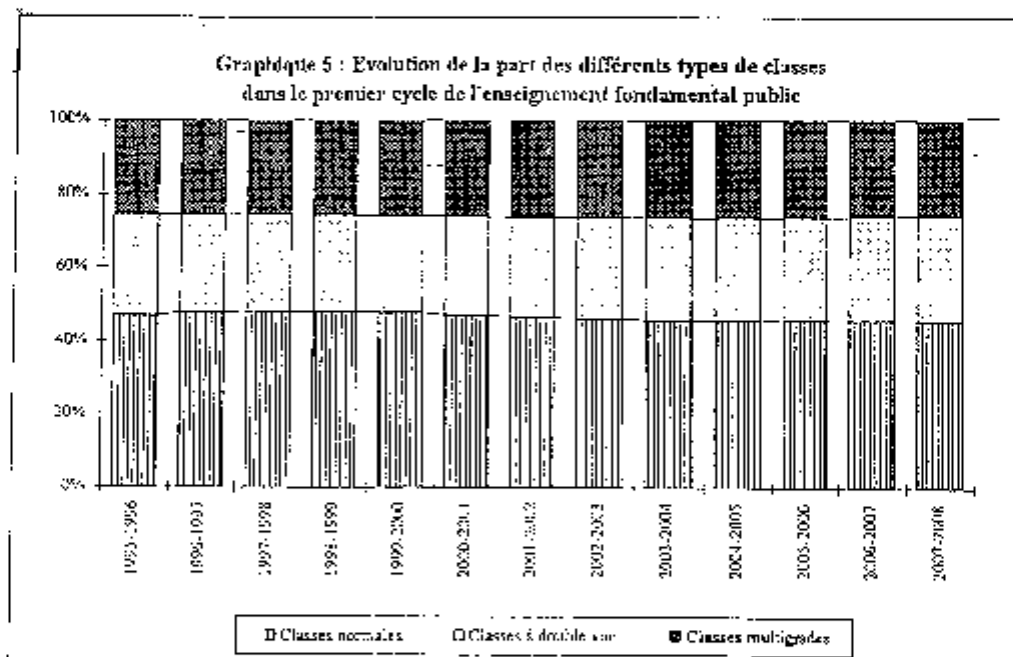
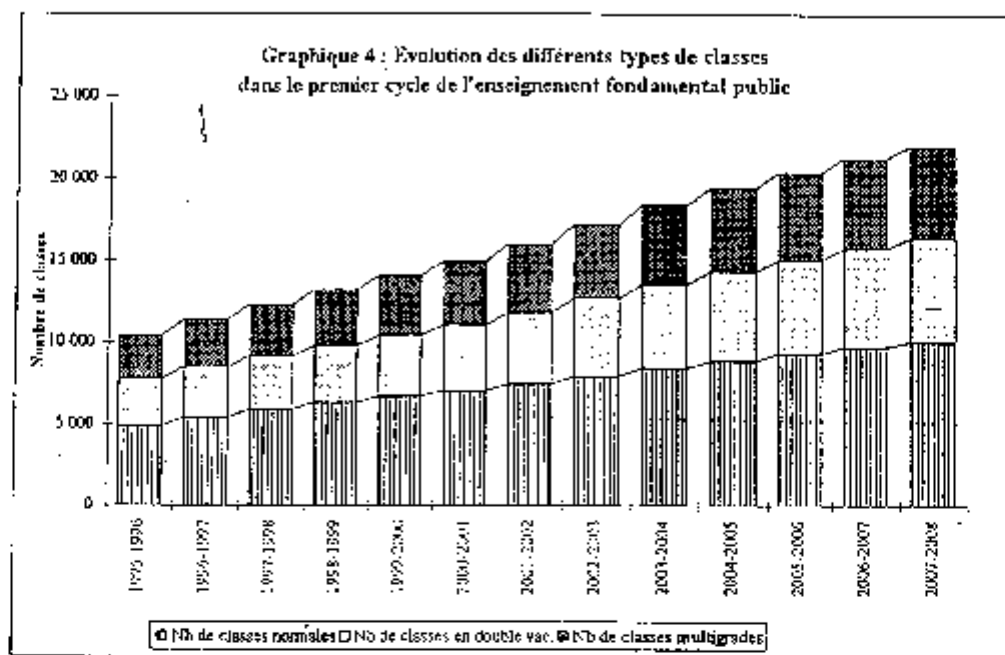
# ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (1er cycle)

Tableau 12 : Nombre en classes (Unités pédagogiques) dans - public

	1 A	2 A	3 A	4 A	5 A	6 A	Total
1985-1986	512	1 929	1 819	1 727	1 501	1 451	13 135
1986-1987	7 036	2 027	2 010	865	1 706	1 816	11 410
1987-1988	2 196	2 120	2 073	2 078	1 990	1 943	12 350
1988-1989	2 418	2 782	2 152	2 117	2 112	2 051	13 518
1989-1990	2 814	2 510	2 747	2 201	2 234	2 268	14 652
1990-1991	2 901	2 717	2 505	2 345	2 298	2 254	15 543
1991-1992	3 311	2 940	2 708	2 591	2 408	2 269	16 986
1992-1993	3 421	3 218	2 826	2 711	2 557	2 341	17 196
1993-1994	3 534	3 535	3 184	2 559	2 300	2 497	18 587
1994-1995	3 745	3 684	3 483	3 139	2 827	2 678	19 440
1995-1996	3 903	3 783	3 523	3 083	3 032	2 696	20 418
1996-1997	4 070	3 916	3 740	3 492	3 230	2 844	21 288
1997-1998	4 248	4 054	3 871	3 577	3 289	2 905	22 023
1998-1999	4 426	4 152	3 964	3 663	3 324	3 120	22 631

Tableau 13 : Nombre de classes (Unités pédagogiques) en double vacation (public)

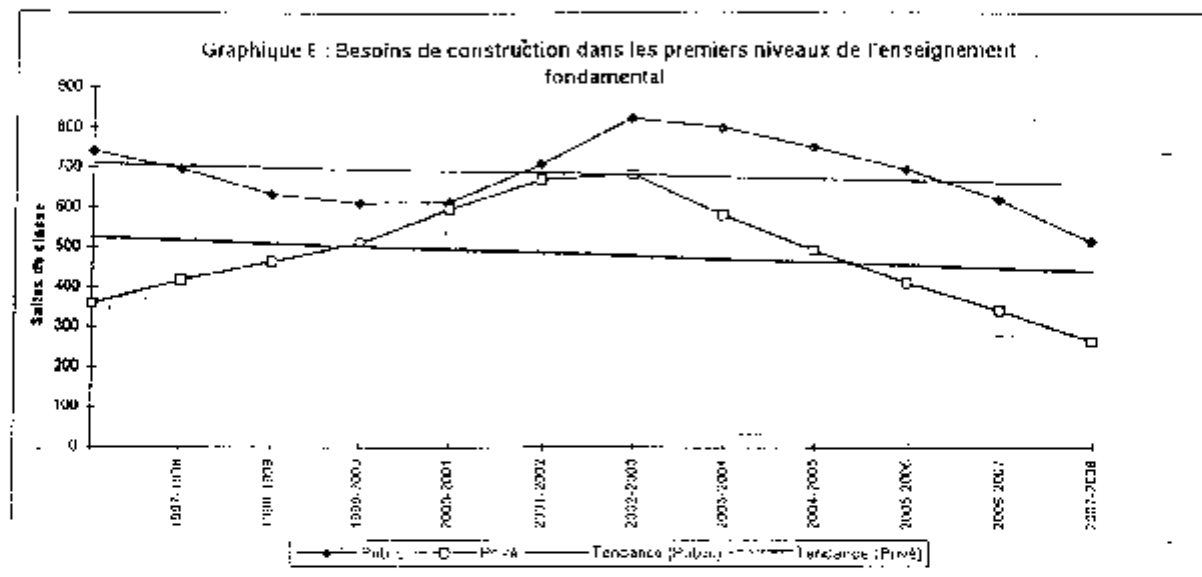
	1 A	2 A	3 A	4 A	5 A	6 A	Total
1985-1986	822	1 440	874	378	110	48	2 086
1986-1987	873	919	1 724	293	147	58	3 038
1987-1988	955	929	740	414	148	69	3 251
1988-1989	1 068	808	782	426	160	81	3 470
1989-1990	1 188	1 114	802	429	149	81	3 724
1990-1991	1 287	1 218	889	446	153	57	4 018
1991-1992	1 434	1 331	823	460	157	57	4 260
1992-1993	1 524	1 472	1 000	481	155	57	4 739
1993-1994	1 628	1 525	1 088	512	160	58	5 133
1994-1995	1 715	1 712	1 186	596	163	90	5 480
1995-1996	1 837	1 705	1 338	592	175	63	5 752
1996-1997	1 992	1 881	1 285	617	130	62	6 036
1997-1998	2 110	1 972	1 504	643	130	72	6 376



## ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (1er cycle)

Tableau 14 : Besoins en salles de classes

Années	EF1	
	Public	Privé
	740	359
1997-1998	695	418
1998-1999	632	464
1999-2000	610	509
2000-2001	612	596
2001-2002	708	668
2002-2003	822	681
2003-2004	802	583
2004-2005	750	492
2005-2006	693	411
2006-2007	618	341
2007-2008	513	264
Total (10 ans)	6 760	5 008
Public et privé	11 768	





### III. L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (derniers niveaux d'études)

#### III. 1 Les élèves

Le phénomène le plus spectaculaire est le très fort accroissement des effectifs scolarisés entre 1995-96 et 2006-07, année qui précède l'année terminale du PRODEC, puisqu'ils sont multipliés par 4,6. Comme dans les six premiers niveaux de l'enseignement fondamental, c'est l'enseignement privé qui voit ses effectifs croître le plus fortement : de 5 000 en 1995-96 à 89 000 en 2006-07 (multiplication par 17 !). Quant aux établissements publics, ils connaissent une multiplication par quatre de leurs effectifs, ceux des medersas étant multipliés par près de trois.

Tableau 15 : Evolution des effectifs scolarisés dans les trois derniers niveaux de l'enseignement fondamental (deux dernières à compter de 2007-08)

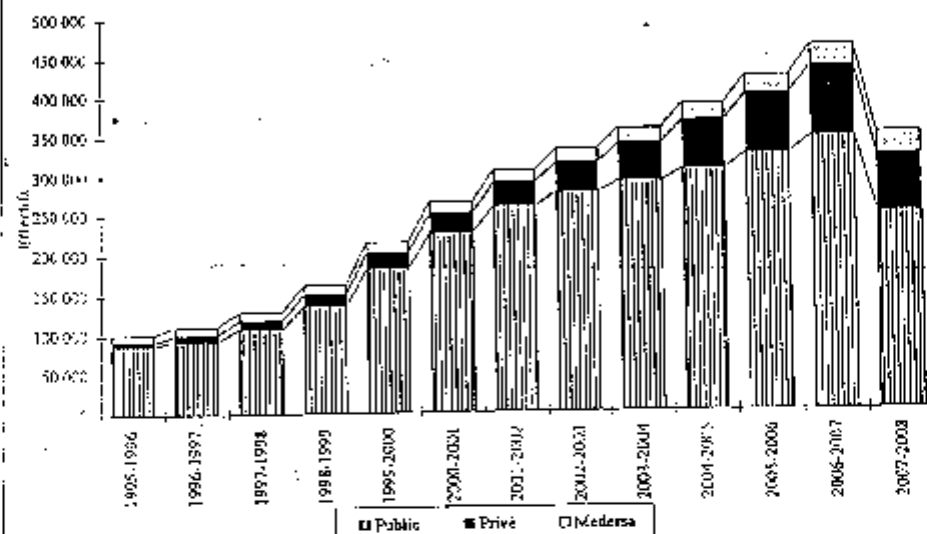
Années	Enseig. public	Enseig. privé	Medersas	TOTAL
1995-96	86 000	5 000	9 000	100 000
2006-07	344 000	89 000	26 000	459 000
2007-08	247 000	72 000	29 000	348 000
Accroissement sur la période 1995-2006	258 000	84 000	17 000	359 000
Accroissement annuel moyen	23 500	7 500	1 500	32 500

La chute brutale des effectifs constatée entre 2006-07 et 2007-08 s'explique par la suppression de la 9<sup>e</sup> année. Il n'y a donc plus que deux niveaux d'études à partir de 2007-08 au lieu de trois auparavant.

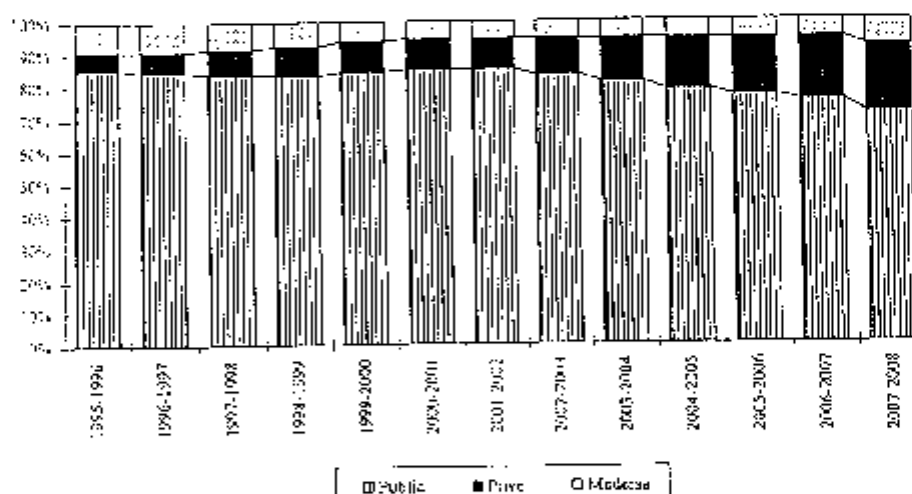
## Tableau 75 : Principaux résultats : E52

Grupos	Efectivos		Clases	Porcentaje de la población			Mediana	Total
	Efectivos			Porcentaje de la población				
	Grupos	Total		Grupos	Total	Porcentaje de la población		
1980-1985	3 083	2 189	131	35 034	31 188	1 836	8 153	106 219
1986-1990	4 283	2 531	180	61 458	38 972	2 017	10 000	108 831
1991-1995	5 420	3 421	234	81 206	35 772	2 442	11 076	128 132
1996-1999	9 825	5 100	312	103 324	45 780	3 112	12 783	161 837
2000-2001	12 195	7 844	453	115 870	59 189	3 038	13 401	224 430
2002-2003	14 406	10 355	561	156 044	59 097	3 262	14 761	264 377
2004-2005	18 276	13 213	655	173 029	114 570	3 846	16 275	330 714
2006-2007	25 337	16 930	827	233 701	129 214	5 153	17 837	430 751
2008-2009	28 891	18 930	1 021	253 100	143 681	5 862	19 620	356 422
2010-2011	32 648	20 835	1 152	264 231	156 982	6 273	21 583	407 081
2012-2013	35 454	22 153	1 242	270 118	178 843	6 981	21 741	471 701
2014-2015	42 138	25 874	1 352	290 157	230 729	8 726	26 115	459 000
2016-2017	45 066	28 371	1 473	316 330	253 422	9 385	29 726	545 182

Graphique 7 : Evolution des effectifs d'élèves par type d'établissement dans le second cycle de l'enseignement fondamental



Graphique 8 : Evolution de la répartition des élèves par type d'établissement dans le second cycle de l'enseignement fondamental



### III. 2 Les classes

Comme dans les six premiers niveaux d'études, le nombre de classes est fonction des effectifs et de la taille moyenne des classes qui, dans l'enseignement public, ne varie pratiquement pas au cours de la période : d'un minimum égal à 48 élèves à un maximum égal à 50 élèves. En revanche, dans l'enseignement privé, la taille moyenne des classes s'accroît sensiblement : de 40 en début de période à 50 en fin de période.

Jusqu'en 2006-07 y compris, il faudra accueillir chaque année un important flux additionnel d'élèves. Ceci se traduira par des besoins en salles de classe : au total, avant 2007-08, il faudra construire quelque 6 300 salles de classe pour accueillir tous les élèves de l'enseignement public et privé (Tableau 17 et Graphique 9 ci-après). Mais, du fait de la réduction de 9 ans à 8 ans de la durée de l'enseignement fondamental, il y aura un excédent important de salles de classe dans l'ex-deuxième cycle de cet enseignement : 2 350 salles en théorie. En réalité, lorsque les huit niveaux de l'enseignement fondamental sont regroupés dans une même école, toute salle libérée pourra être utilisée pour l'accueil d'élèves dans les premiers niveaux d'études. En revanche, dans les écoles de l'ex-deuxième cycle, les utilisations alternatives seront moins nombreuses.

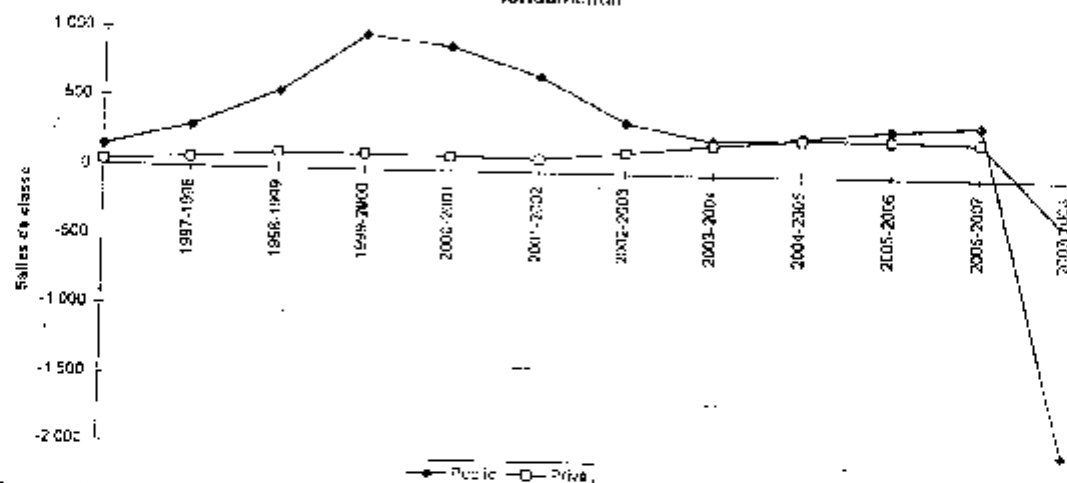
- Globalement, pour l'ensemble de l'enseignement fondamental, en une dizaine d'années il faudra construire environ 18 000 salles de classe (publiques et privées) tout en sachant que la réduction d'un an de la durée de cet enseignement réduira les besoins d'environ 2 000 salles en 2007-08. Ce répit dans la construction devrait être cependant de courte durée : un an seulement car il faudra recommencer les constructions dès 2009-10. Et encore, ceci suppose une bonne compensation entre les besoins et la disponibilité des salles de classe.

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (2<sup>e</sup> cycle)

Tableau 17 : Besoins en salles de classes

Années	EF2	
	Public	Privé
	144	35
1997-1998	297	67
1998-1999	558	113
1999-2000	976	112
2000-2001	890	102
2001-2002	696	95
2002-2003	365	151
2003-2004	245	214
2004-2005	280	258
2005-2006	335	263
2006-2007	379	254
2007-2008	1 990	357
Total (10ans)	2 742	1 203
Public et privé	3 947	

Graphique 9 : Besoins de construction dans les derniers niveaux de l'enseignement fondamental



### III. 3 Le diplôme de fin d'études fondamentales (DEF)

Le passage dans l'enseignement secondaire est une variable-clé aux mains des décideurs pour contrôler les flux. Or, pour être éligible à cette orientation, il faut être titulaire du DEF. La réussite à cet examen est donc une variable importante qui dépend aussi des décideurs.

Partant du fait que le nouveau cursus de l'enseignement fondamental va être profondément renouvelé, il a été prévu que le taux de succès au DEF devrait s'accroître sensiblement pour atteindre 70% en 2007-08. Par comparaison, les derniers taux de réussite à cet examen sont les suivants :

Tableau 18 : Taux de réussite récents au DEF

Années	Taux de réussite	Effectifs admis
1991-92	38 %	7 821
1992-93	53 %	13 162
1993-94	42 %	10 101
1994-95	48 %	13 241
1995-96	59 %	19 033

Au total, l'évolution prévue des effectifs titulaires du DEF s'explique par : (i) le cumul d'une forte réduction des taux de redoublement et de départ à tous les niveaux de l'enseignement fondamental, (ii) la suppression de l'examen du certificat à l'issue de la sixième année et (iii) la fixation d'un taux de réussite-cible à l'examen du DEF à un niveau sensiblement plus élevé qu'actuellement. Avec cette hypothèse, ce sont plus de 100 000 élèves qui obtiendront le DEF en 2007-08 ainsi que le montre le Tableau 19 ci-après. On notera, de plus, qu'en 2006-07, par suite de la coexistence de deux années terminales, ce sont environ 190 000 élèves qui devraient obtenir leur DEF si les hypothèses précédentes sont maintenues.

# ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL (2<sup>e</sup> cycle)

Tableau 19 : Dossiers des élèves inscrits en dernière année de l'enseignement fondamental.

	Garçon				Fille				Total			
	Admis au DEEF	Redoublement	Arrêt après échec	Admis au DEEF	Redoublement	Arrêt après échec	Admis au DEEF	Redoublement	Arrêt après échec	Admis au DEEF	Redoublement	Arrêt après échec
1995-1996	11 422	5 394	2 514	6 267	3 576	779	528	278	131	458	262	57
1996-1997	12 536	5 623	3 695	7 101	3 850	890	659	299	142	521	283	65
1997-1998	12 501	5 456	2 592	6 817	3 515	871	780	341	262	567	292	72
1998-1999	15 724	6 521	3 146	6 133	3 299	873	1 255	525	251	679	332	88
1999-2000	20 303	8 178	3 978	8 437	3 929	1 110	1 985	800	383	1 057	482	136
2000-2001	26 235	13 144	5 881	12 639	5 279	1 595	3 823	1 170	563	1 682	740	223
2001-2002	33 991	12 611	6 097	20 211	8 408	2 713	3 273	1 213	587	2 525	1 050	339
2002-2003	37 778	13 442	6 530	25 411	9 824	3 398	3 698	1 316	639	3 111	1 222	423
2003-2004	39 319	13 408	6 547	27 266	10 494	3 745	4 462	1 501	733	3 721	1 378	511
2004-2005	40 351	13 180	6 471	29 245	10 183	4 039	5 914	1 932	948	5 030	1 758	701
2005-2006	41 567	12 991	6 417	31 948	10 441	4 478	7 697	2 406	1 188	6 870	2 229	956
2006-2007	84 069	25 136	12 488	69 224	21 182	9 798	19 562	5 849	2 986	17 930	5 486	2 538
2007-2008	42 599	12 171	6 066	38 191	10 912	5 456	11 714	3 347	1 673	10 988	3 139	1 570

#### IV. LES ENSEIGNANTS (Enseignement fondamental)

Les simulations reposent, on l'a vu, sur les effectifs scolarisés dont l'évolution dépend de divers paramètres auxquels on fixe une valeur et une évolution dans le temps. A leur tour, les effectifs conditionnent le nombre d'enseignants mais en partie seulement car il existe des paramètres qui, en variant, peuvent distendre les liens entre effectifs d'élèves et enseignants. Sur un plan concret, on va s'intéresser en priorité aux besoins de recrutement de personnel enseignant en réponse à l'évolution des effectifs d'élèves.

Dans les six premiers niveaux d'études de l'enseignement public, les besoins en personnel enseignant dépendent de cinq facteurs sur lesquels on pourra agir plus ou moins facilement et à un coût plus ou moins élevé : -

- le taux annuel de départ des enseignants en fonction (retraite, décès, etc.) ;
- la part des enseignants vacataires ;
- la taille des classes ;
- le nombre de classes à double vacation ;
- le nombre de classes multigrades.

Les actions les plus faciles à mettre en oeuvre sont la variation de la taille des classes et le recours à des enseignants temporaires ("vacataires").

Dès que les enseignants deviennent spécialisés, un autre problème surgit dans les écoles de faible taille : l'obligation de service n'est pas souvent remplie faute de classes en nombre suffisant et donc d'enseignement à dispenser. Dans ce cas, la recherche systématique d'une plus grande polyvalence est la réponse à apporter en priorité.

Il convient d'être attentif à ce dernier problème qui risque d'entraîner des coûts importants si, du fait du cycle unique de 8 ans, un plus grand nombre d'écoles offrent un cursus complet au lieu d'avoir, comme à présent avec le second cycle, un regroupement dans des écoles spéciales dont la taille favorise le remplissage de l'obligation de service sans pour autant le garantir. Cet écart ne peut que s'accroître dans des structures d'accueil plus petites en l'absence d'une politique systématique de polyvalence des enseignants surtout lorsque, comme ce sera le cas dans quelques années, l'enseignement des maîtres spécialisés ne concernera que les deux derniers niveaux au lieu de trois actuellement. Sur ce point, le nouvel objectif affiché d'affecter trois maîtres spécialisés aux deux dernières classes de l'enseignement fondamental doit être poursuivi rapidement puisqu'il accroît sensiblement la polyvalence des enseignants par rapport à la situation actuelle.

##### IV. 1 Les besoins en enseignants

Les tableaux ci-après regroupent, par année et par niveau d'études, les besoins de recrutement d'enseignants tant dans l'enseignement public (permanents et vacataires) que privé. Il importe, en effet, de mesurer l'incidence en termes d'enseignants du choix d'une privatisation accrue de l'enseignement fondamental.



Deux grands principes ont guidé les prévisions en matière de recrutement d'enseignants dans l'enseignement fondamental :

- (i) L'amélioration de la qualification moyenne du corps enseignant dans l'enseignement public par une réduction de la part des enseignants vacataires.
- (ii) La régulation, à long terme, des effectifs d'enseignants permanents à recruter dans l'enseignement public afin de garantir une certaine régularité dans les flux d'élèves-maîtres à former.

Toutefois, la mise en place d'un nouveau système ne permet pas toujours l'application régulière d'une politique de réduction de la part des enseignants vacataires, aussi l'objectif d'amélioration de la qualification moyenne des enseignants a-t-il été fixé pour la fin de la période de projection en laissant les besoins en personnel enseignant vacataire fluctuer dans les années intermédiaires en liaison avec la contrainte de régulation du recrutement des personnels enseignants permanents.

Dans l'enseignement public, en effet, le recrutement d'enseignants permanents a été rendu assez régulier, les variations d'effectif étant reportées sur les vacataires dont le nombre variera jusqu'à près de 3.300 d'une année sur l'autre dans le dernier niveau d'études en 2007-08. Malgré ces variations, la part des vacataires diminue en fin de période pour respecter l'hypothèse d'une amélioration de la qualification moyenne du corps enseignant.

On soulignera également qu'il n'y a pas compensation entre les enseignants en surnombre et les besoins en enseignants : on a noté dans les hypothèses de départ qu'il y avait besoin d'avoir un minimum d'enseignants en surnombre, non affectés à une classe, pour pallier les inévitables absences (cf. hypothèses relatives à l'enseignement fondamental 1er cycle dans le rapport de décembre 1996). Cette part des enseignants en surnombre diminue d'ailleurs de 9,2% à 5% au cours de la période.

Dans tous les cas, les calculs conduisant à une estimation des besoins de recrutement ont été réalisés au niveau de chaque région mais la régulation des flux d'enseignants permanents à recruter a été faite au niveau national. Dans un deuxième temps, il faudra répartir les effets de cette régulation dans chaque région.

Tableau 20 : Nombre d'enseignants par région pour l'EFT (public)

	Kares	Foulkrou	Sikasso	Sikasso	Moulo	Tamoucoucou	Son	Koulik	Bamako	Total
1997-1998	1 290	1 749	1 589	1 412	934	474	533	45	1 510	3 735
1998-1999	1 418	1 915	1 805	1 502	1 048	538	576	52	1 582	4 054
1999-2000	1 530	1 938	1 900	1 590	1 174	613	626	60	1 562	4 337
2000-2001	1 610	2 020	1 979	1 633	1 317	701	686	68	1 654	4 533
2001-2002	1 708	2 129	2 077	1 875	1 473	781	742	74	1 745	4 853
2002-2003	1 823	2 260	2 167	1 964	1 664	853	790	79	1 859	5 090
2003-2004	1 958	2 385	2 297	2 098	1 855	909	824	84	1 991	5 350
2004-2005	2 084	2 502	2 412	2 229	2 007	953	845	87	2 139	5 652
2005-2006	2 203	2 609	2 525	2 340	2 176	986	857	93	2 202	5 941
2006-2007	2 305	2 703	2 638	2 447	2 218	1 009	862	92	2 273	6 147
2007-2008	2 386	2 778	2 734	2 540	2 287	1 020	860	92	2 349	6 439
2009-2010	2 451	2 851	2 806	2 606	2 345	1 048	883	95	2 421	6 675

En ce qui concerne l'enseignement privé, les estimations présentées ci-dessous ont été faites sur la base des projections d'effectifs d'élèves dans l'enseignement privé hors medersas mais avec plusieurs conditions restrictives : il n'y a, dans l'enseignement privé, ni classes multigrades, ni classes à double vacation, ni enseignants suppléants. On a donc raisonné à partir des salles de classe en estimant qu'il y avait, pour chaque salle, une classe et un enseignant. Ceci contribue sans doute à majorer le nombre d'enseignants à recruter réellement dans l'enseignement privé. Les chiffres fournis ci-après doivent donc être considérés comme des ordres de grandeur maximaux.

Tableau 21 : Nombre de classes pour l'EF1 privé

	Effectif	Besoin	Elèves/classe
1995-1996	1 234		46
1996-1997	1 593	359	45
1997-1998	2 012	418	47
1998-1999	2 475	464	47
1999-2000	2 985	509	49
2000-2001	3 560	596	49
2001-2002	4 249	668	49
2002-2003	4 930	681	49
2003-2004	5 513	583	49
2004-2005	6 025	492	49
2005-2006	6 416	411	50
2006-2007	6 756	341	50
2007-2008	7 020	284	50

#### IV. 1.1 Les six premiers niveaux d'études

En ce qui concerne les six premiers niveaux d'études de l'enseignement fondamental, les recrutements annuels additionnels totaux d'enseignants (hors vacataires) devraient s'élever en moyenne à 1 500 par an (1 300 à 1 700 selon les années) compte tenu de la politique de régulation des flux dans l'enseignement public. A ces effectifs devraient s'ajouter en moyenne près de 1 000 vacataires en permanence sur l'ensemble de la période.

Dans l'enseignement public, le recrutement annuel de nouveaux enseignants permanents varie de 900 à 1 100 selon les années. Cette relative régularité a pour contrepartie des variations d'assez grande amplitude des recrutements annuels d'enseignants vacataires dont le nombre diminue légèrement en onze ans.

Dans l'enseignement privé, sous réserve des hypothèses restrictives posées, le recrutement annuel additionnel connaît un gonflement au cours de la première moitié de la période - il passe de 360 à 680 - puis diminue assez rapidement pour se situer à 260 en fin de période.

#### IV. 1.2 Les derniers niveaux d'études

Les besoins en personnel enseignant (hors vacataires dans l'enseignement public) s'accroissent assez régulièrement car on a, ici également, cherché à lisser les recrutements en personnel permanent, les variations étant reportées au niveau des vacataires. Plus précisément, dans l'enseignement public, le nombre de vacataires varie selon les années de moins de 200 à 3 800. Dans l'enseignement privé, les recrutements s'accroissent régulièrement en liaison avec la progression des effectifs d'élèves.

## IV. 2 La formation des enseignants

L'enseignement normal concerne d'abord la formation des enseignants du secteur public. Il s'agit des enseignants généralistes des six premiers niveaux de l'enseignement fondamental et des enseignants spécialistes des deux (ou trois) derniers niveaux d'études. Le recrutement des élèves-maîtres a lieu à l'issue du DEF et leur formation dure quatre ans, l'effectif étant déterminé en fonction des besoins en enseignants permanents définis par ailleurs.

La formation des généralistes comprend deux années de formation générale et deux années de formation pratique. La formation des spécialistes comprend trois années de formation spécialisée et une année de formation pratique. La formation pratique devrait se faire en alternance (école d'application-CFI) selon les modalités définies par le groupe chargé des aspects qualitatifs<sup>2</sup>. Dans le cadre du PRODEC, les missions de l'enseignement normal sont étendues puisqu'il devra assurer également la formation des enseignants dont le secteur privé aura besoin. Il s'agit, par ce moyen, de garantir une certaine qualité au niveau des enseignants à ce niveau fondamental. De ce fait, l'enseignement normal va devoir se développer considérablement et très rapidement pour être en mesure d'accueillir en moyenne des promotions de 2 500 élèves pendant dix ans ainsi que le montrent les Tableaux 22 et 23 ci-après.

Cette mutation de l'enseignement normal doit prendre en compte deux dimensions : qualitative et quantitative.

La dimension *qualitative*. Elle est liée à la mise en place des nouveaux cursus en 1ère année dans toutes les écoles à partir d'octobre 1999. En matière de formation initiale ceci implique :

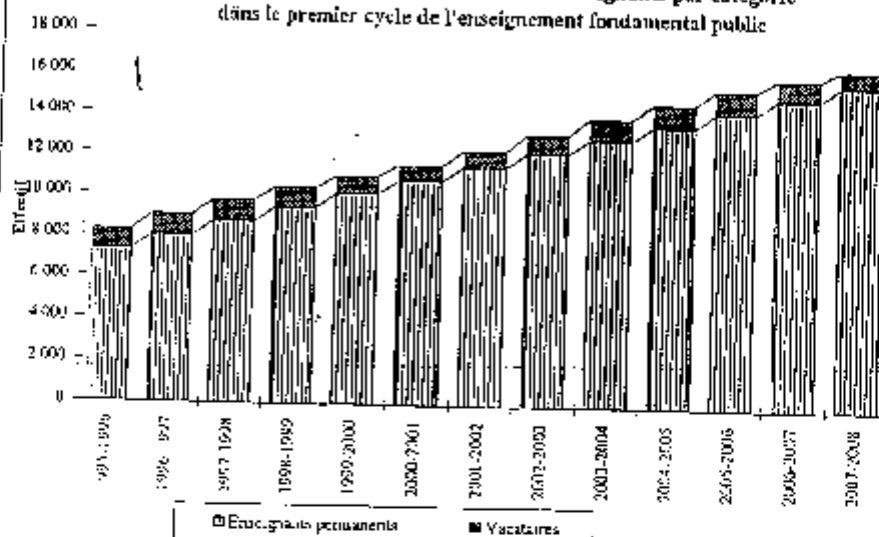
- Une modification de la formation des promotions actuelles d'élèves-maîtres afin qu'une partie d'entre eux au moins soit apte à enseigner dans le cadre des nouveaux programmes de la 1ère année.
- La mise en place de nouveaux programmes de formation initiale dans les CFI pour que les futurs enseignants sortent avec le bagage requis par le nouveau curriculum (programmes, méthodes d'enseignement, regroupement des spécialités pour les maîtres spécialistes, etc.).
- La formation concomitante des enseignants dans les CFI (formation de formateurs).
- Le recyclage, dans les CAP, de l'ensemble des enseignants actuellement en poste dans les deux cycles de l'enseignement fondamental. Il a été prévu que ce recyclage se ferait sur une période de huit ans et concernerait d'abord les maîtres généralistes puis, à partir de 2004-05, les maîtres spécialistes.

La dimension *quantitative* est non moins importante car il faut très vite mettre en place les structures adaptées aux nouveaux objectifs de l'enseignement normal.

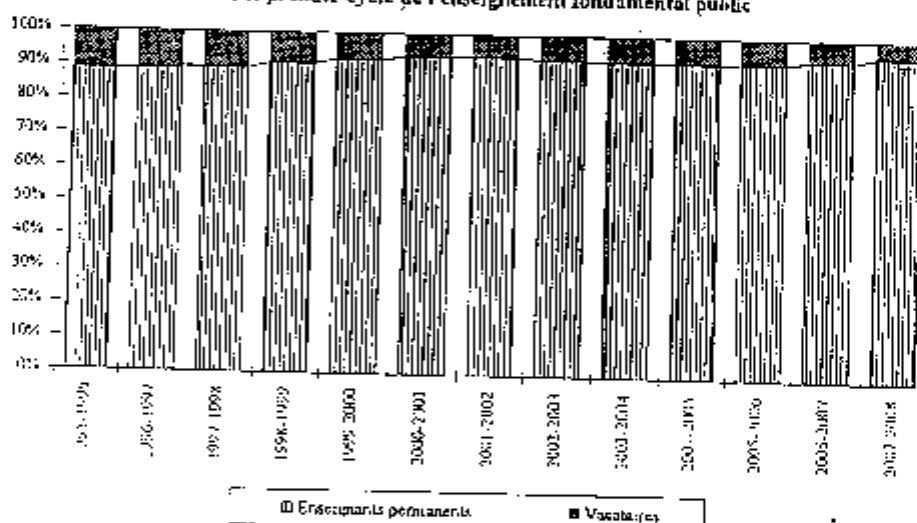
Il faut également tenir compte des effets de la réforme de 1995 de l'enseignement normal, réforme qui a supprimé le recrutement après le baccalauréat pour le placer à l'issue du DEF avec une formation en quatre ans. De ce fait, il n'y aura pas de sortie d'élèves-maîtres en juin 1998, la première promotion ne sortant qu'en juin 1999 pour enseigner en octobre. De plus, ces promotions sont peu nombreuses (quelques centaines d'élèves).

<sup>2</sup> PNUD-LNESCO / PRODEC : Pour un enseignement fondamental unique de 8 ans, octobre-décembre 1996, pages 92-93.

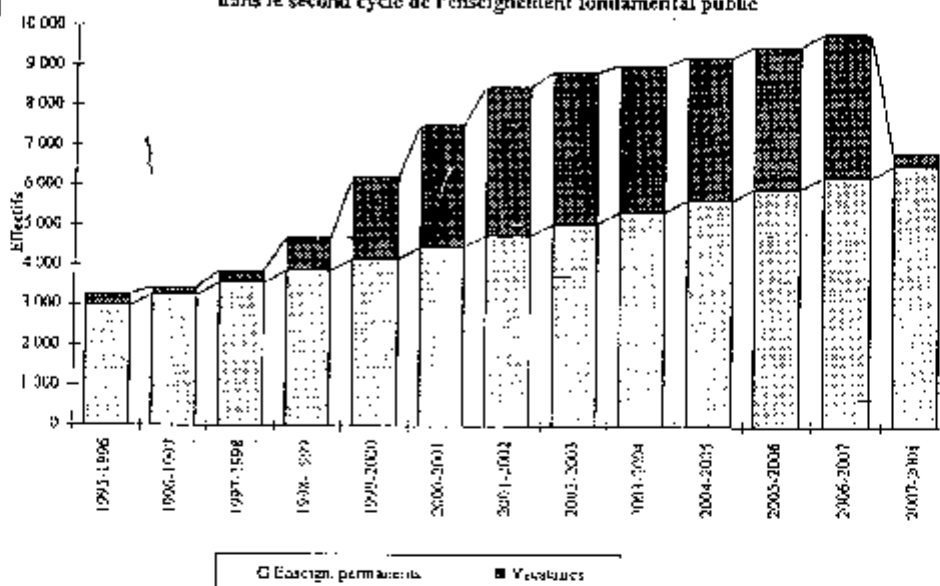
Graphique 10 : Evolution du nombre d'enseignants par catégorie dans le premier cycle de l'enseignement fondamental public



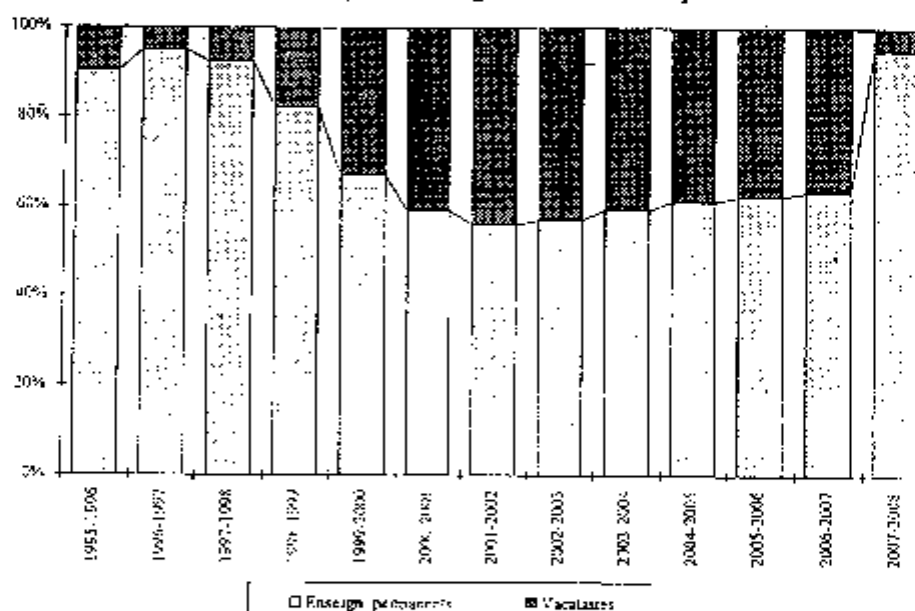
Graphique 11 : Evolution de la composition du corps enseignant dans le premier cycle de l'enseignement fondamental public



Graphique 12 : Evolution du nombre d'enseignants par catégorie dans le second cycle de l'enseignement fondamental public



Graphique 13 : Evolution de la composition du corps enseignant dans le second cycle de l'enseignement fondamental public



## ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

Tableau 22 : Besoins de recrutement en enseignants dans les six premiers niveaux d'études de l'enseignement fondamental

Années	Enseignement public				Enseignants privé		Total public+privé	
	Nombre total d'enseignants	Enseig. perm. recrut. annuel	Enseignants vacataires Recrutement	Variation	Nombre total d'enseignants	Recrutement additionnel	Nombre total d'enseignants	Recrutement additionnel
1998-1997	9 025	881	1 015	74	1 593	359	10 518	1 314
1997-1998	8 735	937	1 034	19	2 012	418	11 747	1 344
1998-1999	10 364	932	962	-72	2 475	464	12 839	1 523
1999-2000	10 937	850	853	-109	2 985	509	13 922	1 351
2000-2001	11 533	967	757	-96	3 580	596	15 113	1 466
2001-2002	12 250	978	785	28	4 249	668	16 501	1 673
2002-2003	13 090	990	934	146	4 930	681	18 020	1 817
2003-2004	13 805	1 008	1 049	115	5 513	582	19 413	1 710
2004-2005	14 662	1 034	1 110	50	6 005	492	20 667	1 587
2005-2006	15 341	1 059	1 07	-3	6 415	411	21 757	1 477
2006-2007	15 94	1 095	1 021	-86	6 756	341	22 703	1 364
2007-2008	15 428	1 065	822	-199	7 020	264	23 459	1 29
Total (10 ans)		10 100				5 002		
Moyenne annuelle		1 010	540			501		

Tableau 23 : Besoins de recrutement en enseignants dans les derniers niveaux d'études de l'enseignement fondamental

	Enseignement public				Enseignants privé		Total public+privé	
	Nombre total d'enseignants	Enseig. perm. recrut. annuel	Enseignants vacataires Recrutement	Variation	Nombre total d'enseignants	Recrutement additionnel	Nombre total d'enseignants	Recrutement additionnel
1996-1997	3 442	372	175	-139	253	51	3 695	284
1997-1998	3 858	379	295	-120	354	101	4 213	600
1998-1999	4 705	387	844	549	524	170	5 230	1 106
1999-2000	6 213	394	2 054	1 209	688	164	6 901	1 767
2000-2001	7 537	401	3 080	1 026	837	149	8 374	1 577
2001-2002	8 475	409	3 721	641	973	135	9 447	1 185
2002-2003	8 637	415	3 832	81	1 197	224	10 050	1 220
2003-2004	9 031	431	3 691	-121	1 509	311	10 533	1 614
2004-2005	9 24	431	3 690	-81	1 869	361	11 110	1 712
2005-2006	9 57	439	3 538	-12	2 221	352	11 793	1 738
2006-2007	9 87	445	3 621	83	2 543	392	12 418	1 807
2007-2008	6 883	451	3 64	-3 277	2 001	542	8 885	1 585
Total (10 ans)		4 211				1 647		
Moyenne annuelle		421	363			165		

## ENSEIGNEMENT NORMAL

Tableau 24 : Effectif d'élèves maîtres dans les CFI (public + privé)

	Généralistes				Spécialistes			
	Nouv. entrées	1 <sup>re</sup> EMEA	2 <sup>e</sup> EMEA	TOTAL	Nouv. entrées	1 <sup>re</sup> EMEA	2 <sup>e</sup> EMEA	TOTAL
1997-1998	1 584	1504		1 584	654	654		654
1998-1999	1 550	1540		3 102	654	654		1 282
1999-2000	1 560	1540		4 639	628	628		1 818
2000-2001	1 596	1570		6 203	577	577		2 582
2001-2002	1 635	1605		6 203	628	628		2 582
2002-2003	1 675	1605		6 203	642	642		2 582
2003-2004	1 620	1605		6 407	644	644		2 582
2004-2005	1 670	1605		6 465	651	651		2 582
2005-2006	1 670	1605		6 465	651	651		2 582
2006-2007	1 670	1605		6 465	651	651		2 582
2007-2008	1 670	1605		6 465	651	651		2 582
2008-2009	1 670	1605		6 465	651	651		2 582
2009-2010	1 670	1605		6 465	651	651		2 582

Tableau 25 : Effectif enseignants chargés de cours à recycler par an et coûts correspondants

	Coûts en millions	
	Effectif	Coûts en millions
1995-1996		
1996-1997		
1997-1998		
1998-1999	1 641	172 333
1999-2000	1 702	170 687
2000-2001	1 839	103 948
2001-2002	2 064	208 203
2002-2003	2 276	221 471
2003-2004	2 163	216 218
2004-2005	3 430	340 710
2005-2006	3 076	307 301
2006-2007	0	0
2007-2008	0	0

# ENSEIGNEMENT NORMAL

Tableau 26 : Projection d'effectifs élèves maîtres (pu ille + privé);

	Nouvelle structure				Différences		Affectation structure		ENSEMBLE	
	Nouv. entr.	VEE/A	VEE/B	SEMI A	TOTAL	Changements	Spécialistes	Total	Flavus	Diplômés
1996-1996										
1996-1997										
1997-1998	2 238	2 238	0	0	2 238	0			904	784
1998-1999	2 191	2 236	2 148	0	4 284	0	0	0	984	984
1999-2000	2 218	2 203	2 140	0	6 557	0	0	0	984	3 222
2000-2001	2 253	2 203	2 172	0	6 557	0	0	0	200	784
2001-2002	2 788	2 314	2 207	2 140	8 068	1496	616	3129		200
2002-2003	2 318	2 310	2 200	2 172	8 024	1400	616	2101		2 103
2003-2004	2 309	2 352	2 288	2 207	9 113	1508	623	2129		2 120
2004-2005	2 285	2 332	2 283	2 250	9 113	1532	631	2162		2 162
2005-2006	2 200	2 345	2 239	2 288	9 145	1557	636	2205		2 205
2006-2007	2 308	2 355	2 262	2 263	9 147	1564	646	2218		2 253
2007-2008	2 310	2 357	2 261	2 239	9 138	1556	639	2194		2 218
2008-2009	2 302	2 349	2 263	2 252	9 124	1565	641	2207		2 194
									9 124	2 207



## V. L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Durant les dix premières années du PRODEC, la structure de l'enseignement secondaire devrait rester identique à celle constatée aujourd'hui. Comme la réforme de structure envisagée ne s'appliquera que très progressivement, elle n'atteindra l'enseignement secondaire qu'en 2007-08. À partir de cette date, l'enseignement secondaire comportera 4 années d'études dans l'enseignement général et technique avec l'adjonction, à l'issue du DEF, d'un niveau d'études supplémentaire appelé "Tronc commun". La durée de l'enseignement professionnel reste inchangée.

### V.1 Les élèves

On a pu noter plus haut que les effectifs attendus dans l'enseignement secondaire dépendaient de nombreuses hypothèses qui ont été regroupées dans le Tableau 3. Concrètement, pour 100 élèves inscrits en année terminale, l'application des hypothèses retenues dans le scénario de référence conduit à une répartition de cet effectif dans les années ultérieures sensiblement différente de celle constatée au cours de l'année de base. Toutefois, la différence porte sur la répartition des effectifs entre les filières et non sur la part des effectifs poursuivant des études secondaires. En effet, dans ce scénario de référence, le même pourcentage d'élèves poursuit des études secondaires en 2007-08 qu'en 1995-96 ; on a simplement changé l'orientation des élèves entre les filières. Or, ce même pourcentage s'applique, en 2007-08, à près de cinq fois plus d'élèves qu'en 1995-96 (et même à près de neuf fois plus d'élèves en 2006-07, année exceptionnelle il est vrai puisque deux cohortes se présenteront à l'entrée des études secondaires).

L'évolution des effectifs dans l'enseignement secondaire découle des hypothèses relatives aux taux de passage entre l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire ainsi qu'aux choix faits en matière d'orientation. Globalement, on retiendra les éléments suivants :

- Les effectifs totaux devraient être multipliés par plus de 4 en douze ans.
- La priorité est accordée à l'enseignement professionnel dont les effectifs sont multipliés par près de 10.
- L'autre priorité est le développement de l'enseignement général privé : ses effectifs devraient être multipliés par 36 en douze ans alors que ceux de l'enseignement public n'augmenteraient que d'un tiers ! Dans l'enseignement professionnel, les parts des secteurs public et privé restent assez stables, l'enseignement privé se développant légèrement plus rapidement.

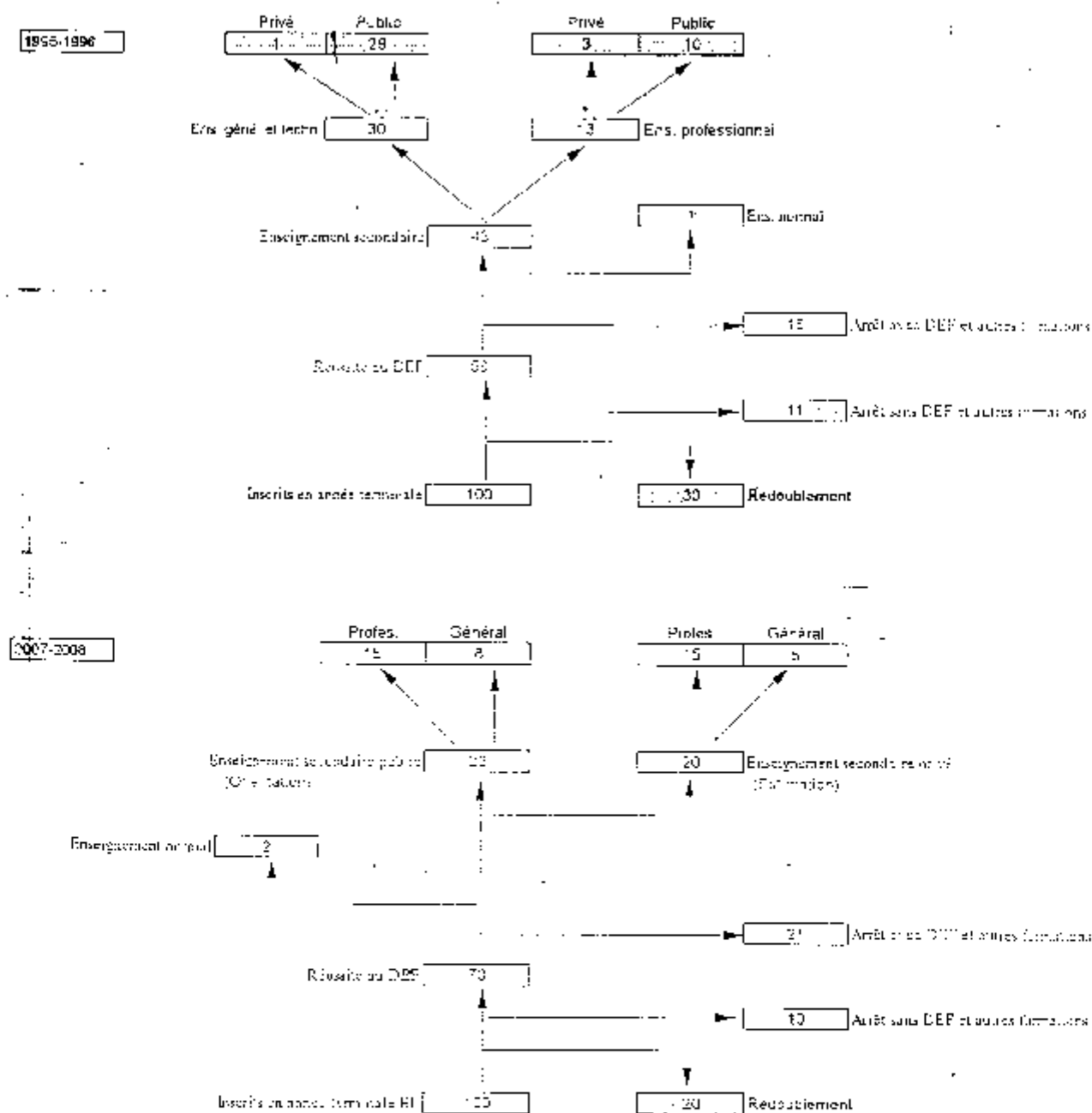
Tableau 77 : Evolution globale des effectifs scolarisés dans l'enseignement secondaire

Disciplines	1995-96			2007-08			Coefficient multiplicateur		
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
Général	31 479	592	32 071	41 610	21 288	62 898	x 1,3	x 36	x 2
Technique	1 361		1 361	5 869		5 869	x 4,3		x 4,3
Professionnel	6 995	6 384	13 379	64 635	65 299	129 934	x 9,2	x 10	x 9,6
Total	39 835	7 176	47 011	112 114	86 587	198 701	x 2,8	x 12	x 4,2
Répartition	85%	15%	100%	56%	44%	100%			

Ces coefficients multiplicateurs impressionnants s'expliquent en partie par le fait que l'année 2007-08 est caractérisée par l'arrivée dans l'enseignement secondaire des nombreux titulaires du DEF (double cohorte). Ce gonflement exceptionnel marquera l'enseignement secondaire jusqu'en 2010-11 avant d'atteindre l'enseignement supérieur l'année suivante avec une certaine inflexion liée aux redoublements, à l'examen du baccalauréat et au *numerus clausus* à l'entrée du supérieur.

En revanche, cette croissance observée au niveau des effectifs ne prend pratiquement pas en compte l'effet de l'accroissement du taux d'admission en 1ère année d'enseignement fondamental puisque les élèves recensés en 2007-08 dans l'enseignement secondaire sont issus de cohortes entrées dans l'enseignement fondamental entre 1995 et 1999 lorsque le taux d'admission (hors *medersas*) en 1ère année était égal à 45% en moyenne. Comme ce taux doit atteindre 68,5% à compter de 2002-03, les effectifs de l'enseignement secondaire croîtront en conséquence au-delà de l'année-cible du PRODEC si les taux de rendement interne dans l'enseignement fondamental et le taux de passage fondamental/secondaire ne changent pas.

**Graphique 14 : Présentation comparative du passage entre l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire**



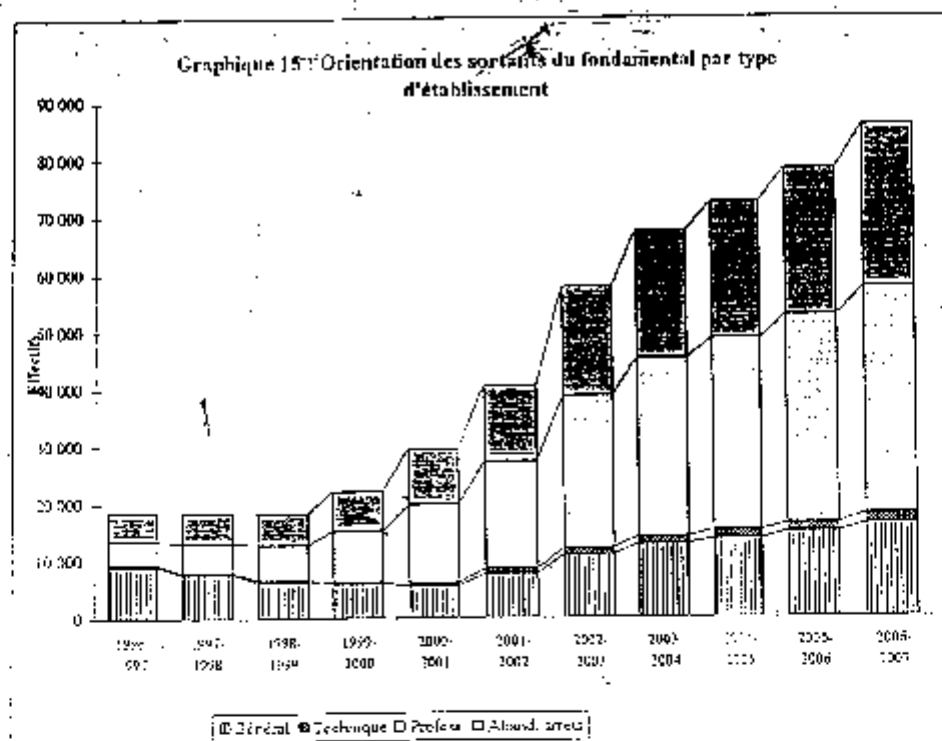
# ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Tableau 28a : Devenir des élèves titulaires du DEP (en %)

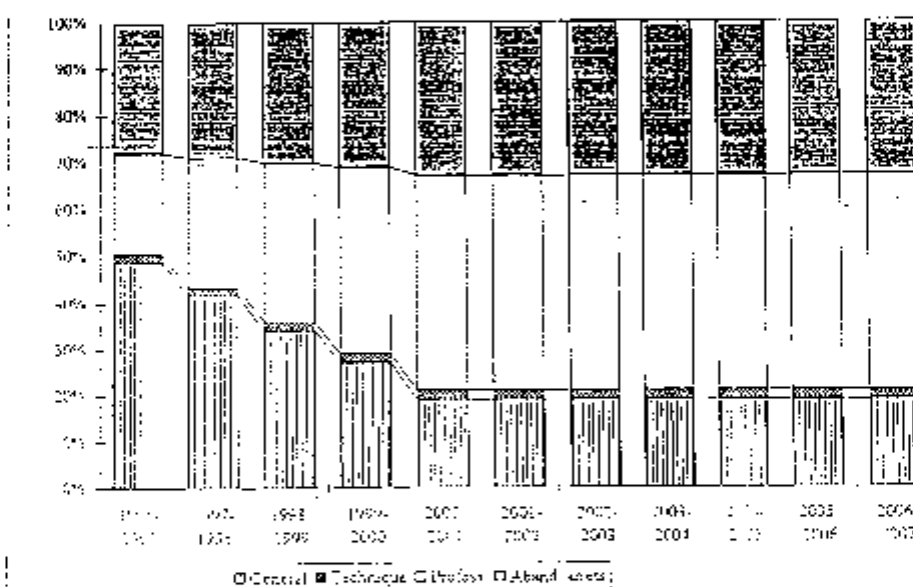
	Garçons				Filles					
	Lettres (9A) Tr. com. (8A)	Sciences Technique (9A)	Profes. Privé gén. (8A)	CPJ	Arrets et autres formations	Lettres (9A) Tr. com. (8A)	Sciences Technique	Profes. Privé gén. (8A)	CPJ	Arrets et autres formations
1993-1994	2,7%	3,3%	2,3%	2%	1,4%	1,4%	12%	19%	2%	1,3%
1994-1995	2,7%	3,3%	2,3%	3%	1,4%	1,4%	9%	22%	3%	1,3%
1995-1996	2,7%	3,3%	2,3%	3%	1,4%	1,4%	9%	22%	3%	1,3%
1996-1997	2,7%	3,3%	2,3%	3%	1,4%	1,4%	9%	22%	3%	1,3%
1997-1998	2,7%	3,3%	2,3%	3%	1,4%	1,4%	9%	22%	3%	1,3%
1998-1999	2,7%	3,3%	2,3%	3%	1,4%	1,4%	9%	22%	3%	1,3%
1999-2000	2,7%	3,3%	2,3%	3%	1,4%	1,4%	9%	22%	3%	1,3%
2000-2001	2,7%	3,3%	2,3%	3%	1,4%	1,4%	9%	22%	3%	1,3%
2001-2002	2,7%	3,3%	2,3%	3%	1,4%	1,4%	9%	22%	3%	1,3%
2002-2003	2,7%	3,3%	2,3%	3%	1,4%	1,4%	9%	22%	3%	1,3%
2003-2004	2,7%	3,3%	2,3%	3%	1,4%	1,4%	9%	22%	3%	1,3%
2004-2005	2,7%	3,3%	2,3%	3%	1,4%	1,4%	9%	22%	3%	1,3%
2005-2006	2,7%	3,3%	2,3%	3%	1,4%	1,4%	9%	22%	3%	1,3%
2006-2007	2,7%	3,3%	2,3%	3%	1,4%	1,4%	9%	22%	3%	1,3%
2007-2008	2,7%	3,3%	2,3%	3%	1,4%	1,4%	9%	22%	3%	1,3%

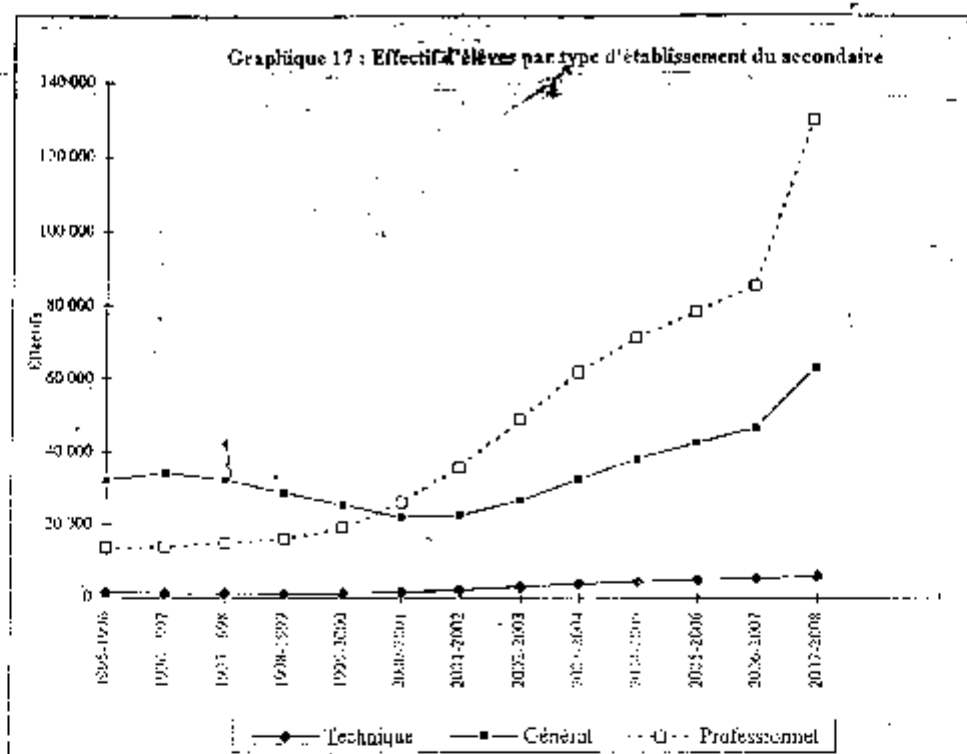
Tableau 28b : Devenir des élèves titulaires du DEP (relatifs)

	Garçons				Filles					
	Lettres (9A) Tr. com. (8A)	Sciences Technique (9A)	Profes. Privé gén. (8A)	CPJ	Arrets et autres formations	Lettres (9A) Tr. com. (8A)	Sciences Technique	Profes. Privé gén. (8A)	CPJ	Arrets et autres formations
1993-1994	3,207	3,933	2,769	1,119	1,653	3,14	7,93	1,233	1,09	3,186
1994-1995	2,569	3,208	3,478	1,119	2,243	7,13	7,94	1,669	2,09	3,139
1995-1996	2,569	3,208	3,478	1,119	2,243	7,13	7,94	1,669	2,09	3,139
1996-1997	2,569	3,208	3,478	1,119	2,243	7,13	7,94	1,669	2,09	3,139
1997-1998	2,569	3,208	3,478	1,119	2,243	7,13	7,94	1,669	2,09	3,139
1998-1999	2,569	3,208	3,478	1,119	2,243	7,13	7,94	1,669	2,09	3,139
1999-2000	2,569	3,208	3,478	1,119	2,243	7,13	7,94	1,669	2,09	3,139
2000-2001	2,569	3,208	3,478	1,119	2,243	7,13	7,94	1,669	2,09	3,139
2001-2002	2,569	3,208	3,478	1,119	2,243	7,13	7,94	1,669	2,09	3,139
2002-2003	2,569	3,208	3,478	1,119	2,243	7,13	7,94	1,669	2,09	3,139
2003-2004	2,569	3,208	3,478	1,119	2,243	7,13	7,94	1,669	2,09	3,139
2004-2005	2,569	3,208	3,478	1,119	2,243	7,13	7,94	1,669	2,09	3,139
2005-2006	2,569	3,208	3,478	1,119	2,243	7,13	7,94	1,669	2,09	3,139
2006-2007	2,569	3,208	3,478	1,119	2,243	7,13	7,94	1,669	2,09	3,139
2007-2008	2,569	3,208	3,478	1,119	2,243	7,13	7,94	1,669	2,09	3,139

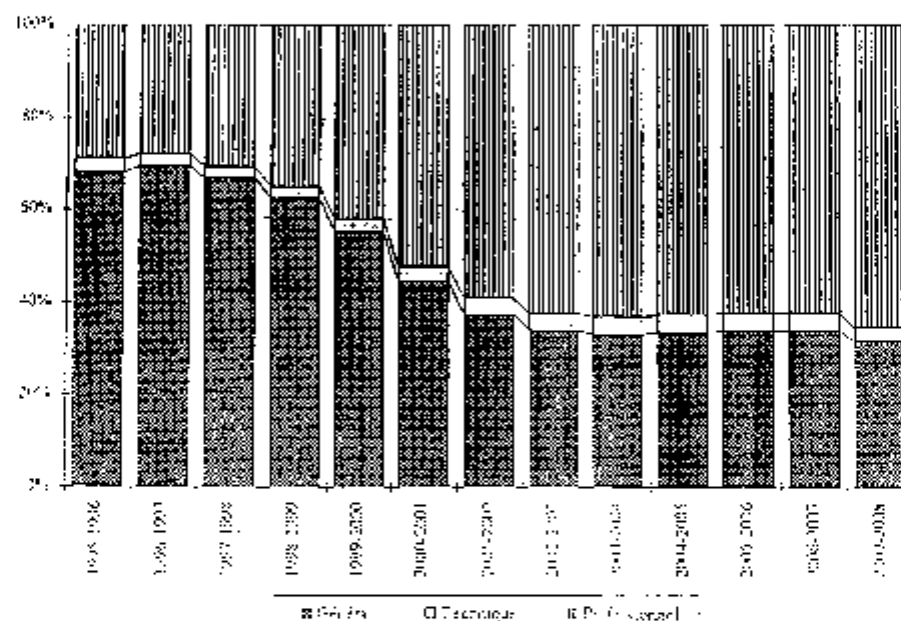


**Graphique 16 : Orientation des sortants du fondamental par type d'établissement**





Graphique 18 : Répartition des élèves par type d'établissement du secondaire



# ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Tableau 29 : ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (évolution des effectifs d'élèves)

Année	1996-1997		1997-1998		1998-1999		1999-2000		2000-2001		2001-2002		2002-2003		2003-2004		2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008	
	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>
1996-1997	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
1997-1998	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53
1998-1999	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72
1999-2000	82	82	82	82	82	82	82	82	82	82	82	82	82	82	82	82	82	82	82	82	82	82	82	82
2000-2001	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113
2001-2002	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177
2002-2003	255	255	255	255	255	255	255	255	255	255	255	255	255	255	255	255	255	255	255	255	255	255	255	255
2003-2004	457	457	457	457	457	457	457	457	457	457	457	457	457	457	457	457	457	457	457	457	457	457	457	457
2004-2005	583	583	583	583	583	583	583	583	583	583	583	583	583	583	583	583	583	583	583	583	583	583	583	583
2005-2006	552	552	552	552	552	552	552	552	552	552	552	552	552	552	552	552	552	552	552	552	552	552	552	552
2006-2007	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723
2007-2008	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819
2008-2009	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925
2009-2010	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063

En Pourcentage

Année	1996-1997		1997-1998		1998-1999		1999-2000		2000-2001		2001-2002		2002-2003		2003-2004		2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009	
	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>de</sup>
1996-1997	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1997-1998	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132
1998-1999	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177
1999-2000	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213	213
2000-2001	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283	283
2001-2002	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403	403
2002-2003	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557	557
2003-2004	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723	723
2004-2005	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819	819
2005-2006	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925	925
2006-2007	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063	1063
2007-2008	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203	1203
2008-2009	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363	1363

Public Administration and Social Science

1) **Put system in full sleep**

Year	Average		Total		Per acre		Per bushel	
	Yield	Price	Yield	Price	Yield	Price	Yield	Price
1906	25.75	1.15	1,030	1.15	10.30	1.15	10.30	1.15
1907	24.20	1.10	968	1.10	9.68	1.10	9.68	1.10
1908	23.10	1.05	924	1.05	9.24	1.05	9.24	1.05
1909	22.80	1.00	912	1.00	9.12	1.00	9.12	1.00
1910	21.50	0.95	860	0.95	8.60	0.95	8.60	0.95
1911	20.50	0.90	820	0.90	8.20	0.90	8.20	0.90
1912	19.80	0.85	792	0.85	7.92	0.85	7.92	0.85
1913	19.20	0.80	768	0.80	7.68	0.80	7.68	0.80
1914	18.50	0.75	740	0.75	7.40	0.75	7.40	0.75
1915	17.80	0.70	712	0.70	7.12	0.70	7.12	0.70
1916	17.20	0.65	688	0.65	6.88	0.65	6.88	0.65
1917	16.50	0.60	660	0.60	6.60	0.60	6.60	0.60
1918	15.80	0.55	632	0.55	6.32	0.55	6.32	0.55
1919	15.20	0.50	608	0.50	6.08	0.50	6.08	0.50
1920	14.50	0.45	580	0.45	5.80	0.45	5.80	0.45
1921	13.80	0.40	552	0.40	5.52	0.40	5.52	0.40
1922	13.20	0.35	528	0.35	5.28	0.35	5.28	0.35
1923	12.50	0.30	500	0.30	5.00	0.30	5.00	0.30
1924	11.80	0.25	472	0.25	4.72	0.25	4.72	0.25
1925	11.20	0.20	448	0.20	4.48	0.20	4.48	0.20
1926	10.50	0.15	420	0.15	4.20	0.15	4.20	0.15
1927	9.80	0.10	392	0.10	3.92	0.10	3.92	0.10
1928	9.20	0.05	368	0.05	3.68	0.05	3.68	0.05
1929	8.50	0.00	340	0.00	3.40	0.00	3.40	0.00
1930	7.80	0.00	312	0.00	3.12	0.00	3.12	0.00
1931	7.20	0.00	288	0.00	2.88	0.00	2.88	0.00
1932	6.50	0.00	260	0.00	2.60	0.00	2.60	0.00
1933	5.80	0.00	232	0.00	2.32	0.00	2.32	0.00
1934	5.20	0.00	208	0.00	2.08	0.00	2.08	0.00
1935	4.50	0.00	180	0.00	1.80	0.00	1.80	0.00
1936	3.80	0.00	152	0.00	1.52	0.00	1.52	0.00
1937	3.20	0.00	128	0.00	1.28	0.00	1.28	0.00
1938	2.50	0.00	100	0.00	1.00	0.00	1.00	0.00
1939	1.80	0.00	72	0.00	0.72	0.00	0.72	0.00
1940	1.20	0.00	48	0.00	0.48	0.00	0.48	0.00
1941	0.50	0.00	20	0.00	0.20	0.00	0.20	0.00
1942	0.00	0.00	0	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00



Tableau 31. ENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS ET UNIVERSITAIRES

1. **Section 101**

[illegible]

Chemical Technology

Year	CAR				BT				TOTAL			
	Files		Genres		Files		Genres		Files		TOTAL	
	Files	Size	Public	Private	Public	Private	Public	Private	Public	Private	Public	Private
1995-1996	1 433	1 757	974	2 408	1 513	1 576	4 293	6 707	1 474	274	2 443	
1996-1997	1 206	1 694	717	2 218	1 741	1 649	1 697	6 073	1 688	237	2 435	
1997-1998	2 706	3 622	1 980	3 058	1 845	2 476	3 324	6 900	1 948	665	2 537	
1998-1999	1 683	2 035	1 120	2 407	1 850	2 290	1 422	6 523	1 300	747	2 647	
1999-2000	2 575	2 075	1 844	968	1 603	2 355	3 013	6 579	1 844	848	2 692	
2000-2001	2 151	2 657	1 795	922	1 749	2 036	3 775	7 358	1 706	1 028	2 825	
2001-2002	2 170	2 503	1 390	1 504	1 680	1 764	4 227	8 915	2 031	1 520	3 473	
2002-2003	3 647	4 436	2 802	3 137	1 741	1 703	5 023	11 149	2 803	2 147	4 950	
2003-2004	4 477	5 291	3 493	3 836	1 943	1 753	6 882	13 203	3 203	2 760	6 963	
2004-2005	4 795	5 401	3 251	1 976	2 193	1 813	7 025	14 566	4 204	3 761	8 700	
2005-2006	4 530	5 365	3 335	2 105	2 346	2 053	7 104	15 459	5 820	4 636	10 603	
2006-2007	5 120	5 727	3 193	2 722	2 560	2 202	7 309	17 164	6 047	5 707	12 732	
2007-2008	5 662	6 130	3 603	2 676	3 593	3 045	10 463	22 941	11 800	9 045	19 665	

## V.2 Les enseignants

### V.2.1 L'enseignement secondaire public

Globalement, les besoins en enseignants supplémentaires devraient être nuls, voire négatifs, jusqu'en 2000-01. A partir de cette date, ils devraient croître rapidement : de l'ordre de 500 par an. Cette vision globale cache des évolutions très contrastées selon les disciplines :

- Dans l'enseignement général, la diminution des effectifs d'élèves jusqu'en 2001-02 entraîne une réduction correspondante des besoins en enseignants. Cette réduction a été opérée au niveau des enseignants vacataires dont le nombre devient nul en 2000-01. Par la suite, les besoins additionnels en enseignants permanents sont très modestes : moins d'une centaine par an.
- Dans l'enseignement technique, les besoins additionnels sont faibles en valeur absolue et sont également étroitement liés à l'évolution des effectifs d'élèves.

Dans l'enseignement professionnel, les besoins additionnels sont très importants et s'accroissent dans le temps : environ 150 nouveaux enseignants par an dans la première moitié de la période et environ 500 nouveaux enseignants par an dans la seconde moitié.

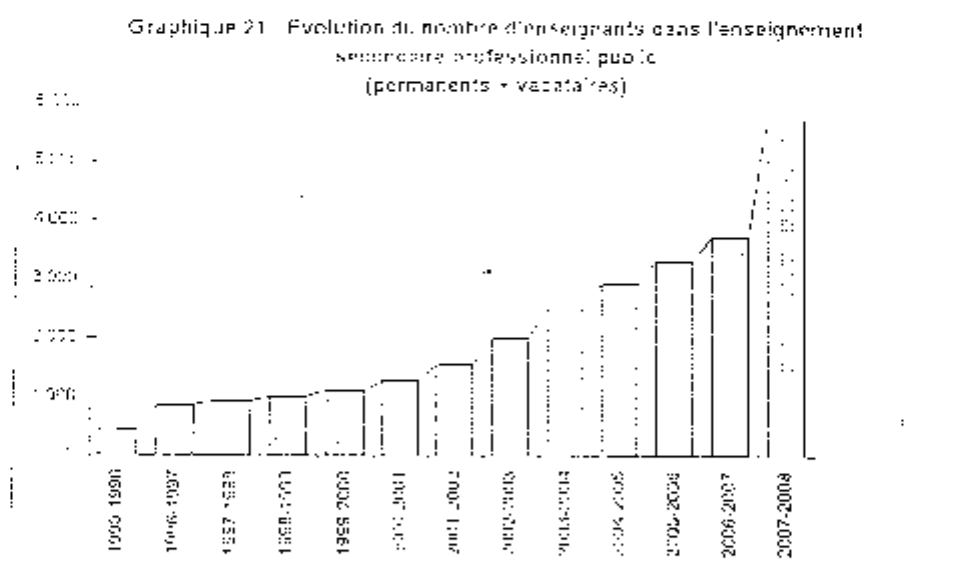
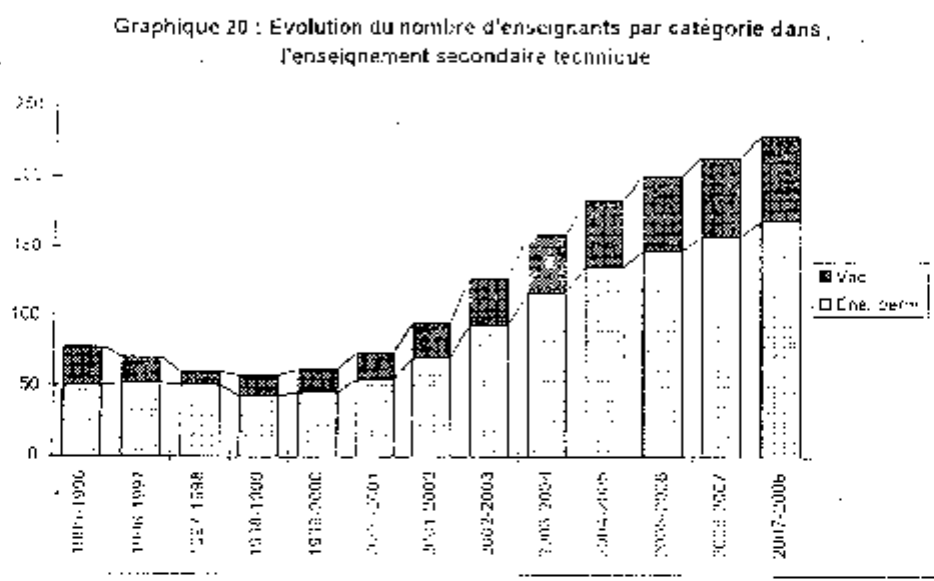
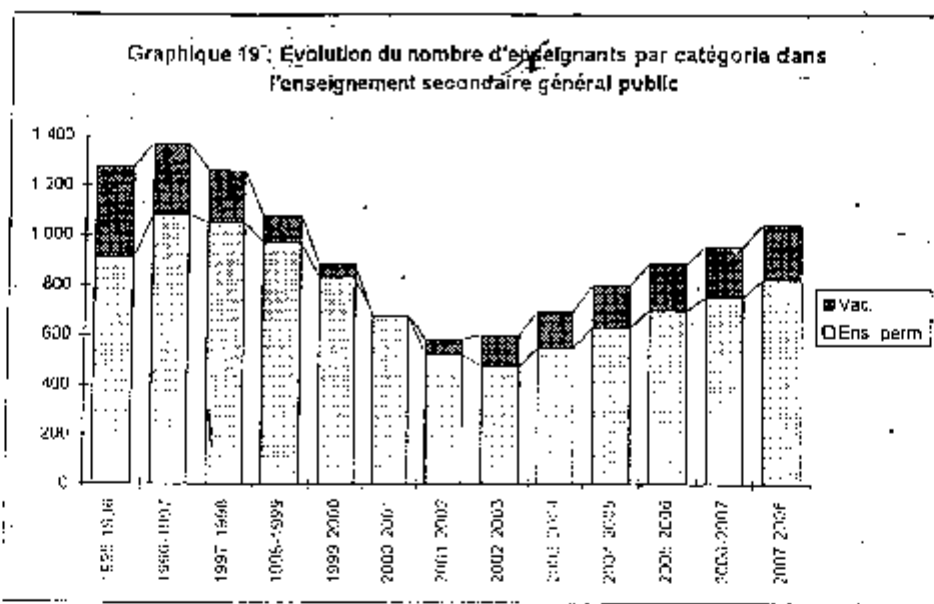
Le Tableau 32 ci-dessous et les graphiques 19 à 21, page suivante, explicitent cette évolution.

Tableau 32 : Effectif et besoins en personnel enseignant dans le secondaire public

	Général			Technique			Professionnel		TOTAL
	Ens. perm.	dont nouveaux	Vac.	Ens. perm.	dont nouveaux	Vac.	Ens. perm. + vac.	dont nouveaux	
1995-1996	807		31 01	50		28	448		1 803
1996-1997	1 075	138	360	52	4	19	867	425	2 303
1997-1998	1 052	0	210	51	0	6	950	110	2 372
1998-1999	809	0	111	43	0	15	1 023	94	2 118
1999-2000	630	0	55	46	0	15	1 116	123	2 333
2000-2001	616	0	0	54	0	23	1 152	191	2 142
2001-2002	611	5	13	70	14	25	1 320	344	2 233
2002-2003	473	0	107	54	25	34	2 003	466	2 119
2003-2004	523	0	147	117	23	42	2 445	548	2 993
2004-2005	600	0	110	135	71	48	2 826	492	2 900
2005-2006	697	0	158	147	118	63	3 515	462	4 385
2006-2007	734	0	203	157	14	5	3 717	405	4 800
2007-2008	621	0	211	163	15	5	3 723	510	4 994

### V.2.2 L'enseignement secondaire privé

On a constaté, précédemment, que les effectifs scolarisés dans l'enseignement privé allaient être multipliés par 12 en douze ans. Il faut donc insister dès à présent sur le fait que d'importants besoins d'enseignants auront à être satisfaits dans ce secteur.



### V. 3 Les diplômés

Les flux de diplômés de l'enseignement secondaire sont dépendants de nombreux paramètres parmi lesquels trois sont importants :

- Le nombre de diplômés de l'enseignement fondamental
- Le taux d'admission dans l'enseignement secondaire
- Le taux de succès à l'examen terminal

De le scénario de référence, nous avons constaté que le nombre de titulaires du DEF allait s'accroître fortement par suite de l'augmentation du taux d'admission en 1ère année d'enseignement fondamental et de l'amélioration sensible du taux de réussite à cet examen. De plus, on a souligné que l'accès à l'enseignement secondaire concernait deux titulaires du DEF sur trois. Enfin, on a pu noter que le taux de succès aux examens terminaux de l'enseignement secondaire s'accroissait partout. Ces différents facteurs contribuent à augmenter très sensiblement le nombre de diplômes délivré au cours de la période couverte par le PRODEC.

Tableau 53 : Diplômes délivrés à l'issue  
des études secondaires

Diplômes	1995-96	2007-08	Coeff. multiplicateur
Bac. général	2 755	11 299	x 4,1
Bac technique	173	1 286	X 7,5
CAP	2 640	25 627	x 9,7
BT	1 047	6 968	x 6,7

A la vue de ces projections, on peut légitimement se poser la question du devenir de ces diplômés. L'économie absorbera-t-elle dix fois plus de titulaires du CAP chaque année. Combien l'université admettra-t-elle de bacheliers parmi les 12 000 prévus ?

ANSEIGNEMENT SECONDAIRE

Tableau 36 : Établissements de l'enseignement secondaire (public + privé)

	Base globale			Base globale - technique			Secondaire professionnelle									
	Base globale			Base globale - technique			Secondaire professionnelle									
	Base globale			Base globale - technique			Secondaire professionnelle									
	Base globale			Base globale - technique			Secondaire professionnelle									
	Total	BB	BB	Total	BB	BB	BB	BB	BB	BB	BB	BB	BB	BB	BB	BB
1905-1906	1 167	2 755	112	112	112	112	1 130	2 840	728	249	1 047					
1906-1907	1 233	5 382	117	117	117	117	974	2 639	1 436	260	1 695					
1907-1908	2 141	5 927	81	81	81	81	1 222	2 983	2 643	262	3 030					
1908-1909	2 560	5 900	86	86	86	86	1 573	3 467	2 907	234	3 314					
1909-2010	2 560	5 501	109	109	109	109	2 235	4 233	2 752	492	3 244					
2010-2011	2 114	4 315	117	117	117	117	3 815	5 699	2 319	296	3 015					
2011-2012	2 114	4 315	141	141	141	141	5 872	8 378	2 034	309	2 943					
2012-2013	2 114	4 315	141	141	141	141	5 872	8 378	2 034	309	2 943					
2013-2014	2 114	4 315	141	141	141	141	5 872	8 378	2 034	309	2 943					
2014-2015	2 114	4 315	141	141	141	141	5 872	8 378	2 034	309	2 943					
2015-2016	2 114	4 315	141	141	141	141	5 872	8 378	2 034	309	2 943					
2016-2017	2 114	4 315	141	141	141	141	5 872	8 378	2 034	309	2 943					
2017-2018	2 114	4 315	141	141	141	141	5 872	8 378	2 034	309	2 943					
2018-2019	2 114	4 315	141	141	141	141	5 872	8 378	2 034	309	2 943					
2019-2020	2 114	4 315	141	141	141	141	5 872	8 378	2 034	309	2 943					
2020-2021	2 114	4 315	141	141	141	141	5 872	8 378	2 034	309	2 943					
2021-2022	2 114	4 315	141	141	141	141	5 872	8 378	2 034	309	2 943					
2022-2023	2 114	4 315	141	141	141	141	5 872	8 378	2 034	309	2 943					
2023-2024	2 114	4 315	141	141	141	141	5 872	8 378	2 034	309	2 943					

## VI. L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Pour l'enseignement supérieur malien, 1996-97 est la première année de fonctionnement dans le cadre des nouvelles structures de l'Université du Mali. La mise en place de cette structure va prendre plusieurs années, délai nécessaire pour que les facultés remplacent les anciennes écoles et que de nouveaux établissements voient le jour, dans l'enseignement supérieur court notamment.

Compte tenu du délai de mise en place des réformes du PRODEC et du décalage entre l'admission de nombreux élèves en 1ère année d'enseignement fondamental et leur entrée dans le supérieur (12 ans sans redoublement), au cours des douze prochaines années on ne verra, dans l'enseignement supérieur, que l'effet de quelques mesures prises dans le cadre du PRODEC. C'est le cas de mesures telles que l'amélioration du taux de réussite au DHF et du taux de passage dans l'enseignement secondaire ou encore l'orientation dans l'enseignement secondaire général et technique.

Les effectifs d'étudiants dépendent en premier lieu de la sélection à l'entrée de l'université. On a vu que le nombre de bacheliers (généralistes et techniques) passait de 2 900 à 12 600 au cours de la période. Il a été prévu que l'admission de nouveaux étudiants se ferait en fonction des capacités d'accueil dans certains établissements et en fonction d'une croissance du nombre des admis dans d'autres établissements. La sélection à l'entrée de l'université sera donc de plus en plus sévère :

Tableau 35 : Admissions dans l'enseignement supérieur  
(étudiants réguliers)

Années N	Nombre d'admis à l'année N (a)	Nombre de bacheliers à l'année N-1 (b)	Rapport a/b ...
1995-96	3 081	2 811	100 %*
2007-08	3 880	11 054	35 %

\* Le taux est en réalité supérieur à 100 %.

La limitation des admissions à l'université a pour conséquence une stabilisation rapide des effectifs totaux inscrits en son sein même si des étudiants étrangers s'inscrivent en grand nombre dans certains établissements. Le Tableau 36 détaille, par année et par établissement, l'évolution des effectifs totaux à l'Université du Mali durant la période couverte par le PRODEC en fonction des hypothèses retenues. On constate que les trois facultés de Droit/Economie, de Lettres et de Sciences regroupent plus des deux tiers des étudiants et que leur effectif croît alors que celui des autres établissements, plus spécialisés, stagne.

# CONCLUSION

Tableau 36. Effectif d'étudiants dans les plans isomorphes, pour le premier supérieur

Année	Éch. 1000m	Éch. 2000m	Éch. 4000m	Éch. 8000m	N. filets longeur	INP. bulbe courté	INP. bulbe longeur	Fac. Mesurée	INP.	ENSup nouvelle form	ENP. nouvelle form	Institut Univ. Santé	TOTAL
1995 - 1996	288	1 904	2 930	364	496	579	545	1 493	742	—	—	—	9 654
1996 - 1997	973	2 332	2 673	271	634	301	513	1 061	848	—	—	—	10 570
1997 - 1998	1 634	2 748	3 049	103	726	100	642	1 623	878	100	25	100	11 754
1998 - 1999	1 165	2 494	1 905	187	657	180	640	1 882	883	152	27	207	12 546
1999 - 2000	1 970	3 025	3 514	216	548	267	490	1 990	982	203	28	258	13 077
2000 - 2001	1 988	3 110	3 453	215	416	216	385	1 867	860	254	29	302	13 190
2001 - 2002	1 956	3 170	4 050	217	485	216	303	1 056	894	305	31	348	13 465
2002 - 2003	1 866	3 214	4 215	213	384	216	383	1 031	31	306	31	370	13 667
2003 - 2004	1 936	3 269	4 213	213	381	216	323	1 621	929	306	31	371	13 847
2004 - 2005	2 037	3 224	4 469	200	384	210	383	1 828	347	308	31	371	14 054
2005 - 2006	2 069	3 380	4 683	210	383	210	383	1 829	885	306	31	371	14 264
2006 - 2007	2 113	3 450	4 573	210	383	210	383	1 829	982	306	31	371	14 474
2007 - 2008	2 156	3 514	4 567	210	383	210	383	1 829	1 000	306	31	371	14 684
2008 - 2009	2 200	3 585	4 720	210	383	210	383	1 829	1 009	306	31	371	14 846

## VII. LES ASPECTS QUALITATIFS

De nombreuses mesures sont prévues au plan qualitatif dans le cadre du PRODEC pour améliorer la situation actuelle, la plupart de ces améliorations se situant au niveau de l'enseignement fondamental. Schématiquement, ces améliorations peuvent être classées sous six rubriques :

- Programmes
- Méthodes pédagogiques
- Matériel didactique
- Taille des classes
- Types de classe }
- Qualification des enseignants

Ces aspects qualitatifs ont été étudiés en profondeur par le groupe de consultants chargé des aspects qualitatifs au sein du PRODEC. On ne fera que rappeler ici les principaux choix faits au stade actuel du processus de planification, choix qui ont une incidence au niveau du modèle. D'autres propositions, dont l'incidence n'a pas été explicitement prise en compte dans le modèle, ne seront pas explicités ici : introduction des langues nationales et évaluation des formations, notamment.

### VII.1 Au niveau de l'enseignement fondamental

#### VII.1.1 Les programmes

La principale réforme proposée dans le cadre du PRODEC porte sur la création d'un cycle unique de huit ans dans l'enseignement fondamental au lieu des deux cycles actuels de six et trois ans. De plus, ce cycle se veut terminal, c'est à dire que les élèves sortant après huit années de scolarité devraient avoir, mieux qu'à présent, les moyens de s'insérer sur le marché du travail.

L'année 1997-98 devrait être consacrée à la révision des programmes de l'enseignement fondamental et à la mise en place des programmes de la 1ère année. Quant aux programmes des années suivantes, ils seront élaborés progressivement. Pour ce faire, le groupe chargé des questions qualitatives a vivement recommandé la mise en place rapide d'une unité du curriculum chargée d'orienter et de superviser non seulement la révision des programmes mais aussi la réalisation des guides pour les maîtres, des manuels pour les élèves ainsi que les procédures et instruments d'évaluation.

#### VII.1.2 Les méthodes pédagogiques

Les méthodes d'enseignement devraient également être sensiblement modifiées, en particulier avec l'introduction des langues nationales comme langue d'enseignement dans les premiers niveaux d'études et le passage à une pédagogie active fondée sur des projets. D'un autre côté, un enseignement modulaire devrait être introduit. Cet enseignement, axé sur l'observation du milieu et sur la pratique, par opposition à un savoir abstrait, se déroulerait en relation étroite avec des personnes ressources à identifier autour de chaque école.



### VII. 1.3 Le matériel didactique

La situation en regard du matériel didactique devrait également varier rapidement. Jusqu'à présent, une dotation pour l'acquisition de matériel didactique était fixée par élève et par an : 2.500 FCFA dans le premier cycle et 5.000 FCFA dans le second. Si la situation reste identique dans les derniers niveaux d'études, des changements significatifs sont prévus pour les six premiers niveaux :

- (i) Les élèves devraient recevoir des manuels à raison d'un manuel (intégré) à chacun des deux premiers niveaux d'études, de deux manuels à chacun des deux niveaux suivants et de quatre manuels à chacun des deux derniers niveaux. Ces manuels seraient aussi distribués aux élèves scolarisés dans l'enseignement privé et resteraient dans la classe, au moins dans l'enseignement public. Cette distribution accompagnerait la mise en oeuvre des nouveaux programmes et débiterait donc au premier niveau d'études en octobre 1999.
- (ii) Les nouveaux maîtres recevraient une dotation en matériel didactique lors de leur première prise de fonction, cette dotation pouvant prendre plusieurs formes : guide du maître, etc.
- (iii) Une dotation de base est prévue pour les nouvelles classes.
- (iv) Enfin, un crédit annuel forfaitaire pour la classe est prévu pour l'acquisition de fournitures scolaires collectives consommables.

### VII. 1.4 La taille et le type de classes

La taille des classes est aussi un paramètre ayant des implications qualitatives. Sur ce plan, les situations dans le premier cycle sont contrastées puisqu'une amélioration est prévue dans l'enseignement public où la taille moyenne nationale diminue de 53 à 50 élèves et l'enseignement privé où la taille moyenne nationale augmente de 46 à 50 élèves par classes. Ces moyennes nationales cachent, bien entendu, d'énormes disparités inter et intra régionales.

Le type de classe n'a été analysé et pris en compte dans les projections que pour l'enseignement public faute de renseignements sur la situation dans l'enseignement privé. Sur ce point, le statu quo est maintenu puisque la part des classes à double vacation passe de 28% à 29%, celle des classes multigrades restant proche de 26%. Si le désir des populations consultées est de diminuer - voire de supprimer - les classes à double vacation, le coût correspondant obligerait à réduire fortement les crédits ailleurs pour respecter une enveloppe budgétaire déjà jugée maximale. Il a donc été décidé de maintenir, au cours du PRODEC, la part observée dans l'année de base. On soulignera que le maintien de cette part conduit à plus que doubler le nombre des classes à double vacation en douze ans du fait de l'accroissement des effectifs scolarisés dans les trois premiers niveaux d'études où se concentrent ces classes.

### VII. 1.5 La qualification des enseignants

On rappellera ici les principales mesures déjà expliquées plus haut pour certaines.

- (i) Diminution de la part des vacataires dans les six premiers niveaux d'études : passage de 11,4% à 5% en douze ans avec des variations importantes du nombre des vacataires en liaison avec la recherche d'une régularité dans le rythme de recrutement d'élèves-maîtres destinés à devenir des enseignants permanents. Dans les derniers niveaux d'études, la part des vacataires passe de 9,6% à 5% en douze ans avec de très fortes variations entre les extrémités de la période.
- (ii) Recyclage des enseignants en poste actuellement. L'application des nouveaux programmes va être l'occasion de recycler l'ensemble des maîtres. Cette activité va s'étendre sur huit ans au fur et à mesure de l'extension des programmes. Au total, 11 600 maîtres du premier cycle et 6 500 maîtres du deuxième cycle devraient être recyclés à un rythme annuel de 2 000 pendant les six premières années et plus de 3 000 par an durant la 7<sup>e</sup> et la 8<sup>e</sup> années de ce programme de recyclage.
- (iii) Révision du cursus dans l'enseignement normal. Cette révision interviendra avant 1999 puisqu'en octobre 1999 le nouveau cursus entrera en vigueur en 1<sup>ère</sup> année des CFI. Parallèlement à cette introduction du nouveau cursus, les élèves-maîtres déjà recrutés devraient recevoir une formation complémentaire destinée à les préparer à enseigner dans de bonnes conditions les nouveaux programmes.

En résumé, il a été décidé d'entreprendre un réel effort à ce niveau d'enseignement. On ne doit pas cacher la difficulté qu'il y aura à organiser les multiples activités liées à ce louable souci d'accueillir deux fois plus d'élèves en douze ans tout en améliorant leurs conditions de formation. Parallèlement à ces questions d'organisation, il y a des coûts non négligeables à prévoir et, surtout, à programmer au même titre que les activités.

Les conséquences attendues de ces réformes se manifesteront à plusieurs niveaux dans le modèle : (i) les taux de rendement interne varieront sensiblement avec, en particulier, une diminution sensible des redoublements, (ii) le taux de réussite au DEF progressera fortement.

## VII. 2 Au niveau de l'enseignement secondaire

A la différence de l'enseignement fondamental, peu de changements d'ordre qualitatif sont explicitement planifiés dans l'enseignement secondaire. Seule une diminution de la part des enseignants vacataires est prévue dans l'enseignement général et technique : passage de 34% à 20% dans les séries littéraires et scientifiques et de 36% à 25% dans l'enseignement technique. Rien n'est envisagé dans l'enseignement professionnel où, il faut le rappeler, les statistiques relatives au personnel enseignant sont très peu détaillées et d'une fiabilité variable selon les établissements.

## VII. 3 Au niveau de l'enseignement supérieur

A ce niveau également, peu de changements ont été prévus sur le plan qualitatif : la maquette pédagogique ne varie pas et il en est de même pour la taille des groupes et le nombre d'heures assurées par des enseignants vacataires. Seules les dépenses en matériel pédagogique par étudiant régulier sont accrues pour respecter effectivement la norme prévue : 50 000 FCFA par an contre 32 000 FCFA effectivement dépensés en moyenne en 1995-96. Cette augmentation devrait se faire immédiatement.

## VIII. LE FINANCEMENT PRIVÉ DU SYSTÈME ÉDUCATIF

L'une des hypothèses de base du PRODEC est le recours accru à l'enseignement privé pour accueillir les flux supplémentaires d'élèves attendus dans l'enseignement fondamental et, surtout, dans l'enseignement secondaire. Si le secteur privé peut développer des activités dans l'enseignement supérieur, rien n'a été prévu explicitement sur ce point dans les simulations.

Le financement privé du système éducatif peut être entendu comme la partie du financement supportée directement par les familles ou par des structures telles que les communautés dont le but est de fournir un service éducatif à leurs membres. Concrètement, il s'agit de contributions qui ne sont ni publiques, ni étrangères bilatérales, ni internationales.

On s'efforcera, ci-dessous, de caractériser l'évolution de ce type de financement en précisant qu'il ne s'agit pas d'étudier en détail le financement du système éducatif mais seulement de repérer les tendances lourdes.

Le financement privé se manifeste de plusieurs façons dont les principales sont :

- les droits d'inscription ;
- l'achat de fournitures pédagogiques ;
- d'autres dépenses induites par la fréquentation d'un établissement telles que les déplacements, le logement, les repas, etc.

Par ailleurs, l'Etat distribue de plus en plus sélectivement des aides aux familles, aides qui viennent en déduction des dépenses réalisées par celles-ci. Si, par exemple, les aides diminuent, le financement privé sera théoriquement accru. En réalité, cela n'est pas certain car la suppression d'une bourse de l'Etat peut entraîner l'arrêt de la scolarisation dans un établissement privé de l'enfant concerné et donc diminuer les dépenses d'enseignement privé.

Les développements ci-dessous n'estimeront pas les dépenses à la charge des familles mais donneront un certain nombre d'indicateurs de l'effort accru qui devrait être demandé, directement ou non, aux familles.

### VIII.1 Au niveau de l'enseignement fondamental

*Indicateur 1 :* Part des élèves admis en 1ère année et scolarisés dans l'enseignement privé.

	1995-96	2007-08
Admis en 1ère année	14 %	14 %

L'orientation des élèves vers l'enseignement privé n'a pas un coût nul pour l'Etat puisqu'il verse à certains établissements des subventions par élève orienté dans cet ordre d'enseignement ainsi qu'une dotation pour l'acquisition de matériel didactique. La comparaison des coûts unitaires pour l'Etat de deux élèves, l'un inscrit dans l'enseignement public et l'autre dans l'enseignement privé, donne les résultats suivants :

**Tableau 37 : Coût pour l'Etat d'un élève inscrit dans l'enseignement fondamental (en FCFA)**

	1995-96		2007-08		Evolution (en %)	
	Etabl. public	Etabl. privé	Etabl. public	Etabl. privé	Etabl. public	Etabl. privé
Six premiers niveaux d'études	20 000	8 500	16 700	4 600	- 17 %	- 46 %
Derniers niveaux d'études	50 000	16 500	25 500	9 500	- 49 %	- 42 %

A la lecture de ce tableau, on ne peut que constater une diminution des moyens accordés par élève non seulement dans l'enseignement privé mais aussi dans l'enseignement public.

Dans l'enseignement public, à part le matériel pédagogique, les autres dépenses croissent moins vite que le nombre d'élèves. Dans l'enseignement privé, la part des élèves scolarisés dans un établissement privé subventionné diminue de 50% à 20% au cours de la période. Il en découle une baisse progressive de la dotation moyenne par élève (matériel didactique et subvention à l'enseignement catholique).

**Indicateur 2 :** Participation annuelle envisagée des familles à la fourniture de manuels scolaires.

1995-96 : 10 FCFA

1999-2000 : 500 FCFA (en liaison avec l'arrivée des nouveaux manuels)

## VIII. 2 Au niveau de l'enseignement secondaire

A l'issue du DEF, les élèves sont orientés par une commission dans les établissements publics et privés de l'enseignement secondaire. Cette orientation vers l'enseignement privé s'est développée il y a déjà quelques années lorsque la capacité d'accueil des établissements publics s'est avérée insuffisante pour contenir tous les élèves orientables. Concrètement, l'orientation d'un élève s'accompagne d'une subvention versée à l'établissement et destinée à couvrir les frais entraînés par ce recrutement supplémentaire. Il s'y ajoute une dotation pour le matériel didactique. Les familles perçoivent également des transferts au titre des pensions alimentaires si les notes de l'élève sont supérieures ou égales à 12/20.

**Indicateur 1 :** Part des élèves scolarisés dans un établissement privé

	1995-96	2007-08
Secondaire général	2 %	42 %
Secondaire technique	0 %	0 %
Secondaire professionnel	53 %	50 %
Ensemble	16 %	46 %

La très forte croissance des effectifs dans l'enseignement professionnel se fait à parité dans les enseignements privé et public, la part de ce dernier augmentant légèrement. En revanche, c'est

dans l'enseignement général que l'enseignement privé est supposé progresser dans des proportions considérables. Au total, la part de l'enseignement privé triple presque en douze ans à ce niveau d'enseignement.

Comme dans l'enseignement fondamental, on peut comparer le coût de revient pour l'Etat d'un élève orienté selon le statut de l'établissement qui l'accueille et le type d'études suivies.

Tableau 38 : Coût pour l'Etat d'un élève orienté dans l'enseignement secondaire (FCFA)

	1995-96		2007-08	
	Etabl. public	Etabl. privé	Etabl. public	Etabl. privé
Secondaire général	121 000	163 000	104 000	47 500
Secondaire professionnel	322 000	233 000	162 000	82 500
Ensemble	153 000	227 000	139 000	71 500

On peut constater qu'actuellement l'orientation d'un élève dans un établissement privé d'enseignement général coûte en moyenne plus cher à l'Etat que son accueil dans un établissement public. Pour arriver à ces résultats, on a pris en compte les données suivantes :

- Cas de l'enseignement privé. Trois transferts ont été comptabilisés : (i) subvention pour matériel didactique, (ii) subvention à l'élève orienté et (iii) pension alimentaire estimée égale en moyenne à celle observée dans l'enseignement public correspondant.
- Cas de l'enseignement public. Le coût total est obtenu après déduction des sommes correspondant aux trois transferts mentionnés ci-dessus. Ce coût est divisé par les effectifs correspondants.

Il resterait à estimer le coût entraîné par la scolarisation comme candidats libres des élèves non orientés qui seront de plus en plus nombreux. En effet, un certain nombre de familles seront sans doute disposées à financer totalement les études de leur enfant non admis officiellement dans l'enseignement secondaire par l'Etat. Mais d'autres familles, plus pauvres et/ou moins motivées, auront plutôt tendance à arrêter les études de l'enfant.

**Indicateur 2 :** Evolution des sommes versées en titre des bourses aux familles dans l'enseignement public

On constate, à la lecture du tableau ci-dessous, que la suppression envisagée des pensions alimentaires (bourses) dans l'enseignement secondaire conduira à une économie pour l'Etat un peu supérieure à un milliard FCFA par an après une dizaine d'années par rapport à la situation constatée en 1995-96. En réalité, si les critères actuels s'appliquaient aux effectifs scolaires en fin de période, le coût pour l'Etat serait nettement supérieur à un milliard FCFA. L'économie réalisée est donc égale à plusieurs milliards FCFA.

Tableau 39 : Coût pour l'Etat des bourses dans l'enseignement secondaire

	Millions FCFA	
	1995-96	2007-08
Secondaire général	792	0
Secondaire technique	78	0
Secondaire professionnel	298	0
Ensemble	1 168	0

### VIII. 3 Au niveau de l'enseignement supérieur

Ici, également, deux indicateurs seront chiffrés.

**Indicateur 1 :** Montant annuel moyen de la bourse versée par étudiant malien régulier inscrit dans un établissement au Mali

1995-96 : 264 000 FCFA

2007-08 : 152 500 FCFA

Cette réduction provient de la diminution du nombre des bourses complètes, compensée en partie seulement par un léger accroissement du nombre de demi bourses. Le montant de la bourse reste identique sur l'ensemble de la période.

**Indicateur 2 :** Dépenses pour les étudiants maliens scolarisés à l'étranger

1995-96 : 774 millions FCFA

2007-08 : 200 millions FCFA

Il faut nuancer l'évolution qui apparaît à la lecture de ces derniers chiffres. En effet, l'Etat réduit considérablement les crédits destinés au financement d'études à l'étranger mais il est prévu que les étudiants seront envoyés en priorité dans les pays qui accordent le plus d'avantages financiers. L'Etat malien se désengageant des pays dans lesquels scolariser un étudiant lui coûte beaucoup plus cher qu'une scolarisation au Mali, si celle-ci est possible. Par ailleurs, une partie des étudiants non scolarisés à l'étranger par suite de l'absence d'une bourse de l'Etat malien poursuivra ses études sur place avec un coût pour l'Etat. Dans ces deux cas, il n'y a qu'une meilleure gestion des études à l'étranger mais pas de transfert des coûts sur les familles. Ce n'est que si des familles scolarisent à leurs frais leur enfant à l'étranger après suppression des aides de l'Etat qu'il y aura un transfert de coût. Pour le moment, le montant d'un tel transfert est impossible à chiffrer.

## IX. LA SCOLARISATION DES FILLES

Le premier axe prioritaire du PRODEC est une éducation de base pour tous les enfants. Or, actuellement, il existe un écart significatif entre la scolarisation des filles et celle des garçons, écart qui s'accroît à mesure que l'on progresse dans le cursus.

Tableau 40 : Part des filles à des moments-clés  
de la scolarisation en 1995-96  
(hors medersas)

Niveaux	Ensemble du Mali	Région de Kidal	District de Bamako
Entrée en 1ère A d'études	42 %	30 %	48 %
Entrée en 7è A	33 %	13 %	41 %
Entrée en 10è A	23 %	ND	ND

ND : Non disponible.

Comme dans d'autres domaines du secteur éducatif malien, on constate ici encore des écarts considérables entre régions. L'exemple pris ci-dessus concernant les cas extrêmes en matière de scolarisation des filles.

Face à cette situation, le PRODEC est très ambitieux puisqu'il vise l'obtention d'une quasi-parité de scolarisation garçons-filles.

### IX. 1 Au niveau de l'enseignement fondamental

Au cours des six premières années d'études, on peut mesurer l'évolution prévue des taux bruts de scolarisation : le taux relatif aux filles devrait croître à un rythme deux fois plus rapide que celui des garçons (7% en moyenne annuelle pendant douze ans contre 3,5%). Ici, également, les différences régionales sont très fortes : stabilité à Bamako et croissance de l'ordre de 13% l'an dans la région de Kidal (cf. Tableau 41).

Dans les derniers niveaux de l'enseignement fondamental, on ne parle plus de taux de scolarisation mais il est possible de comparer l'évolution prévue des effectifs filles/garçons au niveau national (cf. Tableau 42). On notera qu'un très gros effort doit être fait en direction des filles inscrites en 6è année d'études si l'on veut que leur taux de passage en 7è année atteigne celui fixé ambitieusement à 95% dès 2001-02 contre 55% en 1995-96. Il est vrai que la suppression du certificat de fin d'études de premier cycle à compter de 2000-01 abolira un palier d'études à l'issue duquel 45% des filles abandonnaient.

**Tableau 41 : Evolution comparée des taux bruts  
de scolarisation filles-garçons (en%)  
(six premiers niveaux de l'ens. fondam.)**

Régions	1995-96		2007-08		Taux de croissance annuel du taux de scolarisation (%)	
	Filles	Garçons	Filles	Garçons		
Kayes	25	43	65	68	9	4
Koulikoro	30	52	72	76	8	3
Sikasso	27	34	66	58	8	4
Ségou	26	40	63	65	8	4
Mopti	10	27	61	61	12	7
Tombouctou	19	38	62	64	10	7
Gao	31	33	60	64	10	6
Kidal	13	26	59	60	13	7
Bamako	112	11	114	111	0	-0,5
<b>MALI</b>	<b>31</b>	<b>47</b>	<b>69</b>	<b>71</b>	<b>7</b>	<b>3,5</b>

**Tableau 42 : Evolution prévue des effectifs scolarisés dans les  
derniers niveaux de l'enseignement fondamental**

		1995-96	2006-07(*)	Coeff. multiplicateur
Enseig. public	Filles	31 000	158 000	x 5
	Garçons	26 000	186 000	x 3
Enseig. privé	Filles	2 000	43 000	x 21
	Garçons	3 000	46 000	x 15
Ensemble	Filles	33 000	201 000	x 6
	Garçons	29 000	232 000	x 4

(\*) : Il s'agit de la dernière année dans laquelle l'enseignement fondamental comporte neuf niveaux d'études. Cette année a été retenue de préférence à 2007-08 par souci d'homogénéité dans les comparaisons.



## IX. 2 Au niveau de l'enseignement secondaire

Ainsi qu'on l'a vu plus haut, à l'entrée de l'enseignement secondaire les filles représentent moins du quart des effectifs. Ici encore, le PRODEC vise à accroître significativement la part des filles dans l'enseignement secondaire et, en particulier, au niveau de diplômés. Le tableau ci-dessous fournit des indications sur la situation dans les années terminales.

Tableau 43 : Part des filles dans les années terminales  
des filières de l'enseignement secondaire (en %)

	1995-96	2007-08
Terminale bac général	12	16
Terminale bac technique	11	36
2 <sup>e</sup> année de CAP		
- Industrie	5	49
- Tertiaire	40	64
1 <sup>re</sup> année de BT		
- Industrie	18	46
- Tertiaire	75	61

## IX. 3 Au niveau de l'enseignement supérieur

L'absence de statistiques présentées par sexe à l'entrée et dans l'ensemble de l'enseignement supérieur n'a pas permis d'étudier la situation des filles à ce niveau d'enseignement. La simulation ne concerne que l'ensemble des étudiants.

Au total, on attendra le sonnet de combler l'écart entre garçons et filles en matière de scolarisation. Faire des prévisions est un exercice utile mais il faudra très rapidement mettre en œuvre des mesures ciblées destinées à favoriser la scolarisation des filles faute de quoi les objectifs seront rapidement hors d'atteinte.

## X. LES ASPECTS FINANCIERS

Les tableaux qui suivent récapitulent, pour chaque niveau d'enseignement, les dépenses prévues dans le scénario de référence décrit précédemment. Dans chaque cas, un ou plusieurs graphiques illustrent les évolutions les plus significatives. Enfin, deux tableaux fournissent une récapitulation de l'ensemble des dépenses pour chacune des années couvertes par le PRODEC. On peut ainsi mesurer, d'une façon synthétique, l'évolution des parts respectives de chaque niveau d'enseignement.

Tableau 44 : Part des niveaux d'enseignement dans les dépenses d'éducation (%)

	Pré-scolaire et alphabétisation	Fondamental	Secondaire	Supérieur	Total
1995-1996	1	55	25	18	100
1996-1997	1	56	25	19	100
1997-1998	1	58	23	19	100
1998-1999	1	61	20	19	100
1999-2000	1	64	19	16	100
2000-2001	1	64	20	15	100
2001-2002	1	65	20	13	100
2002-2003	1	62	24	13	100
2003-2004	1	63	25	12	100
2004-2005	1	60	27	12	100
2005-2006	1	62	25	13	100
2006-2007	1	59	29	13	100
2007-2008	1	54	35	10	100

On notera que, sur l'ensemble de la période, la part de l'enseignement fondamental reste quasiment identique, celle correspondant à l'actuel 1er cycle diminuant même. Il faut se rappeler que le coût de l'élève est le plus faible dans ces premières années de l'enseignement fondamental et que les effectifs doublient seulement alors que dans les derniers niveaux d'études (ex-2<sup>e</sup> cycle) les effectifs quintuplent et qu'un élève à ces niveaux coûte 2,6 fois plus cher que dans l'ex-1<sup>er</sup> cycle.

L'enseignement normal se caractérise par une consommation très rapidement croissante de crédits mais celle-ci se stabilise dès l'an 2001 si bien que la part de cet enseignement diminue à partir de cette date par suite de la croissance continue des crédits consommés dans les autres niveaux d'enseignement.

L'enseignement secondaire général voit sa part diminuer de près de moitié du fait de la stabilisation des crédits consommés tandis que l'enseignement professionnel voit sa part presque doubler, conséquence du choix en faveur de cet enseignement.

Enfin, la part de l'enseignement supérieur diminue fortement en liaison avec la stabilisation du nombre d'étudiants.

**Graphique 22 : Evolution des parts de chaque niveau d'enseignement dans les dépenses d'éducation**

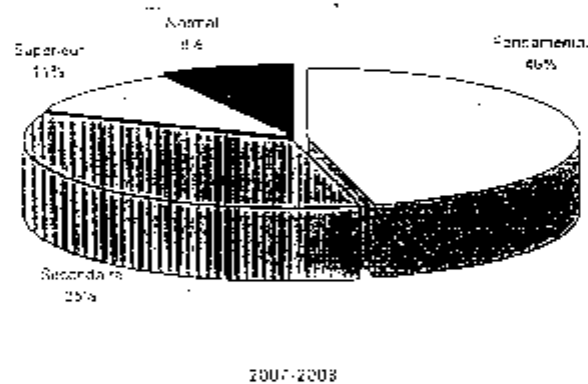
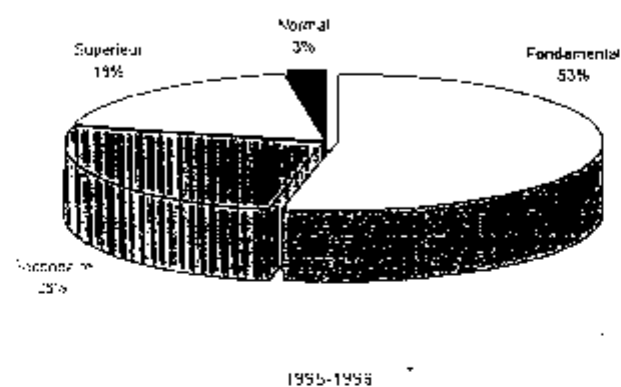


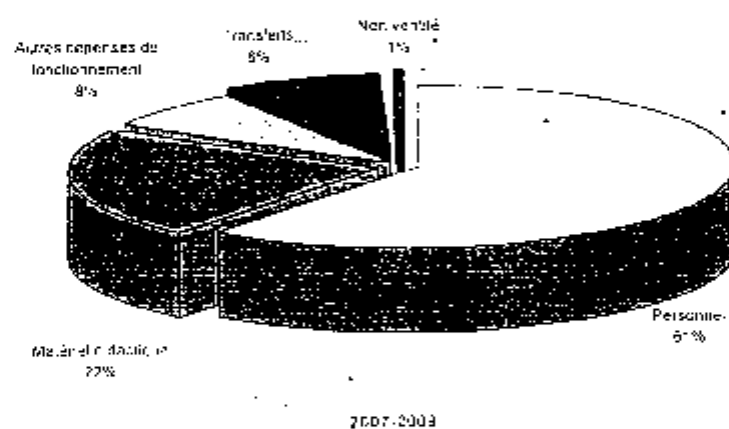
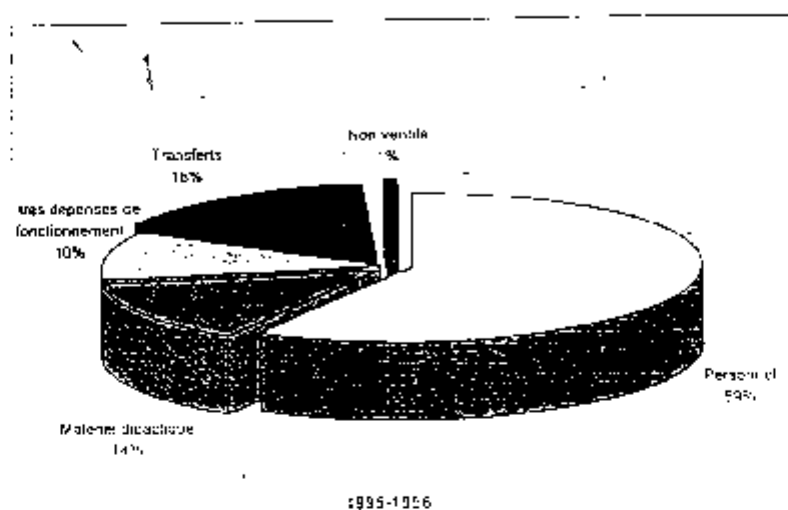
Tableau 45 : Budget par niveau d'enseignement (milliers FCFA)

	Préfecture de département	Enseigne- ment normal (CAP et CEF)	5-1	FF2	Secondaire général	Secondaire technique	Secondaire professionnel	Enseignement supérieur	TOTAL
1995-1996	300 000	734 385	1 534 015	4 340 203	3 043 401	377 538	3 354 036	5 265 429	30 132 839
1996-1997	367 230	1 467 280	2 134 044	4 433 214	4 133 100	332 657	3 552 033	6 086 568	32 476 183
1997-1998	374 535	2 588 851	2 588 085	4 264 853	3 085 510	306 416	2 754 235	6 505 242	35 045 768
1998-1999	382 050	3 841 315	3 580 173	5 418 240	3 637 250	298 523	3 821 899	6 588 752	37 450 720
1999-2000	389 857	4 104 580	3 410 856	6 511 335	3 186 457	307 470	4 081 987	6 378 522	39 451 384
2000-2001	397 431	4 301 312	3 767 105	7 496 763	2 881 953	332 649	4 696 885	5 901 040	38 406 180
2001-2002	406 441	4 571 942	3 625 350	8 196 248	2 820 889	375 951	5 203 290	5 874 788	40 974 341
2002-2003	410 550	5 067 118	3 375 400	8 563 588	2 989 808	438 802	5 705 307	5 936 454	44 601 304
2003-2004	421 321	5 005 411	3 137 213	8 030 060	3 250 222	495 624	6 434 393	5 987 888	48 653 692
2004-2005	430 352	5 225 011	3 156 312	8 144 714	3 497 379	550 862	6 417 557	6 084 173	49 698 286
2005-2006	435 302	5 101 272	3 240 261	8 502 825	3 629 387	544 237	6 714 451	6 779 389	54 300 282
2006-2007	442 634	4 806 305	3 252 705	8 891 791	3 833 921	577 768	11 342 723	6 275 376	54 721 478
2007-2008	450 552	4 079 010	3 307 673	7 605 254	4 310 762	615 152	16 136 135	6 377 153	60 332 806

Tableau 46 : Budget par niveau d'enseignement (%)

	Enseignement normal (CAP et CEF)	5-1	FF2	Secondaire général	Secondaire technique	Secondaire professionnel	Enseignement supérieur	TOTAL
1995-1996	3	38	14	13	1	11	13	100
1996-1997	3	37	14	13	1	11	12	100
1997-1998	3	37	14	11	1	11	12	100
1998-1999	3	36	14	9	1	10	13	100
1999-2000	3	37	17	8	1	10	13	100
2000-2001	2	33	19	7	1	12	15	100
2001-2002	1	36	19	6	1	13	13	100
2002-2003	1	32	19	7	1	16	13	100
2003-2004	1	34	18	2	1	17	12	100
2004-2005	1	31	18	7	1	19	12	100
2005-2006	1	36	18	7	1	19	11	100
2006-2007	1	32	16	7	1	20	11	100
2007-2008	1	33	13	7	1	27	10	100

**Graphique 23 : Evolution des types de coût  
dans les dépenses d'éducation**



# ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

Tableau 47 : Dépenses d'éducation dans le premier cycle du secondaire

Année	Vacances	Elev. perm. charges cours	PNE	Fonctionn.	PNE	Autres dep. fonctionn.	Subvention ext. prive	Autres dep. fonctionn.	Subvention ext. prive	Divers	TOTAL
1995-1996	500 281	5 294 000	1 024 230	1 024 230	0	0	0	0	0	0	0
1996-1997	500 254	5 425 375	1 041 900	1 041 900	0	0	0	0	0	0	0
1997-1998	505 083	5 699 030	1 035 754	1 035 754	0	0	0	0	0	0	0
1998-1999	513 635	5 915 003	1 072 865	1 072 865	0	0	0	0	0	0	0
1999-2000	545 385	6 124 633	2 015 574	2 015 574	0	0	0	0	0	0	0
2000-2001	545 127	6 232 321	2 040 863	2 040 863	0	0	0	0	0	0	0
2001-2002	544 825	6 338 930	2 081 090	2 081 090	0	0	0	0	0	0	0
2002-2003	544 180	6 443 358	2 123 249	2 123 249	0	0	0	0	0	0	0
2003-2004	525 790	6 985 451	2 159 213	2 159 213	0	0	0	0	0	0	0
2004-2005	521 625	7 413 600	2 380 035	2 380 035	0	0	0	0	0	0	0
2005-2006	493 543	7 986 144	2 378 151	2 378 151	0	0	0	0	0	0	0
2006-2007	472 305	8 385 030	2 388 671	2 388 671	0	0	0	0	0	0	0
2007-2008	434 803	8 291 477	2 072 236	2 072 236	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 48 : Dépenses d'éducation dans le deuxième cycle du secondaire

Année	Vacances	Elev. perm. charges cours	PNE	Fonctionn.	PNE	Autres dep. fonctionn.	Subvention ext. prive	Autres dep. fonctionn.	Subvention ext. prive	Divers	TOTAL
1995-1996	168 927	2 480 524	550 530	550 530	0	0	0	0	0	0	0
1996-1997	93 228	2 436 115	550 530	550 530	0	0	0	0	0	0	0
1997-1998	166 998	2 982 305	558 530	558 530	0	0	0	0	0	0	0
1998-1999	449 297	3 220 080	558 530	558 530	0	0	0	0	0	0	0
1999-2000	1 092 554	3 279 481	558 530	558 530	0	0	0	0	0	0	0
2000-2001	1 839 846	3 424 430	558 530	558 530	0	0	0	0	0	0	0
2001-2002	1 879 505	3 572 556	558 530	558 530	0	0	0	0	0	0	0
2002-2003	2 022 674	3 722 076	558 530	558 530	0	0	0	0	0	0	0
2003-2004	1 959 436	3 871 003	558 530	558 530	0	0	0	0	0	0	0
2004-2005	1 315 463	4 021 721	558 530	558 530	0	0	0	0	0	0	0
2005-2006	1 308 805	4 172 339	558 530	558 530	0	0	0	0	0	0	0
2006-2007	1 328 615	4 323 450	558 530	558 530	0	0	0	0	0	0	0
2007-2008	183 112	4 475 042	558 530	558 530	0	0	0	0	0	0	0

## ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

Tableau 49 : Dépenses en matériel didactique dans l'EF1

	Dép. collect. (public)	Manuel scolaire élève		Autres mat. scolar. élève		Total (000 FCFA)		
		Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Total
1995-1996								
1996-1997	0	0	0	1 499 217	184 863	1 499 217	184 863	1 574 079
1997-1998	0	0	0	1 593 194	234 963	1 593 194	234 963	1 828 177
1998-1999	0	0	0	1 690 914	292 688	1 690 914	292 688	1 983 602
1999-2000	135 903	1 903 302	428 656			2 044 205	428 656	2 472 861
2000-2001	143 137	100 455	116 576			243 591	116 576	360 168
2001-2002	152 732	2 038 917	547 396			2 189 649	547 396	2 737 045
2002-2003	164 530	251 096	232 050			415 926	232 050	647 976
2003-2004	174 192	2 192 040	659 119			2 366 232	659 119	3 025 351
2004-2005	182 456	414 927	342 788			537 382	342 788	940 170
2005-2006	190 060	2 348 513	756 926			2 538 583	756 926	3 295 507
2006-2007	197 280	549 892	423 137			746 172	423 137	1 169 369
2007-2008	202 154	2 425 576	797 018			2 627 730	797 018	3 424 749

## ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

Tableau 50 : Dépenses d'éducation dans l'EF1 par nature

	En millions de FCFA	
	Fonct. ensei.	Total
1995-1996	8 042 729	11 534 676
1996-1997	8 278 420	11 534 676
1997-1998	5 915 750	11 534 676
1998-1999	10 410 706	11 534 676
1999-2000	19 812 151	11 534 676
2000-2001	11 310 567	11 534 676
2001-2002	11 569 437	11 534 676
2002-2003	12 232 737	11 534 676
2003-2004	12 702 738	11 534 676
2004-2005	13 423 845	11 534 676
2005-2006	14 022 245	11 534 676
2006-2007	14 759 340	11 534 676
2007-2008	15 158 834	11 534 676

Tableau 51 : Dépenses d'éducation dans l'EF2 par nature

	En millions de FCFA	
	Personnel	Total
1995-1996	3 487 706	4 340 202
1996-1997	3 570 511	4 340 202
1997-1998	3 801 728	4 340 202
1998-1999	4 274 904	4 340 202
1999-2000	5 094 099	4 340 202
2000-2001	5 310 951	4 340 202
2001-2002	6 316 984	4 340 202
2002-2003	6 538 116	4 340 202
2003-2004	6 881 334	4 340 202
2004-2005	6 805 407	4 340 202
2005-2006	6 974 164	4 340 202
2006-2007	7 152 811	4 340 202
2007-2008	6 431 035	4 340 202

Tableau 52 : Dépenses d'éducation dans l'EF1 par fonction

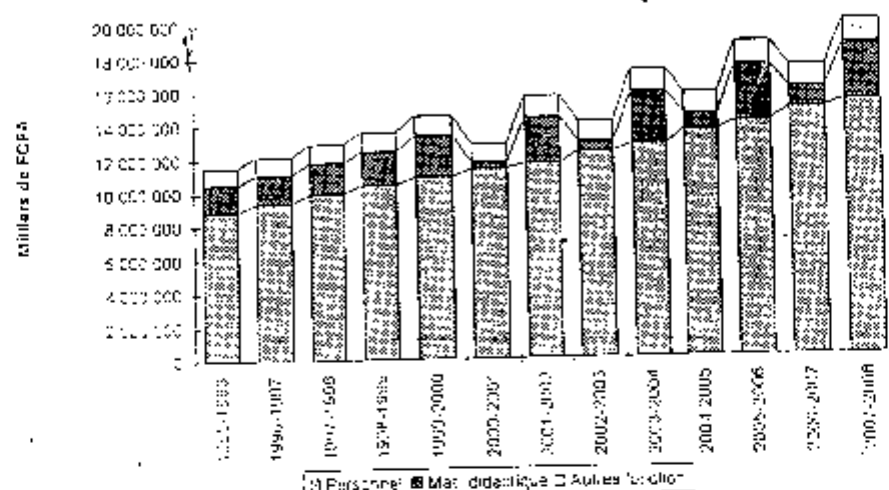
	En millions de FCFA	
	Fonct. ensei.	Total
1995-1996	10 069 829	11 534 676
1996-1997	10 536 706	11 534 676
1997-1998	11 599 098	11 534 676
1998-1999	11 727 203	11 534 676
1999-2000	12 536 762	11 534 676
2000-2001	10 601 413	11 534 676
2001-2002	13 207 413	11 534 676
2002-2003	11 482 165	11 534 676
2003-2004	14 353 991	11 534 676
2004-2005	12 645 884	11 534 676
2005-2006	15 507 589	11 534 676
2006-2007	13 720 345	11 534 676
2007-2008	16 285 403	11 534 676

Tableau 53 : Dépenses d'éducation dans l'EF2 par fonction

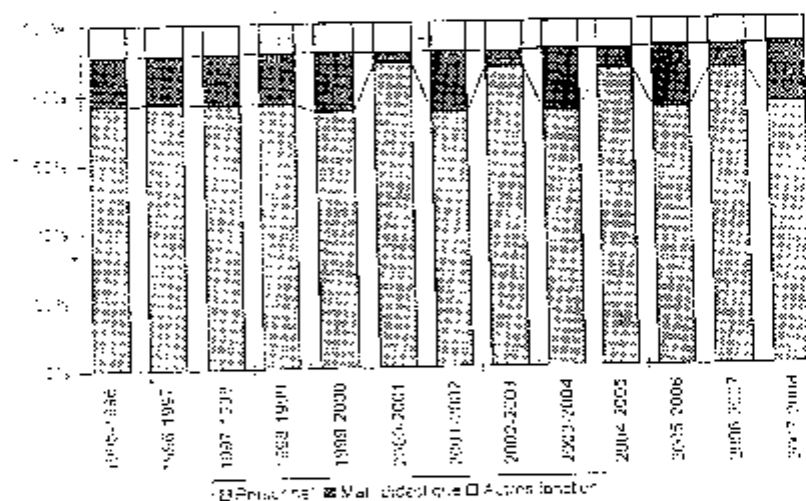
	En millions de FCFA	
	Fonct. ensei.	Total
1995-1996	3 424 923	4 340 202
1996-1997	3 503 594	4 340 202
1997-1998	3 929 169	4 340 202
1998-1999	4 470 991	4 340 202
1999-2000	5 555 778	4 340 202
2000-2001	6 523 751	4 340 202
2001-2002	7 235 493	4 340 202
2002-2003	7 501 578	4 340 202
2003-2004	7 934 760	4 340 202
2004-2005	8 136 265	4 340 202
2005-2006	8 402 826	4 340 202
2006-2007	8 852 172	4 340 202
2007-2008	6 568 741	4 340 202



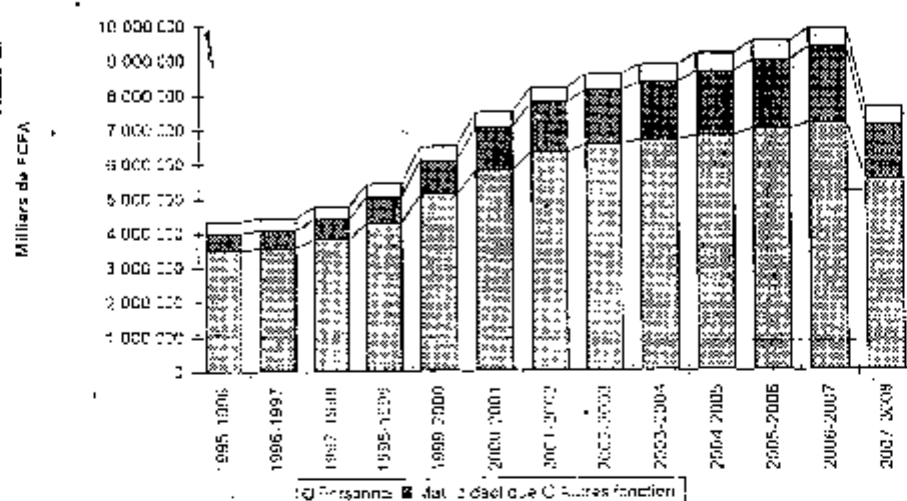
Graphique 24 : Six premiers niveaux de l'enseignement fondamental :  
Dépenses par nature



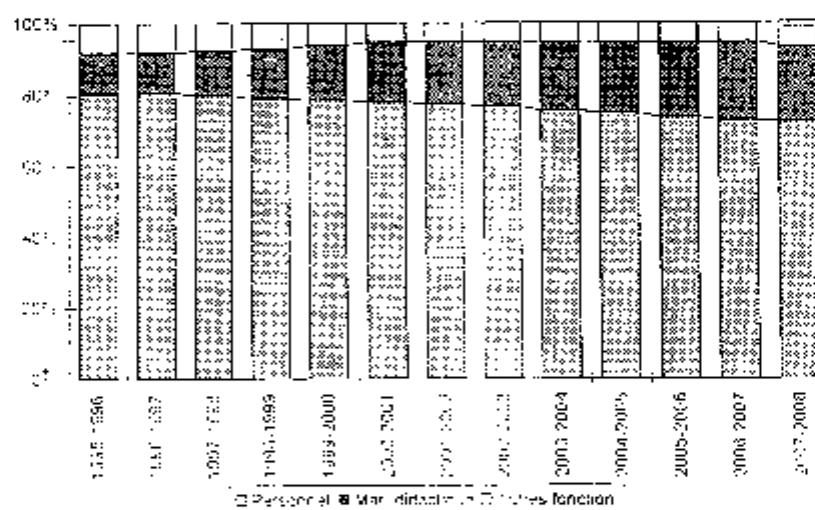
Graphique 25 : Six premiers niveaux de l'enseignement fondamental :  
Répartition des dépenses par nature



Graphique 26 : Derniers niveaux de l'enseignement fondamental :  
Dépenses par nature



Graphique 27 : Derniers niveaux de l'enseignement fondamental :  
Répartition des dépenses par nature



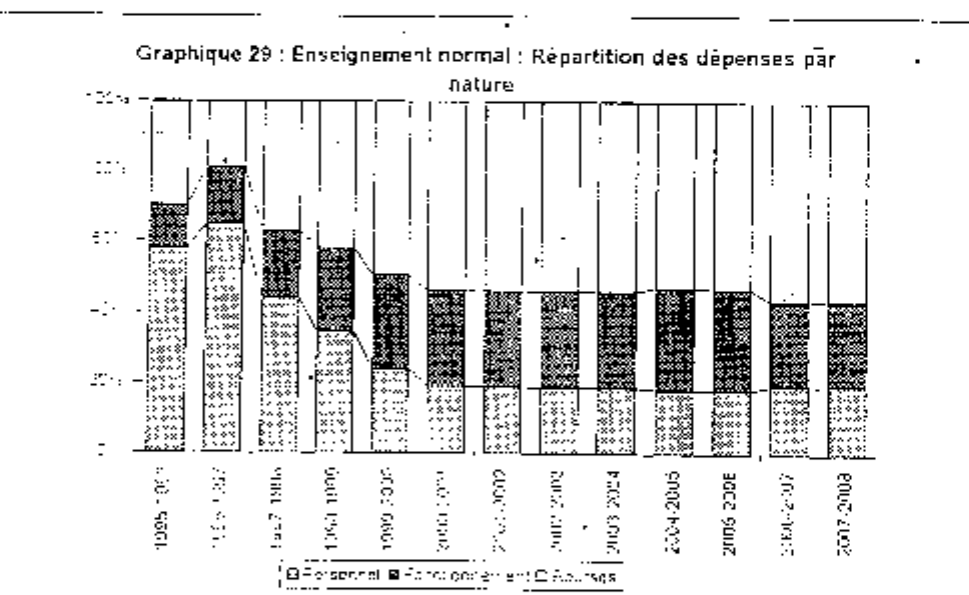
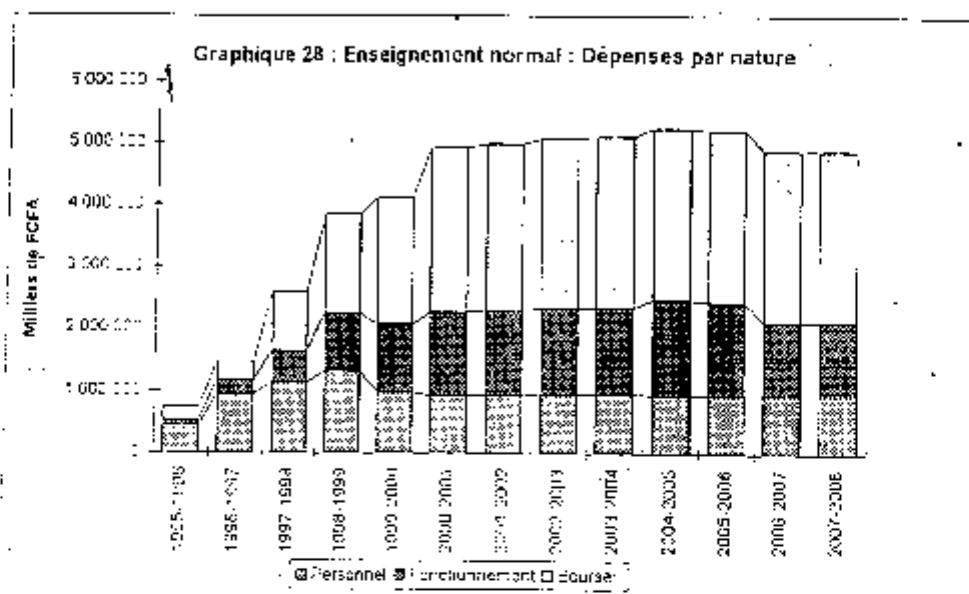
# ENSEIGNEMENT NORMAL

Tableau 54 : Projection des dépenses

CAP		Personnel nos CAP		Concours de Formation continue		Fonctionnaire		Bourgeois		Personnel attachés		Enseignement normal actuel		Formation continue des enseignants permanents		TOTAL Enseig. normal	
1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	
	40.425	424.924	465.205	527.592	568.961	568.961	568.961	568.961	568.961	568.961	568.961	568.961	568.961	568.961	568.961	568.961	
	117.000	129.000	141.000	143.000	165.000	165.000	165.000	165.000	165.000	165.000	165.000	165.000	165.000	165.000	165.000	165.000	
	10.991	23.997	35.303	48.008	48.008	48.008	48.008	48.008	48.008	48.008	48.008	48.008	48.008	48.008	48.008	48.008	
	34.200	263.038	311.318	327.850	327.850	327.850	327.850	327.850	327.850	327.850	327.850	327.850	327.850	327.850	327.850	327.850	
	1.1824	2.19.90	2.19.90	2.19.90	2.19.90	2.19.90	2.19.90	2.19.90	2.19.90	2.19.90	2.19.90	2.19.90	2.19.90	2.19.90	2.19.90	2.19.90	
	2.755.360	2.755.360	2.755.360	2.755.360	2.755.360	2.755.360	2.755.360	2.755.360	2.755.360	2.755.360	2.755.360	2.755.360	2.755.360	2.755.360	2.755.360	2.755.360	
	4.801.312	4.801.312	4.801.312	4.801.312	4.801.312	4.801.312	4.801.312	4.801.312	4.801.312	4.801.312	4.801.312	4.801.312	4.801.312	4.801.312	4.801.312	4.801.312	
	5.057.318	5.057.318	5.057.318	5.057.318	5.057.318	5.057.318	5.057.318	5.057.318	5.057.318	5.057.318	5.057.318	5.057.318	5.057.318	5.057.318	5.057.318	5.057.318	
	5.000.431	5.000.431	5.000.431	5.000.431	5.000.431	5.000.431	5.000.431	5.000.431	5.000.431	5.000.431	5.000.431	5.000.431	5.000.431	5.000.431	5.000.431	5.000.431	
	5.225.001	5.225.001	5.225.001	5.225.001	5.225.001	5.225.001	5.225.001	5.225.001	5.225.001	5.225.001	5.225.001	5.225.001	5.225.001	5.225.001	5.225.001	5.225.001	
	5.192.272	5.192.272	5.192.272	5.192.272	5.192.272	5.192.272	5.192.272	5.192.272	5.192.272	5.192.272	5.192.272	5.192.272	5.192.272	5.192.272	5.192.272	5.192.272	
	4.889.305	4.889.305	4.889.305	4.889.305	4.889.305	4.889.305	4.889.305	4.889.305	4.889.305	4.889.305	4.889.305	4.889.305	4.889.305	4.889.305	4.889.305	4.889.305	
	4.870.040	4.870.040	4.870.040	4.870.040	4.870.040	4.870.040	4.870.040	4.870.040	4.870.040	4.870.040	4.870.040	4.870.040	4.870.040	4.870.040	4.870.040	4.870.040	

Tableau 55 : Nombre du CAP

1997-1998	2
1998-1999	4
1999-2000	7
2000-2001	5
2001-2002	9
2002-2003	9
2003-2004	9
2004-2005	9
2005-2006	9
2006-2007	9
2007-2008	9
2008-2009	8



**ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : PRINCIPAUX RESULTATS FINANCIERS**

Tableau 56 : Enseignement secondaire général

	Matériel didactique						Transferts				(Milliers de FCFA)			
	P. enseignant	Et sup	Matérielle	NSF	Publie	Prive	Total	Aut. loc.	Subs. privé	Publie	Privé	Total	Divers	Total
1996-1996	1 124 664	31 483	362 235	267 873			682 293	764 773	35 520			807 119	22 494	3 943 491
1996-1997	1 273 832	44 239	358 807	267 873	750 297	18 295	763 592	580 069	41 004	755 298	18 417	773 715	22 944	4 133 165
1997-1998	1 189 210	41 296	146 301	267 873	706 961	23 750	724 714	555 600	48 562	627 229	21 254	648 484	23 403	3 885 513
1998-1999	1 051 729	35 828	125 219	267 873	606 371	39 817	646 189	811 382	69 069	474 726	31 199	505 925	23 871	3 537 255
1999-2000	903 724	29 662	102 404	267 873	502 176	64 958	567 134	827 815	92 385	317 213	43 594	360 811	24 348	3 196 451
2000-2001	750 087	23 073	78 651	267 873	397 720	105 136	497 856	844 371	116 817	219 632	58 798	278 430	24 835	2 881 999
2001-2002	675 808	20 212	67 704	267 873	315 814	137 876	502 690	861 359	175 418	154 138	70 635	224 773	25 942	2 820 666
2002-2003	681 377	20 943	65 605	267 873	35 271	120 649	591 821	828 480	255 566	121 546	77 000	198 606	25 838	2 989 801
2003-2004	742 652	24 528	86 568	267 873	22 089	290 481	723 529	896 051	332 557	94 820	66 995	161 865	26 355	3 256 222
2004-2005	811 376	28 565	93 303	267 873	39 175	358 261	852 394	913 915	308 068	53 270	40 072	95 342	26 882	3 487 371
2005-2006	866 524	31 970	102 551	267 873	552 021	401 098	954 119	912 234	445 664	0	0	0	27 420	3 628 381
2006-2007	912 922	35 023	110 995	267 873	601 480	438 068	1 041 548	950 899	486 742	0	0	0	27 968	3 833 971
2007-2008	967 693	38 511	126 271	267 873	936 239	478 958	1 415 218	969 977	532 209	0	0	0	28 528	4 340 761

Tableau 57 : Enseignement secondaire technique

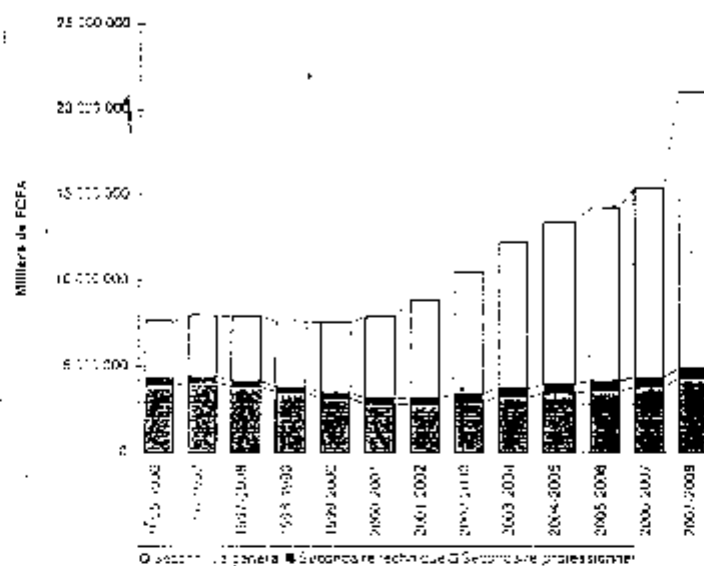
	Millions de FCFA				
	P. enseignant	Heures sup.	Variation	ppp	Mon. de base
1995-1996	56 414	2 597	20 248	76 058	31 136
1996-1997	58 294	2 876	16 298	75 058	34 950
1997-1998	60 835	2 369	8 747	76 005	38 415
1998-1999	48 455	2 566	8 371	76 005	35 373
1999-2000	51 361	2 711	5 968	76 058	37 138
2000-2001	59 081	3 153	13 693	76 058	36 516
2001-2002	72 930	4 361	13 739	75 998	37 917
2002-2003	94 261	5 985	18 366	76 008	127 159
2003-2004	115 287	7 611	21 947	76 008	151 399
2004-2005	131 480	9 361	25 538	76 038	184 456
2005-2006	142 416	10 086	28 933	76 008	206 431
2006-2007	151 389	11 011	30 944	76 008	226 973
2007-2008	161 396	12 253	33 123	76 058	249 414

Tableau 58 : Enseignement secondaire professionnel

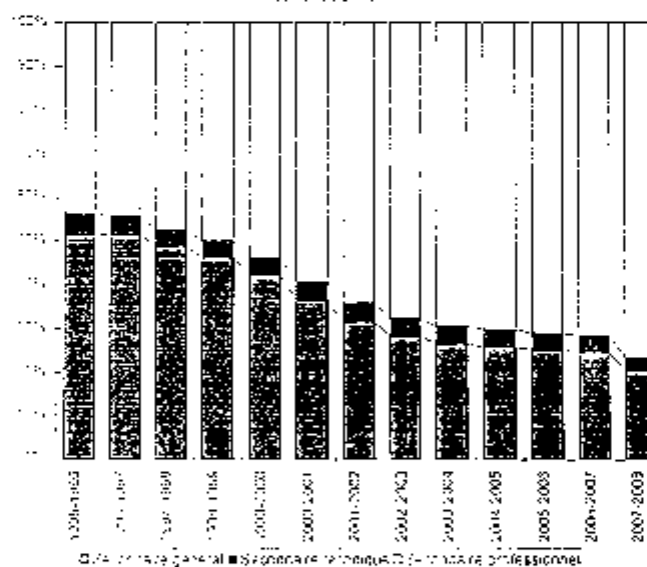
	Millions de FCFA					Transferts					Millions de FCFA				
	P. enseignant	Compétent	Heures sup.	ppp	Mon. de base	P. privé	Total	An. inv.	Public	Privé	Total	Divers	Subv. privé	Total	
1995-1996	492 451	9	12 711	14 696	14 696	247 487	880 357	240 074	221 932	375 028	632 087	4 499	689 420	3 354 095	
1996-1997	976 073		19 973	14 696	14 696	247 487	583 333	605 364	227 243	233 044	460 287	4 589	564 632	3 552 403	
1997-1998	1 106 050		20 816	14 696	14 696	247 487	631 293	797 169	214 400	179 716	394 116	4 774	482 314	3 734 233	
1998-1999	1 188 253		21 129	14 696	14 696	259 152	680 651	838 006	269 136	180 035	369 152	4 870	495 874	4 081 981	
1999-2000	1 279 326		28 750	14 696	14 696	309 057	816 570	897 730	212 235	186 444	398 679	4 967	615 646	4 696 888	
2000-2001	1 423 890		31 934	14 696	14 696	344 596	1 101 871	915 205	218 115	212 836	430 971	5 066	903 718	5 703 901	
2001-2002	1 664 951		112 912	14 696	14 696	744 160	1 508 061	931 307	219 145	223 503	442 647	5 168	1 283 047	7 103 301	
2002-2003	1 065 850		146 300	14 696	14 696	1 042 280	2 065 233	933 177	183 617	183 353	372 970	5 271	1 656 679	8 434 399	
2003-2004	2 510 617		165 303	14 696	14 696	1 125 173	2 610 208	971 210	106 016	100 186	215 203	5 376	1 939 996	10 417 591	
2004-2005	2 494 621		215 894	14 696	14 696	1 528 267	3 017 166	990 643	0	0	0	0	2 165 847	10 134 431	
2005-2006	3 242 822		240 245	14 696	14 696	1 681 848	3 321 900	1 010 438	0	0	0	0	2 369 528	11 042 722	
2006-2007	1 601 648		277 193	14 696	14 696	1 825 206	3 616 305	1 073 667	0	0	0	0	2 369 528	11 042 722	
2007-2008	5 026 939		419 747	14 696	14 696	2 375 307	5 522 205	1 051 280	0	0	0	0	3 565 563	16 136 133	

\* Le comparatif est été réalisé au coût moyen d'une projection

Graphique 30 : Enseignement secondaire : Dépenses par type d'établissement



Graphique 31 : Enseignement secondaire : Dépenses par type d'établissement



# L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : PRINCIPAUX RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 59 : Dépenses d'éducation dans l'enseignement supérieur par nature

Année	Spécifications relatives au financement										En millions de FCFA	
	Enseignement	Non enseignement	Matériel	Logistique	Autres	Transferts	Administration	Crédits à l'étranger	Charges non courantes	TOTAL		
1995 - 1996	207 240	1 012 000	2 681 515	206 711	2 261 967	2 261 967	658 405	713 978	120 978	5 438 428		
1996 - 1997	475 207	37 994	1 612 281	302 345	2 207 302	2 207 302	651 205	859 382	0	3 058 568		
1997 - 1998	765 154	125 057	3 177 062	319 348	2 487 609	2 487 609	654 295	944 387	0	6 508 242		
1998 - 1999	910 223	106 583	3 177 062	319 348	2 487 609	2 487 609	654 295	944 387	0	6 508 242		
1999 - 2000	832 547	200 349	3 091 557	345 510	2 251 202	2 251 202	651 152	429 591	0	6 583 752		
2000 - 2001	1 862 484	210 710	6 022 287	356 868	2 604 246	2 604 246	704 455	200 000	0	6 348 822		
2001 - 2002	1 736 567	219 486	6 001 629	368 352	2 646 447	2 646 447	719 054	200 000	0	6 901 048		
2002 - 2003	1 608 085	220 976	6 478 508	378 154	1 051 702	1 051 702	732 435	200 000	0	6 874 788		
2003 - 2004	1 774 217	222 185	6 557 213	383 013	1 948 645	1 948 645	748 104	200 000	0	6 936 484		
2004 - 2005	1 851 344	223 287	6 557 213	383 013	1 948 645	1 948 645	748 104	200 000	0	6 987 988		
2005 - 2006	1 851 344	223 287	6 557 213	383 013	1 948 645	1 948 645	748 104	200 000	0	6 987 988		
2006 - 2007	1 851 344	223 287	6 557 213	383 013	1 948 645	1 948 645	748 104	200 000	0	6 987 988		
2007 - 2008	1 851 344	223 287	6 557 213	383 013	1 948 645	1 948 645	748 104	200 000	0	6 987 988		
2008 - 2009	1 851 344	223 287	6 557 213	383 013	1 948 645	1 948 645	748 104	200 000	0	6 987 988		

Tableau 60 : Dépenses d'éducation dans les établissements d'enseignement supérieur

Année	Spécifications relatives au financement										En millions de FCFA	
	FAO Sciences	FAO Lettres	FAO Droit	LEI	IPA	Fac. Médecine	IOG	ENSA Nouvelle Form	ENSA Nouvelle Form	Institut Univ./Santé	Total	
1995 - 1996	205 815	637 274	970 345	562 857	608 085	670 432	345 739	52 508	17 285	50 908	3 936 023	
1996 - 1997	561 433	854 986	1 010 256	543 202	557 020	775 198	298 878	72 229	17 144	108 554	4 748 118	
1997 - 1998	805 288	1 001 010	1 010 256	543 202	557 020	821 987	300 490	89 180	16 257	123 355	5 220 239	
1998 - 1999	1 020 375	1 057 325	995 885	527 463	532 662	820 588	290 555	101 354	15 292	138 608	4 839 485	
1999 - 2000	1 014 322	1 046 130	981 213	527 463	532 662	736 115	278 703	111 728	15 253	145 123	4 810 511	
2000 - 2001	1 014 322	1 046 130	981 213	527 463	532 662	736 115	278 703	111 728	15 253	145 123	4 810 511	
2001 - 2002	978 460	966 571	966 571	513 363	513 363	710 609	273 226	103 031	14 803	142 981	4 890 048	
2002 - 2003	978 460	966 571	966 571	513 363	513 363	710 609	273 226	103 031	14 803	142 981	4 890 048	
2003 - 2004	978 460	966 571	966 571	513 363	513 363	710 609	273 226	103 031	14 803	142 981	4 890 048	
2004 - 2005	1 020 375	1 057 325	995 885	527 463	532 662	820 588	290 555	101 354	15 292	138 608	4 839 485	
2005 - 2006	1 020 375	1 057 325	995 885	527 463	532 662	820 588	290 555	101 354	15 292	138 608	4 839 485	
2006 - 2007	1 020 375	1 057 325	995 885	527 463	532 662	820 588	290 555	101 354	15 292	138 608	4 839 485	
2007 - 2008	1 020 375	1 057 325	995 885	527 463	532 662	820 588	290 555	101 354	15 292	138 608	4 839 485	
2008 - 2009	1 020 375	1 057 325	995 885	527 463	532 662	820 588	290 555	101 354	15 292	138 608	4 839 485	



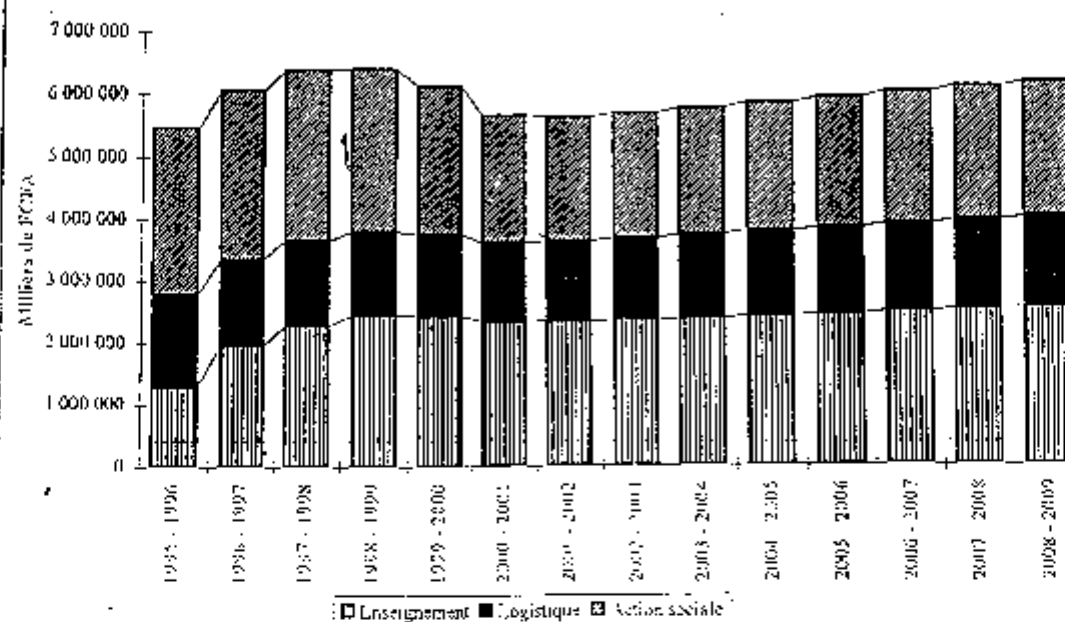
Annexe 6 : Dépenses d'éducation dans l'enseignement supérieur par fonction

Année	Enseignement	Milliers de FCFA	
		Fonction	Action sociale
1995 - 1996	1 297 860	1 484 251	2 686 319
1996 - 1997	1 566 067	1 306 024	2 713 850
1997 - 1998	2 276 904	1 365 612	2 738 023
1998 - 1999	2 434 909	1 343 360	2 603 266
1999 - 2000	2 424 633	1 313 367	2 381 621
2000 - 2001	2 337 232	280 473	2 028 096
2001 - 2002	2 422 493	1 341 253	1 978 229
2002 - 2003	2 350 184	1 323 964	2 000 872
2003 - 2004	2 381 190	1 345 033	2 020 214
2004 - 2005	2 415 439	1 366 078	2 049 810
2005 - 2006	2 455 403	1 393 173	2 081 100
2006 - 2007	2 486 250	1 416 692	2 111 552
2007 - 2008	2 529 172	1 441 342	2 143 736
2008 - 2009	2 548 143	1 463 435	2 165 355

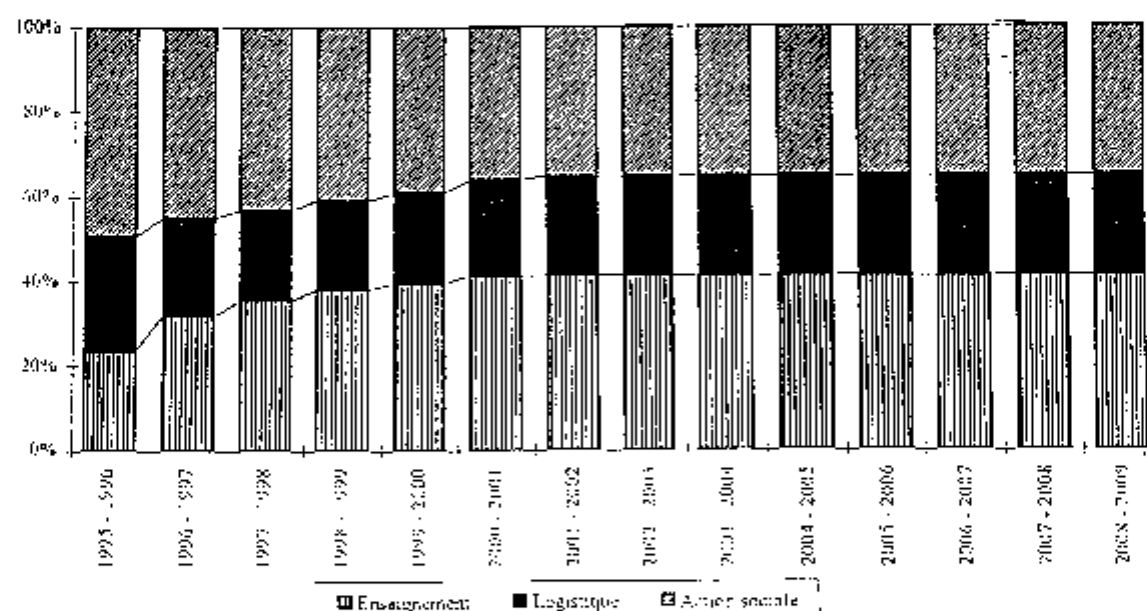
Tableau 57 : Dépenses d'éducation dans l'enseignement supérieur par nature du coût

Année	Personnel	Fonction	Milliers de FCFA	
			Transferts	TOTAL
1995 - 1996	1 297 860	1 476 730	2 630 025	5 408 429
1996 - 1997	1 566 067	1 352 122	2 307 468	5 004 568
1997 - 1998	2 276 904	1 384 603	2 783 840	6 505 242
1998 - 1999	2 434 909	1 393 173	2 674 334	6 509 752
1999 - 2000	2 424 633	1 381 204	2 456 914	6 349 622
2000 - 2001	2 337 232	1 351 713	2 103 744	5 671 746
2001 - 2002	2 422 493	1 380 172	2 046 447	5 874 786
2002 - 2003	2 350 184	1 350 212	2 050 702	5 936 466
2003 - 2004	2 381 190	1 371 240	2 046 744	5 998 958
2004 - 2005	2 415 439	1 335 317	2 066 661	6 054 173
2005 - 2006	2 455 403	1 363 365	2 064 850	6 110 369
2006 - 2007	2 486 250	1 372 371	2 083 540	6 215 744
2007 - 2008	2 529 172	1 393 128	2 122 139	6 311 150
2008 - 2009	2 548 143	1 397 382	2 144 657	6 377 547

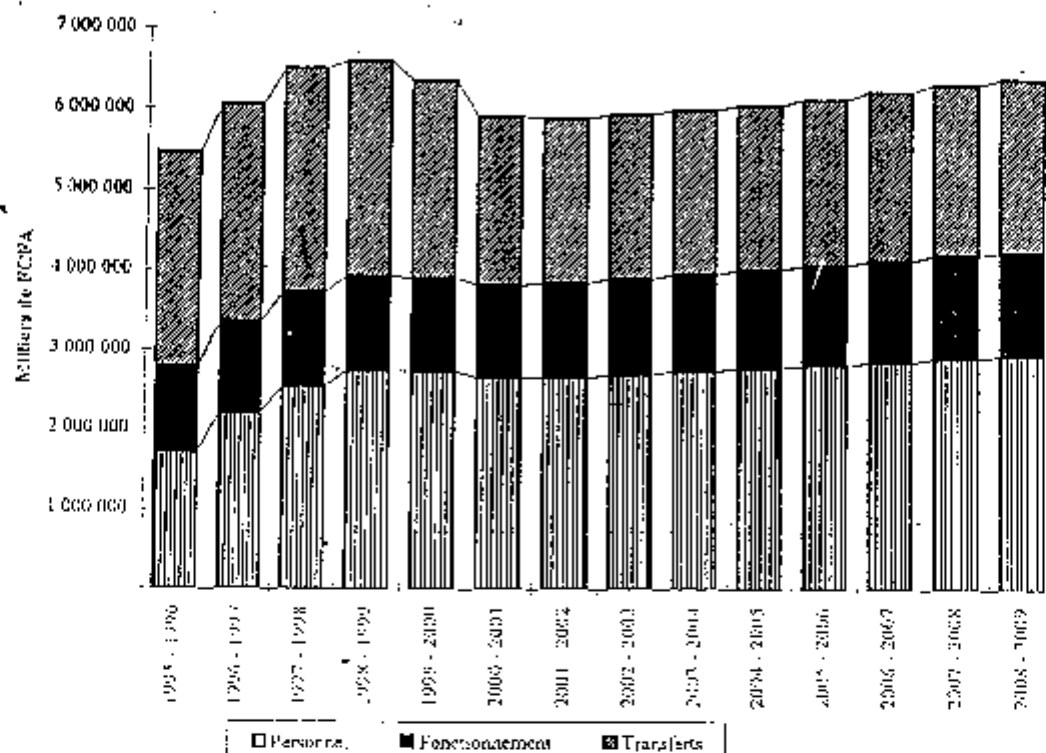
Graphique 32 : Enseignement supérieur : Dépenses par fonction



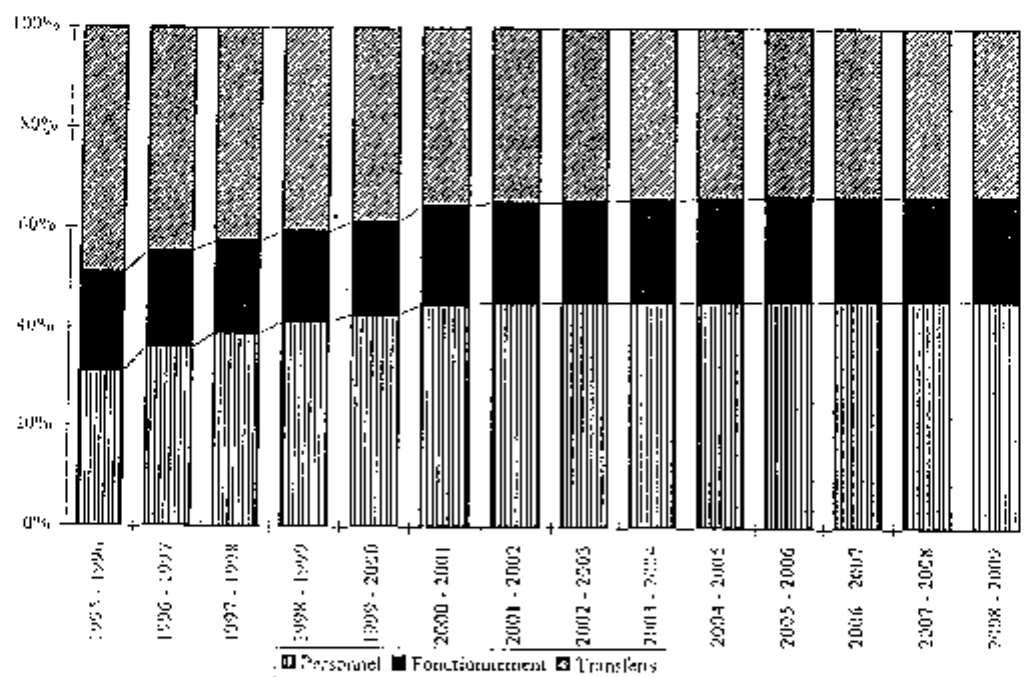
Graphique 33 : Enseignement supérieur : Répartition des dépenses par fonction



Graphique 34 : Enseignement supérieur : Dépenses par nature



Graphique 35 : Enseignement supérieur : Répartition des dépenses par nature



## TABLEAU DE BORD

## Scénario de référence

Les nombres exprimés en italique se rapportent à des hypothèses (libellées au gras), les autres à des résultats ou à des données de base

N°	Indicateurs	1995-96	1996-97	2000-01	2003-04	2007-08
1	Population scolarisable (7-12 ans)	1 565 989	1 603 573	1 763 147	1 893 165	2 001 550
	Elèves					
1	Nombre total d'élèves (hors medersa)	609 444	669 632	930 838	1 197 084	1 453 681
2	Dont élèves du privé	57 273	73 945	173 022	271 137	351 001
3	Nombre total d'élèves (y.c. medersa)	663 161	746 530	1 017 456	1 291 713	1 560 189
4	Dont élèves des medersa	74 717	79 959	86 617	94 549	108 529
5	Nombre d'admis en 1A (hors medersa)	112 159	127 758	197 238	242 257	268 364
6	Taux brut d'admission (hors medersa)	38%	43%	60%	69%	69%
7	Taux moyen de promotion (public)	77%	80%	81%	81%	81%
8	Taux moyen de redoublement (public)	18%	15%	5%	5%	5%
9	Taux moyen d'abandon (public)	5%	5%	4%	4%	4%
10	Taux brut de scolarisation hors medersa	39%	42%	53%	63%	70%
11	Dont garçons	47%	50%	58%	66%	71%
12	Dont filles	31%	34%	46%	61%	59%
13	Taux brut de scolarisation avec medersa	44%	47%	58%	66%	75%
14	Nombre de sortants en 8A (public et privé)	42 377	56 532	102 100	132 220	187 662
15	Dont arrêts en 8A (public et privé)	9 999	10 037	5 408	7 163	10 243
1	Nombre de manuels par élève (moyenne sur les 6 années)			2	2	2
	Enseignants					
1	Nombre total d'ens. chargés de cours (public)	8 259	9 025	11 533	13 900	16 439
2	Dont part des vacataires (public)	11%	11%	7%	8%	5%
3	Nombre d'enseignants en surnombre (public)	761	787	322	958	827
4	Taux de suppléance (public)	9%	7%	7%	6%	5%
5	Besoin en enseign. perm. dans l'année (public)		281	367	1 008	1 035
6	Besoin en enseign. dans l'année (privé)		159	598	583	264
7	Variation des effectifs de contractuels dans l'année (public)		74	95	116	189
8	Nombre d'enseignants à recycler dans l'année			1 939	2 163	0
	Classes					
1	Nombre total de classes (public)	10 439	11 438	14 943	18 397	22 053
2	Taille moyenne des classes (public)	53	52	51	50	50
3	Part des classes à double vacation (public)	28%	27%	22%	28%	29%
4	Part des classes multigrades (public)	25%	25%	26%	26%	25%
5	Besoin additionnels en salles de classe dans l'année (public)		740	612	802	513
6	Nombre total de classes (privé)	1 234	1 593	3 580	5 513	7 570
7	Taille moyenne des classes (privé)	45	46	38	49	50
8	Besoin additionnels en salles de classe dans l'année (privé)		353	389	583	264
	Elèves					
1	Nombre total d'élèves	100 179	109 601	264 377	385 422	549 182
2	Dont élèves du privé	3 177	9 515	34 557	48 186	71 558
3	Dont élèves des medersa	3 177	9 515	34 557	48 186	71 558
4	Admis en 1A (public et privé)	15 170	45 495	95 592	123 051	177 419
5	Taux moyen de promotion (public)	67%	71%	78%	73%	76%
6	Taux moyen de redoublement (public)	10%	16%	10%	11%	5%
7	Nombre de sortants en 8A (public et privé)	4 385	10 571	40 644	72 422	
8	Nombre de sortants en 8A (public et privé)					93 028
9	Dont arrêts 8A (public et privé)					45 781
10	Dont arrêts 8A (public et privé)					
	Enseignants					
1	Nombre total d'ens. chargés de cours (public)	1 183	3 447	7 537	2 000	6 393
2	Part des vacataires (public)	10%	5%	41%	41%	5%
3	Nombre d'élèves par enseignant (public)	25	27	30	32	36
4	Besoin en enseign. perm. dans l'année (public)		372	401	424	454
5	Variation des effectifs de contractuels dans l'année (public)		139	1 026	121	12 777
	Classes					
1	Nombre total de classes (public)	1 757	1 911	4 540	5 946	4 950
2	Taille moyenne des classes (public)	49	49	48	49	50
3	Besoin additionnels en salles de classe dans l'année (public)		144	890	240	1 890
4	Nombre total de classes (privé)	1 111	1 666	581	1 021	1 439
5	Besoin additionnels en salles de classe dans l'année (privé)		35	102	214	357

## TABLEAU DE BORD

## Scénario de référence

Les nombres exprimés en italique se rapportent à des hypothèses (libellées en gras), les autres à des résultats ou à des données de base

	N°	Indicateurs	1995-96	1996-97	2000-01	2003-04	2007-08
Normal	1	Nouveaux entrants dans les CFI			2 253	2 309	2 370
	2	Dont enseignants généralistes (1 à 6A) : public			1 096	1 129	1 138
	3	Dont enseignants généralistes (1 à 6A) : privé			600	500	500
	4	Dont enseignants spécialistes (7 et 8A) : public			467	481	471
	5	Dont enseignants spécialistes (7 et 8A) : privé			200	200	200
	6	Effectif d'élèves-maîtres (ancien et nouveau système)	784	984	8 765	9 113	9 100
	7	Dont enseignants généralistes (pour les niveaux 1 à 6)			6 203	6 485	6 460
	8	Dont enseignants spécialistes (pour les niveaux sup.)			2 562	2 648	2 648
	9	Effectif d'enseignants diplômés des CFI pour l'année			2 105	2 162	2 194
	10	Dont enseignants généralistes (pour les niveaux 1 à 6)			1 490	1 532	1 558
	11	Dont enseignants spécialistes (pour les niveaux sup.)			615	631	636
Secondaire		Elèves					
	1	Nombre total d'élèves (public et privé)	47 011	49 210	49 611	97 225	108 701
	2	Dont secondaire général (public et privé)	32 071	34 160	22 127	32 159	82 899
	3	Dont secondaire technique	361	1 254	1 358	3 649	5 869
	4	Dont secondaire professionnelle (public et privé)	12 579	13 796	25 925	61 417	129 934
	5	Taux de réussite au DEF	59%	60%	64%	66%	70%
	6	Taux d'admission au secondaire par rapport admis DEF		72%	69%	66%	68%
	7	Nouveaux entrants dans le secondaire (public, privé) et ens. normal		13 498	22 038	47 383	128 589
	8	Dont part des garçons		77%	69%	59%	54%
	9	Dont part des filles		23%	31%	41%	46%
	10	Garçons admis dans le secondaire (public, privé) et ens. normal		10 358	15 303	28 170	69 814
	11	Secondaire général (public) / DEF (8A)		59%	70%	71%	77%
	12	Secondaire tronc commun (public) / DEF (8A)					72%
	13	Secondaire général (privé) / DEF (8A)		2%	8%	8%	8%
	14	Secondaire tronc commun (privé) / DEF (8A)					3%
	15	Secondaire technique / DEF (8A)		2%	7%	2%	2%
	16	Secondaire professionnel / DEF (8A)		23%	44%	45%	45%
	17	Secondaire professionnel / DEF (8A)					45%
	18	Enseignement normal / DEF (8A ou 9A)		0%	6%	3%	2%
	19	Part des titulaires du DEF qui sortent		74%	31%	32%	32%
	20	Filles admises dans le secondaire (public, privé) et ens. normal		5 139	6 733	19 223	59 774
	21	Secondaire général (public) / DEF (8A)		25%	70%	71%	77%
	22	Secondaire tronc commun (public) / DEF (8A)					73%
	23	Secondaire général (privé) / DEF (8A)		2%	7%	8%	8%
	24	Secondaire tronc commun (privé) / DEF (8A)					3%
	25	Secondaire technique / DEF (8A)		1%	2%	2%	2%
	26	Secondaire professionnel / DEF (8A)		19%	41%	44%	45%
	27	Secondaire professionnel / DEF (8A)					45%
	28	Enseignement normal / DEF (8A ou 9A)		0%	12%	4%	3%
	29	Part des titulaires du DEF qui sortent		60%	28%	32%	32%
	30	Diplômés du secondaire					
	31	Sec. géner. (Baut)	2 755	5 197	4 910	4 673	11 050
	32	Sec. techn. (Baut)	173	239	123	505	1 293
	33	Sec. prof. (CAP - BT)	3 537	4 279	9 775	19 628	32 945
Enseignants	1	Effectif enseignants total secondaire (public)	1 600	2 303	2 034	3 357	6 998
	2	Dont secondaire général (public)	1 277	1 370	675	895	1 042
	3	Dont secondaire technique (public)	78	71	74	158	224
	4	Dont secondaire professionnelle (public)	248	952	1 282	2 498	5 727
	5	Besoin en enseignants / ans - année (public)		644	57	583	7 732
	6	Dont secondaire général (public)		125	53	108	108
	7	Dont secondaire technique (public)		5	13	35	21
	8	Dont secondaire professionnelle (public)		425	102	545	7 103
	9	Part des vacataires du DEF - général (public)	33%	21%	21%	21%	21%
	10	Part des vacataires dans l'ens. technique (public)	36%	26%	25%	26%	26%